

## INTRODUCTION

Près de 5000 agents départementaux interviennent quotidiennement au service des Seine-et-Marnais dans le domaine des solidarités, pour la construction et l'entretien des services, l'assistance aux communes, aux associations, notamment culturelles et sportives, et la gestion interne de l'administration.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
98405191
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 03/07/2015
Réception Préfet : 03/07/2015
Publication RAAD : 03/07/2015

Pour assurer une stratégie de pilotage commune et garantir la cohérence de l'action, l'instance collégiale de Direction générale se réunit chaque semaine, et de manière régulière avec le Président du Conseil départemental et son Cabinet.

Les modalités de travail qui favorisent le décloisonnement des services sont recherchées, la conduite d'actions transversales étant nécessaire pour la mise en œuvre de politiques publiques, souvent partenariales et aux aspects parfois complexes.

La démocratie participative s'est poursuivie en 2014 avec les réunions du Conseil participatif du projet départemental de territoire, dans la poursuite des conférences territoriales des solidarités et à l'occasion des Rendez-vous des clubs de citoyens. La manifestation « Place aux Jeunes » relève aussi de cette démarche.

En interne, le management en mode-projet est privilégié pour la prise en compte de différentes thématiques et le traitement des dossiers : prises de compétences nouvelles par le Département, mise en place de nouvelles actions transversales, développement de projets, réorganisation des missions, structuration des services... Ce mode de travail au sein des services dynamise les capacités globales de l'administration départementale ; il est le gage d'une plus grande pertinence et d'une plus grande efficacité.

Un pilotage fin de l'action publique a été conduit avec une articulation forte entre les orientations de politiques publiques et la déclinaison des objectifs opérationnels des services dans le cadre des programmes annuels de performance. La démarche de performance s'est accrue avec la déclinaison, dans tous les services, de programmes annuels de performance, liés aux objectifs du contrat de mandature pour la période 2011 -2015. Elle est accompagnée d'une démarche de recensement et de suivi des projets liés aux axes les plus stratégiques.

La modernisation de l'administration s'est poursuivie : mise en œuvre du schéma directeur des systèmes d'information, dématérialisation, études pour l'archivage électronique des documents, gestion numérisée.

D'un point de vue juridique ou financier, les procédures, les actes et les actions sont sans cesse plus fiabilisés.

Dans le domaine des ressources humaines, la démarche des entretiens annuels d'évaluation s'est généralisée, avec l'amélioration des outils informatiques de traitement et des actions de formation. D'une manière générale, la gestion des emplois et des compétences se veut encore plus prévisionnelle et plus précise.

Un aspect important de l'activité de services en 2014 a été la mise en œuvre du projet d'administration VIVA 77.

Cette démarche de projet d'administration a connu en 2014 des résultats concrets, notamment : l'amélioration de l'information diffusée aux agents, la généralisation de moments de discussion et d'échanges au sein des services et entre professionnels d'un même métier (assistants familiaux, agents techniques des collèges...), la valorisation des réussites individuelles et collectives, l'encouragement donné aux initiatives, le renforcement de la convivialité, la simplification des procédures et modes de travail, le développement du télétravail et des services de conciergerie.

L'année 2014 a également été marquée par l'élaboration du programme pluriannuel des investissements (PPI) validé par les élus, et par la mise en place d'une revue des programmes annuels de performance (PAP).

Afin d'assurer une lecture la plus homogène possible de l'activité des services en 2014, celle-ci est présentée pour chaque direction sous forme de fiche, structurée autour de quelques axes : l'activité de la direction, les montants financiers en jeu, les principales et nouvelles actions menées en 2014.

## **SOMMAIRE**

### **DIRECTION GENERALE DES SERVICES**

Secrétariat général  
Secrétariat général aux Assemblées  
Direction du Contrôle de Gestion, de l'Audit et de l'Évaluation des politiques publiques  
Direction des Finances  
Mission Développement Durable

### **DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES**

Direction des Ressources humaines  
Direction des Systèmes d'Information  
Direction de l'Innovation et de l'E-administration  
Direction des Affaires juridiques et patrimoniales  
Direction des Moyens généraux  
Direction des Marchés publics

### **DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE LA SOLIDARITE**

Direction principale Enfance, Adolescence, Famille  
Direction de l'Insertion, de l'Habitat et de la Cohésion sociale  
Direction principale de l'Autonomie  
Direction Territoriale des Solidarités  
Direction Mission Ressources  
Mission Politique de santé  
Observatoire départemental des solidarités

### **DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE L'ENVIRONNEMENT, DES DEPLACEMENTS ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

Direction de l'Architecture, des Bâtiments et des Collèges  
Direction de l'Aménagement et du Développement des Territoires  
Direction principale des Routes  
Direction des Transports  
Direction de l'Eau et de l'Environnement

### **DIRECTION GENERALE ADJOINTE DE L'EDUCATION, DE LA CULTURE, DU TOURISME, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

Direction de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Formation  
Mission Solidarité internationale  
Service de la Coordination administrative et du Tourisme  
Direction des Sports et de la Jeunesse  
Direction des Archives départementales  
Direction des politiques culturelles – pôle équipements culturels  
Direction des politiques culturelles – pôle lecture publique

### **CABINET DU PRESIDENT**

Direction de la Communication

**DIRECTION GENERALE**  
**DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**  
**(DGS)**

## **PRESENTATION GENERALE**

---

La Direction générale des services (DGS) s'appuyant sur la structuration cohérente des DGA et sur l'animation du Comité de direction générale, centre ses missions sur des fonctions essentielles de management, de pilotage, d'organisation et de contrôle.

En 2014, la démarche VIVA a été portée et animée par la DGS.

La DGS comprend, outre la Directrice générale et son assistante, plusieurs pôles :

- le Secrétariat général (SG) qui inclut lui-même différentes fonctions : le service Documentation, la mission Sûreté – Sécurité, l'administration du logiciel Eudonet et le suivi des panneaux de chantier,
- le Secrétariat général aux Assemblées (SGA),
- la Direction des Finances (DF),
- la Direction du Contrôle de Gestion, de l'Audit et de l'Évaluation des politiques publiques (DCGAE).

### **LA DIRECTRICE GENERALE DES SERVICES**

Elle conseille et oriente l'exécutif départemental dans les choix stratégiques et la définition des politiques publiques départementales.

Elle dirige, anime, encadre et coordonne l'activité des services départementaux sur l'ensemble des thématiques d'intervention du Département et particulièrement sur certains sujets transversaux tels que la modernisation de l'administration, la gestion des accords de coopération avec Disneyland Paris, la nouvelle politique contractuelle, les orientations budgétaires... Elle anime les instances transversales de travail de l'administration : réunion des directeurs, comité de direction générale, revues de gestion, revue des indicateurs de performance, comités de pilotages.

Elle veille à la cohésion et à la cohérence de l'administration. Elle anime le dialogue social. Elle assure l'interface avec le SDIS, et les principaux partenaires institutionnels du Département.

## SECRETARIAT GENERAL (SG)

---

### Effectif

L'équipe du secrétariat général est composée de dix personnes :

- le secrétaire général,
- deux assistantes,
- une gestionnaire de la base de données Eudonet,
- une gestionnaire de la communication institutionnelle pour les opérations subventionnées par le Département,
- un chargé de mission immobilier – sécurité – sûreté,
- le service documentation composé d'un chef de service, d'un gestionnaire administratif et financier, et de deux gestionnaires de documentation.

### Missions

- Collaborateur direct de la directrice générale des services, le secrétaire général assiste cette dernière dans les fonctions de coordination globale de la DGS mais aussi avec les directeurs généraux adjoints et les secrétaires généraux des DGA, dans les relations avec le cabinet et, également, avec des institutions et organismes extérieurs.

A ce titre, il prépare et assure le suivi d'un certain nombre de réunions, notamment celles du comité de direction générale (une quarantaine en 2014), celles réunissant mensuellement le Président, le cabinet et le comité de direction générale (10 par an), les réunions internes des directeurs (7 en 2014), les rencontres régulières entre le Président du conseil départemental et le préfet (7 en 2014), ou encore le comité de pilotage patrimoine (5 réunions en 2014).

Outre les dossiers qu'il gère directement, le Secrétaire général assure le suivi du courrier (entrant et sortant) entre le cabinet, la direction générale, les DGA et directions.

Enfin, en lien avec la direction générale, la direction des Finances et la direction du Contrôle de gestion, de l'Audit et de l'Évaluation des politiques publiques, le Secrétaire général assure le suivi de la convention pluriannuelle de partenariat avec le service départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

- L'administration fonctionnelle du logiciel EUDONET, intégrant tous les organismes et contacts en lien avec le Département et leur mise à jour régulière, est assurée par un cadre B qui a organisé plusieurs réunions avec les référents des DGA et directions.
- Un autre cadre B gère la communication institutionnelle sur les chantiers subventionnés, en lien avec la direction principale des routes (qui se charge de la communication relative aux contrats triennaux de voirie).
- Un chargé de mission pour les questions de sécurité, sûreté et implantation géographique des différents services de l'administration départementale est chargé de conseiller la direction générale et les services sur toute question relative à la sécurité des biens et des personnes. Il assiste le chef d'établissement de l'Hôtel du Département dans le fonctionnement et la gestion de ce bâtiment et veille à optimiser l'affectation des locaux en fonction des besoins de localisation des services départementaux.

- A noter enfin que la fonction administrative et financière des activités relevant de la direction générale (directrice générale des services ; mission Développement durable ; direction des finances ; direction du contrôle de gestion, de l'audit et de l'évaluation ; secrétariat général ; secrétariat général aux assemblées) est assurée, en plus de leurs missions initiales, par trois agents du secrétariat général, aux missions complémentaires et étroitement coordonnées :
  - une assistante (pour le volet RH),
  - la gestionnaire de la communication institutionnelle pour les opérations subventionnées par le Département (pour la partie « marchés publics », à l'exception des marchés de la direction des finances),
  - la gestionnaire administrative et financière pour les aspects budgétaires et comptables.

Budget primitif 2014 (DGS hors direction des Finances) : 779 790€

#### Faits marquants 2014

- En lien avec la direction de la communication et les directions concernées, organisation de trois séminaires de l'encadrement : deux (janvier et juin) dans le cadre de VIVA 77, un (octobre) axé sur les caractéristiques du territoire et la nouvelle politique territoriale.
- En lien avec la direction des Ressources humaines, organisation de six ateliers orientés sur le défi n°1 de VIVA (partager le sens de notre action), ayant réuni au total 120 cadres.
- Mise en place, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2014, de procédures simplifiées pour le courrier « départ », permettant de raccourcir les circuits et de réduire les délais de signature de nombreux courriers.
- Création d'un espace collaboratif, progressivement ouvert à l'ensemble des encadrants, consacré à la réforme territoriale.
- Coordination de la préparation des accords de coopération 2014-2020 avec Disney et Villages Nature.
- En collaboration avec la direction des Finances et avec la direction du Contrôle de gestion, de l'audit et de l'évaluation, préparation de la convention pluriannuelle 2015-2017 avec le SDIS.
- Mise à jour des données relatives aux communes et aux intercommunalités présentes dans Eudonet, suite aux élections municipales de mars 2014.
- Poursuite des visites de sites d'implantation des services départementaux (agences routières territoriales, centres d'exploitation, musées) et rédaction du rapport de sécurité afférent.

#### Service de la documentation

Objectif : participer à la diffusion de l'information auprès de toutes les personnes qui travaillent au Département de Seine-et-Marne.

De la constitution et de la diffusion d'un panorama de presse informatisé, à la réalisation de recherches documentaires, les outils de diffusion de l'information sont nombreux et s'adaptent en fonction de l'évolution technologique. Il faut y ajouter la gestion des achats d'ouvrages et d'abonnements pour la plupart des services du Département. La démarche globale du service s'inscrit dans le sens de la modernisation des technologies, de la dématérialisation et du développement durable.

Il est composé de quatre personnes.

#### Gestion du budget

Budget primitif global 2014 (BP + virement) : 306 700 € (documentation générale, technique et informatisée, droits de copiage, marché agrégateur de presse).

Le marché public relatif aux ouvrages positionne le service Documentation comme gestionnaire et organisateur de tous les achats, seul interlocuteur pour les achats d'ouvrages et abonnements. Afin de s'inscrire dans le cadre budgétaire fixé, des efforts de maîtrise des coûts documentaires ont été accomplis grâce à des actions d'accompagnement des services et au renforcement de l'esprit de mutualisation et de partage des abonnements.

#### Communication

Une communication positionnée dans tous les supports mis à notre disposition, a permis de faire connaître les procédures, les aides à la gestion des collections, les procédures, les prestations documentaires, ainsi que les nouveaux outils de recherche.

Le Panorama de presse diffusé chaque jour ouvré aux alentours de 12 heures participe à l'information professionnelle de tous les agents du Département. Sa réalisation est le fruit d'une réflexion collective du service, enrichie au cours de l'année 2014 d'articles proposés par des agents ou des services.

#### Innovations

La Bibliothèque mutualisée a pris son essor en 2014 : développement des acquisitions, diffusion de nouveautés, augmentation du nombre de prêts, collaboration avec les services pour affiner les sélections – notamment avec le service Formation de la direction des ressources humaines.

En adaptant les abonnements aux nouvelles technologies offertes, le service participe au télétravail, comme avec l'abonnement à La Gazette des communes qui est feuilletable depuis les sites extérieurs à ceux du Département (et notamment depuis le domicile de chaque agent).

Pour améliorer la qualité du service public et participer au bien être des agents comme des visiteurs, le service Documentation a ouvert un espace de consultation de la presse dans le hall d'accueil de l'Hôtel du Département (« Openpresse »).



---

### MISSION DEVELOPPEMENT DURABLE

---

#### Missions

La mission développement durable (MDD) élabore, coordonne et assure le suivi de la politique départementale de développement durable symbolisée par l'Agenda 21 ainsi que l'évaluation des politiques départementales au regard du développement durable (rapport annuel de DD, suivi d'indicateurs, accompagnement des directions).

La MDD anime le club des correspondants développement durable et mène des actions de sensibilisation en interne. Par ailleurs, la mission mobilise les acteurs du territoire avec l'animation du réseau des Agendas 21 locaux seine-et-marnais, le suivi de démarches Agenda 21 locales et le suivi de partenariats avec différents organismes (ARENE, Comité 21, etc.).

#### Effectif

1 apprenti et 1 responsable et, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2014, 1 responsable et 1 chargé de mission

#### Budget primitif

22 250 €

### Faits marquants

#### **3<sup>ème</sup> programme d'actions Agenda 21 (2014-2021) :**

Il a pour objectif de fixer la feuille de route des actions à mener par le Département en matière de développement durable.

Le 3<sup>ème</sup> programme d'actions a été voté le 3 octobre 2014 par l'assemblée départementale. Il comprend 34 engagements et 92 actions en cours de réalisation ou à mettre en œuvre réparties dans toutes les politiques départementales.

#### ***Rapport annuel de développement durable***

Public ciblé : interne et externe

Outil de pilotage de la démarche de développement durable, le rapport annuel a pour objectif d'évaluer les actions portées par le Département sous l'angle du DD.

Un bilan financier est présenté pour chaque action pour mieux quantifier le poids financier des actions dans les politiques départementales.

Le rapport annuel 2014, évaluant 14 actions réalisées au cours de l'année 2013, a été voté par l'assemblée départementale le 3 octobre 2014.

#### ***Guide des éco-manifestations***

Public ciblé : interne et externe

Le guide des éco-manifestations est un ensemble de fiches réparties en huit thématiques (Communication, mobilité, économie locale, déchets, eau-énergie, cohésion sociale, sensibilisation au développement durable, suivi et évaluation de la démarche).

Paru en 2014, ce guide a pour but d'inciter les porteurs de manifestations à des pratiques plus responsables.

### Les actions reconduites en 2014

↳ Organisation de la 3<sup>e</sup> matinée d'échanges et d'informations sur le développement durable le 14 octobre 2014. Cette matinée, qui a réuni une cinquantaine d'agents autour d'un intervenant extérieur (Séverine Lecomte), fut l'occasion de présenter le 3<sup>ème</sup> programme d'actions d'Agenda 21 sur la période 2014-2021.

↳ Organisation du 3<sup>e</sup> trophée annuel du développement durable récompensant des actions mises en place par les agents dans les services le 14 octobre 2014.

↳ L'opération panier de légumes à destination des agents est maintenue et désormais pérennisée sur 7 sites soit 1973 paniers distribués en 2014.

↳ Campagne d'éco-gestes en partenariat avec Seine-et-Marne Environnement durant tout le mois d'avril 2014.

↳ Rencontres annuelles des correspondants développement durable du Département les 24 juin et 14 octobre.

↳ Rencontre annuelle des chargés de mission Agenda 21/Plan Climat de Seine-et-Marne qui a eu lieu le 25 novembre. A cette occasion, ont été présentés le 3<sup>ème</sup> programme d'actions Agenda 21, le nouveau dispositif d'éco-conditionnalité des aides à l'investissement et le programme d'actions du Plan Climat Energie.

---

### SECRETARIAT GENERAL AUX ASSEMBLEES (SGA)

---

Le Secrétariat général aux assemblées est composé de 5 personnes.

Les missions du SGA sont la préparation des séances du Conseil départemental et de la Commission permanente, l'organisation des commissions techniques et de la commission des finances et le suivi des délibérations jusqu'à leur publication.

En 2014, 9 séances du Conseil départemental (soit 456 rapports) et 10 Commissions permanentes (représentant 380 dossiers) ont eu lieu. De façon à acquérir un caractère exécutoire, ces délibérations, ainsi que les arrêtés départementaux publiables, ont généré la publication de 64 recueils des actes administratifs.

Le Secrétariat général aux assemblées assure, par ailleurs, l'actualisation permanente du guide des aides départementales sur l'intranet (156 fiches au total), ainsi que le suivi des désignations des représentants du Département dans diverses instances (621 désignations au total).

---

### DIRECTION DU CONTROLE DE GESTION, DE L'AUDIT ET DE L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES (DCGAE)

---

Les grandes missions de la direction du Contrôle de gestion, de l'audit et de l'évaluation sont les suivantes :

- ✓ Développer des outils de pilotage pour maîtriser la mise en œuvre des priorités
- ✓ Piloter le processus d'évaluation des politiques publiques et accompagner la mise en œuvre des préconisations
- ✓ Contribuer à l'élaboration des prévisions budgétaires
- ✓ Identifier et analyser l'ensemble des risques juridico-financiers inhérents aux relations partenariales établies entre le Département et ses organismes associés et partenaires (y compris les délégations de service public)
- ✓ Diffuser la culture de gestion
- ✓ Optimiser les recettes en provenance de l'Union européenne.

### Effectif en 2014

La DCGAE compte 8 postes dont 7 postes de cadres A et un poste de cadre B.

### Budget primitif et réalisé

La DCGAE n'a pas de budget propre. Le budget relatif aux études d'évaluations se trouve dans le budget de la direction générale des services.

### Faits marquants en 2014

L'année 2014 a été principalement marquée par les évènements suivants :

↳ Le développement d'outils de pilotage spécifiques à certains domaines comme, à titre d'exemple, les indicateurs clés départementaux et par territoire, la nouvelle politique territoriale, les personnes âgées (sur toute la chaîne d'intervention siège/terrain), le transport scolaire (circuits spéciaux scolaires et transport adapté), le transport à la demande de personnes handicapées, les ressources humaines.

↳ La consolidation et le développement du système d'information décisionnel avec l'enrichissement des entrepôts de données et la mise en place de nouvelles applications QlikView et d'une interface de saisie des indicateurs pour les utilisateurs.

↳ Le suivi des organismes associés au Département grâce aux analyses financières ainsi que le suivi des délégations de service public.

↳ L'aboutissement du processus d'évaluation de la politique de développement économique et les préconisations associées.

↳ La mise en place du pôle Fonds européens au sein de la Direction du contrôle de gestion, de l'audit et de l'évaluation des politiques publiques afin d'optimiser les recettes en provenance de l'Union européenne.

Après une gestion de la subvention du Fonds social européen (FSE) en convention bilatérale avec l'Etat et au regard de la montée en puissance progressive du Département en matière de gestion et de consommation de l'enveloppe FSE attribuée, le Département de Seine-et-Marne a souhaité saisir l'opportunité de passer en subvention globale.

Le principe de délégation de la gestion du FSE au Département par l'Etat implique une certaine autonomie de gestion et un niveau de suivi et de contrôle exigeant en contrepartie.

Les processus de gestion et l'organisation adaptés à la prise en charge de la subvention globale ont donc été, en grande partie, mis en place en 2014 afin d'encaisser 1,5M€ de FSE par année sur la nouvelle programmation 2014-2020.

## **DIRECTION DES FINANCES (DF)**

---

La Direction des Finances (DF) a en charge de proposer, puis de mettre en œuvre, les politiques financières, fiscales et budgétaires du Département et de veiller à l'application des normes comptables.

Ses **principales missions** se déclinent de la façon suivante :

- Elaborer des scénarios budgétaires prospectifs tant en fonctionnement qu'en investissement, en recettes et en dépenses
- Réaliser des études rétrospectives et comparatives permettant de mesurer l'évolution et le niveau d'intervention du Département et ses équilibres financiers
- Piloter, coordonner, contrôler et rendre compte de la préparation et de l'exécution des budgets
- Assurer la couverture du besoin de financement du Département
- Gérer la dette et la trésorerie en prévenant les risques financiers
- Instruire, évaluer et suivre les engagements hors bilan du Département (garanties d'emprunts)
- Assurer la gestion et la répartition des fonds départementaux de péréquation (taxe professionnelle et droits de mutation)
- Veiller à la régularité des opérations comptables
- Contrôler sur le plan des incidences budgétaires les rapports présentés aux assemblées
- Administrer au niveau fonctionnel les systèmes d'information financière
- Assurer une mission de conseil, d'expertise et d'assistance en matière comptable, budgétaire et fiscale auprès de l'ensemble des services départementaux.

Son **organisation** est la suivante :

- deux pôles opérationnels :
  - la sous-direction Budget et Prospective (7 postes)
  - la sous-direction Dette, Trésorerie et Comptabilité (20 postes)
- un pôle fonctionnel : le service de l'Administration fonctionnelle du Système d'information financière (3 postes)
- un pôle de direction, le directeur (membre du comité de direction générale du Département) et deux assistantes qui assurent le secrétariat de l'ensemble de la direction (3 postes)

Au total, la Direction des Finances comptait au 31 décembre 2014 un effectif de 33 postes budgétaires répartis de la façon suivante :

- 11 de catégorie A ou A+
- 5 de catégorie B
- 17 de catégorie C

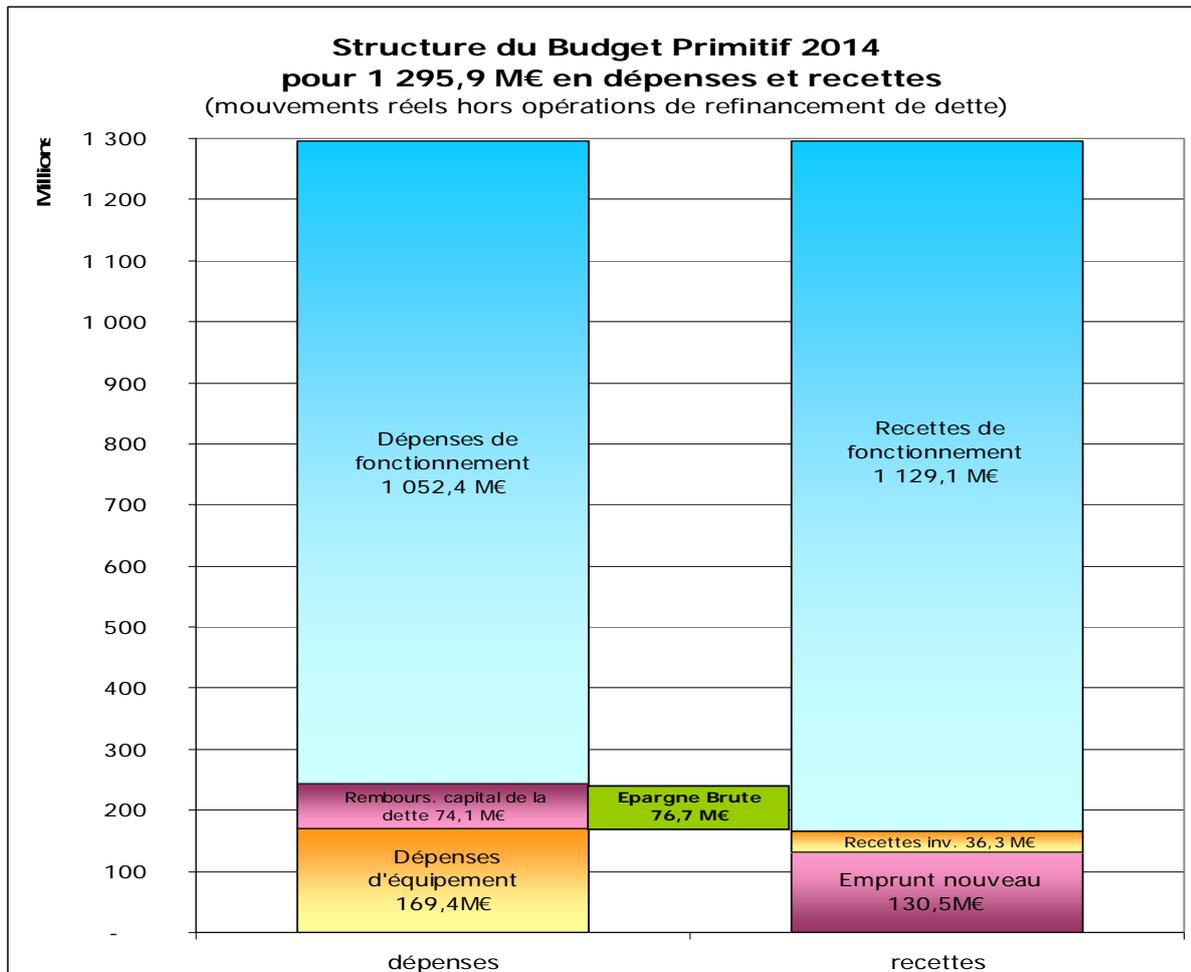
Activités et chiffres clés en 2014 :

### **Sous-direction du budget et de la prospective (SDBP) :**

Au cours de l'année 2014, deux budgets primitifs ont été adoptés par l'Assemblée départementale puisque l'adoption du BP 2015 a été avancée au mois de décembre 2014. Cette modification du calendrier budgétaire a compacté le calendrier de préparation budgétaire et a conduit à une mobilisation plus importante de l'équipe de la sous-direction qui a dû travailler de façon plus resserrée.

**La préparation du budget primitif 2014** s'est clôturée avec son adoption par l'assemblée départementale le 13 février 2014. Il s'équilibrait en mouvements totaux à 1 915 M€ et à 1 295,9 M€ en mouvements réels et hors opérations de refinancement de dette. Deux budgets annexes s'élevant au total à 0,7 M€ étaient par ailleurs adoptés.

Parallèlement à la **rédaction du rapport général du BP**, réalisée par la sous-direction, plus d'une centaine de tableaux sont mis à disposition des directions opérationnelles pour alimenter les rapports sectoriels qu'elles rédigent.



Au cours de l'année 2014, **deux décisions modificatives ont été préparées et adoptées** :

- la DM1 (valant budget supplémentaire) a été votée le 27 juin 2014
- la DM2 a été votée le 28 novembre 2014.

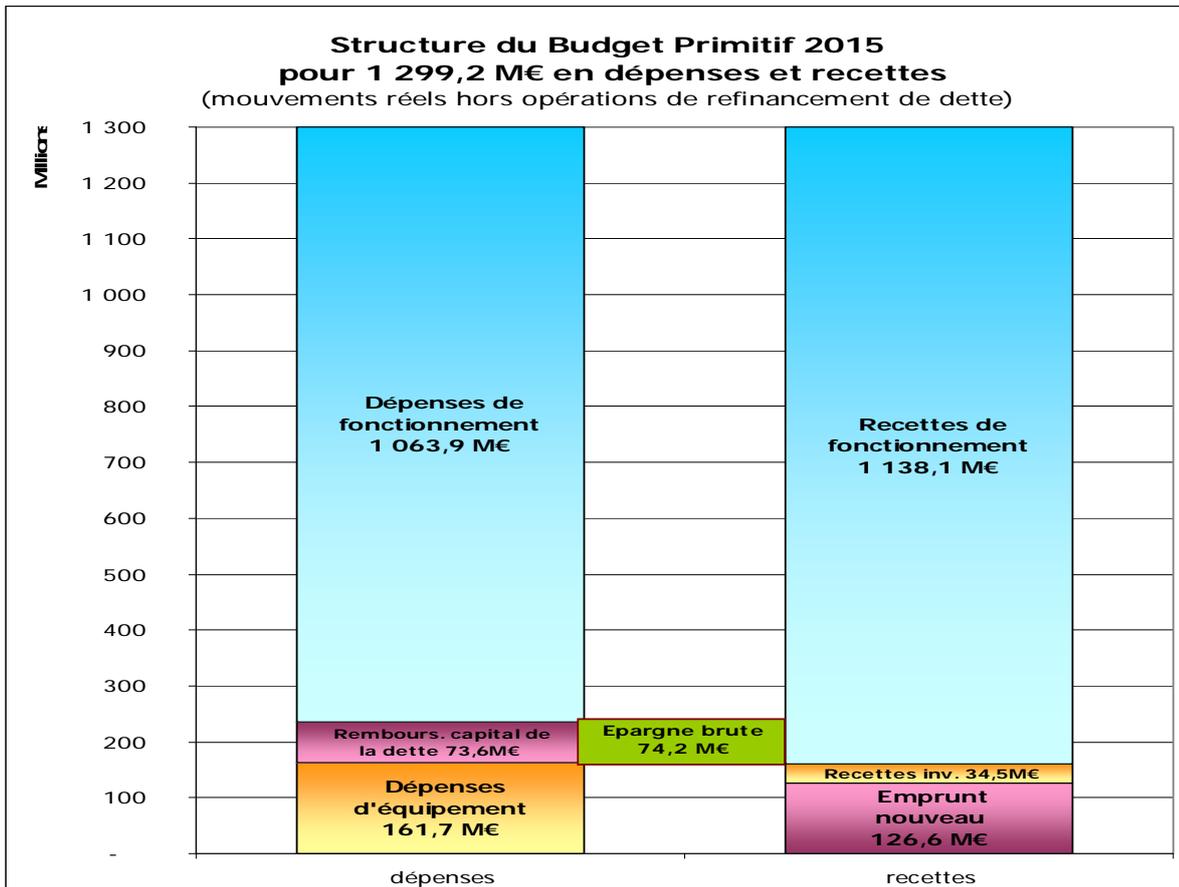
Pour chacune de ces décisions modificatives, un **rapport unique de présentation** a été rédigé par la sous-direction du budget et de la prospective.

**Le compte administratif pour l'exercice 2013** a été soumis à l'examen de l'assemblée départementale, en même temps que le compte de gestion du payeur départemental, le 23 mai 2014. Un rapport unique de présentation du compte administratif a également été rédigé par la sous direction.

**La préparation du budget primitif 2015** a été lancée le 8 juillet 2014 avec la transmission aux directions gestionnaires de crédits d'une note de cadrage et d'une note méthodologique. La note de cadrage a été arrêtée par l'Exécutif départemental qui a pris appui sur les travaux de prospective pluriannuelle des finances départementales qui ont été conduits de mars à mi juin 2014 en collaboration avec l'ensemble des directions départementales.

Le débat d'orientations budgétaires (DOB) pour 2015 a eu lieu lors de la séance du Conseil général du 28 novembre 2014.

**Le budget primitif 2015** a été adopté par l'assemblée départementale le 18 décembre 2014. Il s'équilibre en mouvements totaux à 1 870,4 M€ et à 1 299,2 M€ en mouvements réels et hors opérations de refinancement de dette. Deux budgets annexes s'élevant au total à 0,7 M€ étaient par ailleurs adoptés.



En dehors de ces activités autour des actes budgétaires de la collectivité, la SDBP a procédé :

- au traitement de **3 123 demandes de virements de crédit** (+ 4 % par rapport à 2013, et + 40 % en 5 ans),
- au **contrôle budgétaire de 806 rapports** soumis en 2014 soit au Conseil général, soit à la Commission permanente,
- à **174 interventions de paramétrage** sur les opérations à la demande des services gestionnaires (essentiellement pour des créations de nouvelles lignes budgétaires),
- à la **clôture de 950 opérations** dans le logiciel budgétaire dont l'exécution est terminée,
- à la **production et l'analyse des suivis mensuels de consommation** de crédits, par DGA et par direction. La **note d'exécution mensuelle** et les tableaux de suivi étant complétés d'un focus sur l'action sociale (notamment le suivi fin des appels de fonds RSA),
- à la **réalisation de tableaux comparatifs (benchmark)** en matière de dépenses et de recettes pour illustrer la situation de la Seine-et-Marne par rapport aux autres départements,
- A la **participation à la rédaction des guides de procédures** liés à la préparation budgétaire et à la pluri-annualité.

Le travail de **prévision et de suivi des recettes départementales** a été conduit en 2014 sur la base des nombreux changements intervenus avec la création d'un Fonds de solidarité des Départements de la Région Ile-de-France et les mesures attachées au Pacte de confiance et de responsabilité entre l'Etat et les collectivités locales : la création d'un fonds de compensation péréqué des frais de gestion du foncier bâti et la possibilité de déplafonnement du taux des DMTO, mesures accompagnées de la montée en puissance des péréquations (FNDMTO, fonds de solidarité des DMTO, CVAE).

Toujours en matière de recettes, le suivi de l'exécution des lignes suivies par la sous-direction comprend la validation des états dits « P503 » (recettes encaissées par le comptable avant l'émission des titres de recettes) ainsi que l'élaboration de suivis réguliers et d'analyse des encaissements constatés sur les principaux postes de recettes (DMTO, CNSA, taxe sur l'électricité, TICPE...).

Enfin, dans le cadre de la **gestion des fonds départementaux de péréquation**, trois rapports ont été soumis à l'assemblée représentant pour des volumes mis en répartition de 17 M€ pour les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) et de 11,2 M€ pour la taxe professionnelle (TP).

### **Sous-direction dette, trésorerie et comptabilité (SDDTC)**

#### **Service dette, trésorerie et garanties d'emprunt (SDT)**

Le Service dette, trésorerie et garanties d'emprunt assure le suivi et le pilotage de la dette propre et garantie du Département ainsi que le suivi quotidien de sa trésorerie.

En 2014, le service a mis en œuvre une stratégie de recherche de financement conjuguant des consultations bancaires et obligataires qui ont permis de mobiliser 91,2 M€ d'emprunts nouveaux qui se décomposent de la manière suivante :

- des tirages pour un volume global de 25,2 M€ au sein de deux contrats revolving,
- sept émissions obligataires remboursables in fine d'un montant total de 66 M€

Le recours au financement désintermédié auprès d'investisseurs repose à la fois sur une notation financière du Département par l'Agence Standard & Poor's et sur une documentation juridique et financière déposée auprès des autorités financières suivantes :

- Auprès de la Banque de France, un Dossier de Présentation Financière (DPF) qui permet au Département d'émettre des billets de trésorerie (dépôt le 29 juillet 2014),
- Auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) un « prospectus de base », sur lequel s'appuie le programme Euro Medium Term Notes (EMTN) qui a été validé le 18 septembre 2014.

Dans ce cadre, le service dette, trésorerie et garanties d'emprunt pilote la mise à jour de la documentation juridique et financière et participe, aux côtés de l'ensemble de la direction des finances, aux revues de notations.

L'encours de dette bancaire et obligataire du Département s'élève à 905 M€ au 31 décembre 2014, auprès de 11 groupes ou partenaires financiers différents. Une opération de refinancement d'un prêt bancaire pour un montant de 9,16 M€ qui a permis d'en améliorer sensiblement les conditions a été conduite en 2014.

En matière de financement à court terme, le service a réalisé deux consultations en avril et octobre 2014 pour renouveler les lignes de trésorerie. Deux nouvelles lignes ont été souscrites pour des encours de 20 et 30 M€

Par ailleurs, le service porte également l'instruction et le suivi des garanties d'emprunt octroyées par le Département à ses partenaires. Il s'agit d'un outil départemental permettant de soutenir des actions notamment dans le champ du logement social. Les garanties d'emprunt instruites en 2014 ont donné lieu à la préparation de 38 dossiers adoptés par l'Assemblée départementale pour un montant de 61,2 M€ d'encours nouveau et 6,7 M€ d'encours garanti réitéré, au titre de réaménagements d'emprunts.

L'encours de dette garantie par le Département s'élève ainsi à 537 M€ au 31 décembre 2014, au profit de 77 organismes.

### **Service comptabilité**

Le service comptabilité a supervisé et contrôlé l'émission de 89 335 mandats de dépenses (+ 3,18 % par rapport à 2013) et 19 165 titres de recettes (- 7,83 % par rapport à 2013).

Le nombre de rejets opérés par le comptable public est en réduction en 2014. Ainsi, il y a eu 533 rejets de mandats (0,6% des mandats émis contre 0,9% en 2013) et 149 rejets relatifs aux titres (soit 0,8 % des titres émis contre 1,7% en 2013).

Le service assure également les traitements comptables de fin d'exercice et par exemple les rattachements des charges et des produits pour des montants cumulés de 16 816 70,44 € (dont ICNE : 7 652 194 €) en dépenses et de 11 322 590,45 € en recettes.

Le service de la comptabilité assure la gestion administrative et comptable de 35 régies d'avances et 10 régies de recettes (décisions de création, arrêtés liés aux fonctions des régisseurs et mandataires suppléants, ...).

Dans un objectif de simplification, le service comptabilité a mis en place une gestion dématérialisée des formulaires de création ou de modification des tiers dans le logiciel comptable.

Le service comptabilité a collaboré à la mise en œuvre de la dématérialisation :

- des frais de déplacements en collaboration avec la direction des Ressources humaines,
- des allocations versées aux personnes âgées dépendantes et aux personnes en situation de handicap en collaboration avec la direction des personnes âgées et des personnes handicapées (DPAPH).

### **Pôle d'administration fonctionnelle des systèmes d'information financière (PAFSIF)**

- L'équipe du PAFSIF a collaboré à un grand projet important pour la direction principale des routes (DPR) :

*Changement de l'application GAME pour la « gestion par décompte » dans Grand Angle.* Après avoir hésité entre plusieurs applications, le choix de la DPR s'est fixé sur Grand Angle, malgré certaines anomalies en cours de correction par l'éditeur. Le PAFSIF a priorisé son activité pour répondre aux utilisateurs selon un calendrier contraint. Ainsi, l'activité a été très importante au premier semestre tant en terme de paramétrages, de tests et de mises en place de formation en interne que de suivi des anomalies.

- Dématérialisation des flux comptables : mise en place du Guichet XML.

Le Département est passé au PESV2 en 2009. Il était contraint de passer au Guichet XML au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Ce Guichet XML est un mode de contrôle supplémentaire des formats de flux envoyés au comptable public et est une évolution récente du PES V2.

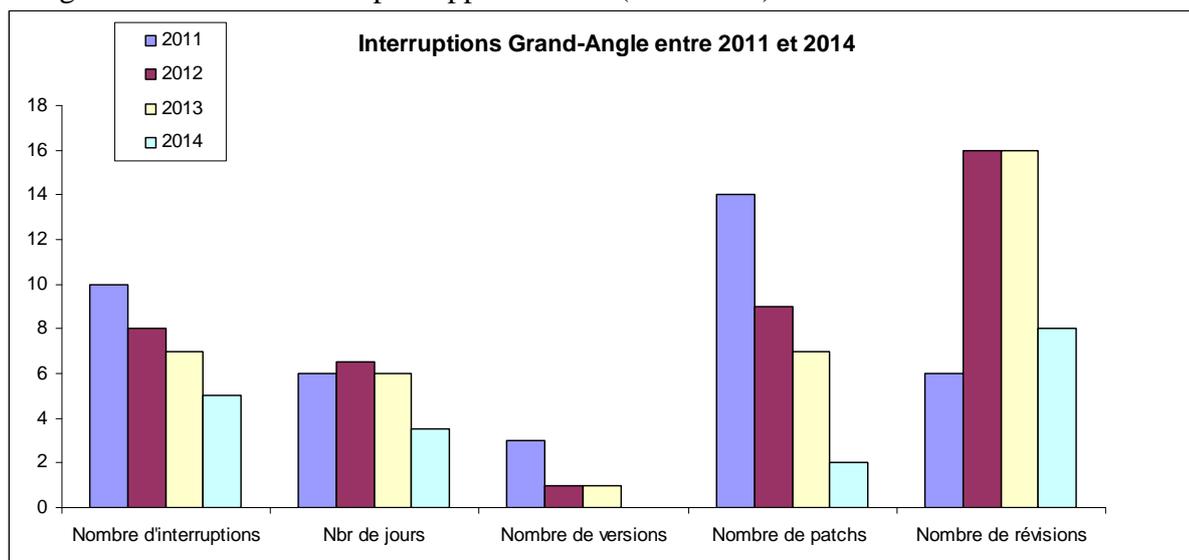
Il y a eu un impact fort sur les utilisateurs notamment concernant la gestion des tiers qui reste un point sensible de la dématérialisation.

- Automatisation des caducités dans Grand Angle suite à l'adoption du Règlement budgétaire et financier du Département (RBF 77) :

Des développements ont été achetés à l'éditeur. La mauvaise qualité des livraisons et une interprétation erronée du projet de la part de l'éditeur ont obligé le PAFSIF à passer beaucoup de temps sur des tests et ont fait l'objet de négociations pour des livraisons en bonne et due forme. Le chantier doit donc se poursuivre en 2015.

*Les autres dossiers :*

Concernant les interruptions du logiciel comptable Grand Angle, l'objectif d'en diminuer le nombre a été poursuivi, et ce depuis 2011. Ainsi, elles ont été ramenées de sept coupures (soit 6 jours) en 2013 à cinq coupures (soit 3,5 jours) en 2014. Le nombre de mise à jour (versions, patches, révisions) est également en diminution par rapport à 2013 (de 24 à 10).



Il a été déclaré 163 anomalies en 2014 auprès de l'éditeur de Grand Angle (+30 % par rapport à 2013). Cette augmentation s'explique par des livraisons de versions défectueuses de la part de l'éditeur et notamment dans le cadre de la gestion par décompte, du module marché, des développements de la gestion des caducités et du déploiement d'une nouvelle version qui a dû être reportée à 2015.

L'activité du PAFSIF concernant la formation interne a été limitée. En effet, le nombre d'inscrits dans le cadre des entretiens annuels d'évaluation (EAE) ne permettait pas de constituer des groupes suffisamment nombreux. Il a donc été décidé avec la DRH de reporter les sessions sur 2015. Néanmoins, le PAFSIF a pris en charge, en lien avec la DRH, la création et l'animation d'un nouveau module de formation pour 30 personnes de la DPR (dans le cadre du passage à la gestion par décompte). Par ailleurs, le PAFSIF, toujours en lien avec la DRH, a répondu à des demandes de formations de la direction principale Enfance, Adolescence, Famille sur la gestion de l'investissement et du patrimoine, mais aussi sur I-dossier, soit 16 personnes. Enfin, pour permettre aux nouveaux arrivants de comprendre l'utilisation de Grand Angle, le PAFSIF peut les recevoir pendant une demi-journée en attendant les formations internes. Cela a concerné 7 utilisateurs. Ainsi 53 agents du Département ont été formés aux différents modules de Grand Angle en 2014.

En 2014, le PAFSIF a publié 5 *astuces du mois* pour permettre aux utilisateurs de Grand Angle d'être plus à l'aise avec leur outil de gestion financière par une approche ciblée des points abordés. Il a également été diffusé après chaque changement de version un guide des nouveautés Grand Angle.

2014 a été aussi l'occasion de refondre les rubriques concernant la direction des Finances sur l'intranet dans le cadre du projet « Sésame V2 ».

Le "*Rendez-Vous de la Direction des Finances*" a permis de rencontrer, comme prévu, deux fois dans l'année les utilisateurs. Un questionnaire satisfaction auprès des participants a confirmé la nécessité de cette démarche.

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE**  
**DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES**  
**(DGAR)**

## **PRESENTATION GENERALE**

---

La Direction générale adjointe de l'Administration et des Ressources (DGAR) est chargée du recueil des besoins et de l'allocation des moyens nécessaires au bon fonctionnement de tous les services départementaux, dans leur diversité.

En 2014, la DGAR a mis en place ou lancé des projets structurants. Elle a poursuivi l'accompagnement des directions départementales, en mettant l'accent sur la simplification des démarches et l'amélioration de l'information.

Année charnière en matière de projets informatiques, l'année 2014 marque la fin du premier schéma directeur 2009-2014. L'élaboration du nouveau schéma, lancée en juin, s'appuie sur une démarche de construction collective avec chacune des DGA. Dans ce domaine, on notera également la mise en ligne du nouvel intranet Sésame, en collaboration avec la Direction de la Communication et l'ensemble des directions du Département. Cette étape inaugure une évolution plus profonde de l'intranet, outil de travail quotidien des agents.

Événement important de la vie professionnelle et du dialogue social, les élections professionnelles ont été organisées le 4 décembre 2014, donnant lieu à un travail de préparation de six mois, pour un renouvellement, à la fois des instances elles-mêmes mais aussi de leur fonctionnement.

La DGAR a également apporté son soutien à la mise en œuvre de dispositifs portés par la Collectivité. A titre d'illustration, la refonte de la gestion des aides aux personnes âgées et handicapées (CESU-télégestion) a donné lieu à la création d'un outil informatique favorisant un suivi plus simple pour les services et un partage des informations fiable, avec les prestataires concernés. Sur le plan juridique, la DGA a apporté son expertise pour sécuriser des politiques publiques telles que la délégation de service public en matière de transport des personnes à mobilité réduite ou du très haut débit sur le territoire.

Parallèlement, l'accent a de nouveau été placé par les directions de la DGAR sur la simplification du travail des agents. On compte l'ouverture de plusieurs nouvelles applications réduisant les tâches administratives (poursuite de la dématérialisation des flux comptables, lancement de la dématérialisation de pièces dans le cadre des aides aux personnes âgées et handicapées, etc.) et la simplification de procédures (procédure d'achat, notamment pour les achats de petit montant).

Les usagers seine-et-marnais sont eux aussi au cœur des préoccupations de la DGA. Depuis la loi de refondation de l'école du 9 juillet 2013, le Département va devoir gérer progressivement la maintenance informatique dans les collèges. Cette nouvelle responsabilité nécessite de réaliser un état des lieux précis des équipements et d'installer un dispositif ambitieux de prise en charge des besoins de la communauté éducative.

Afin de renforcer l'information des Seine-et-Marnais, un nouveau site internet a été mis en ligne en fin d'année. Par ailleurs, la plate-forme téléphonique a renforcé son champ d'intervention, en prenant en charge de nouvelles thématiques de renseignements, dégageant de ce fait des plages de travail pour les directions métiers, tout en apportant aux usagers une réponse à leurs questions courantes.

Enfin, les directions de la DGAR ont assuré leurs missions fondamentales, en garantissant le fonctionnement d'une Collectivité de 5 000 agents : 55 000 paies traitées, 365 recrutements effectués, 154 manifestations organisées, 16 422 appels gérés par la Hotline informatique, 371 sinistres suivis, près de 300 marchés accompagnés, etc.

## DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES (DRH)

La Direction des Ressources Humaines définit la politique en matière de ressources humaines en accord avec la stratégie de la Collectivité, accompagne le changement, administre le quotidien, mobilise et développe les ressources humaines pour accompagner les évolutions des agents et des organisations vers une plus grande efficacité (gestion des carrières, des compétences, développement de la formation, gestion de la masse salariale....). En outre, elle veille à ce que les services disposent des moyens humains adaptés nécessaires à la réalisation de leurs missions. Enfin, elle est garante du maintien d'un bon dialogue social.

### Effectif de la direction en 2014

L'effectif au 31 décembre 2014 est de 131 agents (dont 11 agents en équipe d'appui) se répartissant en 44 en catégorie A, 29 en catégorie B et 54 en catégorie C. 4 apprentis viennent compléter ces équipes.

### Budget primitif

- Fonctionnement : 192 061 579 €
- Investissement : 286 000 €

### Budget réalisé

- Fonctionnement (dépenses) : 188 491 555 €
- Investissement (dépenses) : 144 799 €
- Fonctionnement (recettes) : 7 614 263 €
- Investissement (recettes) : 281 054 €

### Pôle Direction

En 2014, on notera deux nouvelles actions :

- Les « **Après-midi de la DRH** » ont été lancés en septembre 2014. Ils sont destinés à informer les agents et à échanger sur un sujet qui fait l'actualité des RH et ce, au plus près de leur lieu de travail (délocalisation sur le Nord et le Sud). Elle vient en complément d'autres actions de communication plus individuelles (journée rencontres) ou plus ciblées (midis des managers).
- **Les rencontres DGA/DRH** : une fois par an, la DRH propose de rencontrer les DGA-SG et directeurs d'un secteur, sur un ordre du jour co-écrit, dans le but de répondre à leurs questions mais également pour apporter de l'information sur les projets en cours ou à venir, de réexpliquer les politiques RH etc.

**Les Midis des managers** se sont poursuivis en 2014. On compte l'animation de 11 « Midis », dont le fil rouge était l'organisation personnelle et la gestion du temps. On compte 15 agents présents en moyenne chaque mois.

### Conseil en organisation

Le conseil en organisation a pour mission principale le pilotage et/ou l'accompagnement des projets de réorganisation des directions et des services de la Collectivité afin tout à la fois de renforcer la qualité des modes de fonctionnement et d'optimiser les ressources dans le respect des engagements pris vis-à-vis des agents.

### Faits marquants en 2014 :

- Accompagnement de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets d'évolution organisationnelle de quatre directions/entités : Direction de l'Architecture, des Bâtiments et des Collèges, Direction des Archives Départementales, équipe de Direction Générale Adjointe de l'Education, de la Culture, du Tourisme, de la Jeunesse et des Sports et Direction de l'Education, de l'Enseignement Supérieur et de la Formation.
- Accompagnement de trois projets de service : pilotage du chantier de simplification administrative au sein des services d'Aide Sociale à l'Enfance des Maisons Départementales des Solidarités, accompagnement du Service Départemental de l'Accueil Familial dans l'élaboration de son projet de service et lancement d'une étude sur l'organisation et le fonctionnement de la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes.

### Conseil juridique

La Cellule Conseil juridique a pour mission principale le conseil juridique de la direction, la prévention des litiges et la défense des intérêts du Département dans le cadre de la gestion du personnel départemental.

### Quelques chiffres :

La Cellule Conseil juridique a traité 3 nouveaux recours d'agents ou d'anciens agents départementaux devant le Tribunal administratif ou le Conseil des Prud'hommes et a assuré le suivi de 11 recours déposés avant l'année 2014, dont un recours en lien avec la Direction des Affaires juridiques et patrimoniales (DAJP).

Sur ces 11 recours, 6 ont été jugés en 2014. 4 d'entre eux ont fait l'objet d'une décision de rejet.

De nombreuses analyses juridiques ont été réalisées à l'attention des services de la direction et plus particulièrement en matière disciplinaire et en précontentieux (recours gracieux). Les agents ont assuré la validation juridique interne à la direction de 22 projets de délibérations et participé à l'actualisation juridique de la charte sur le harcèlement.

### **Unité de l'Information et de l'Intégration du Personnel**

L'Unité de l'Information et de l'Intégration professionnelle a en charge l'information RH et l'intégration professionnelle de l'ensemble des agents (gestion de l'annuaire et de l'organigramme, création des cartes professionnelles, organisation des différents accueils etc.). Elle gère également l'évènementiel RH, soit une trentaine d'événementiels par an, destinés à valoriser, informer, accueillir/intégrer, les agents (la cérémonie des médaillés, les accueils institutionnels, etc.).

#### Fait marquant :

Mise en place de la cérémonie des lauréats : valoriser les réussites, c'est l'objectif premier de la cérémonie des lauréats. Les agents ayant réussi à un examen professionnel ou un concours mais aussi les promotions internes sont mis à l'honneur au travers de cette cérémonie annuelle. Ce moment a été organisé pour la première fois en 2014 sous forme de deux cérémonies : une en mars (127 agents présents) pour les lauréats 2013 et une autre (57 agents présents) en décembre pour les lauréats 2014.

### **Plateforme SVP**

Elle répond aux demandes de renseignements RH formulées par les agents départementaux, contribue à l'élaboration et à la mise à jour des contenus à thématique RH sur Sésame, en lien, notamment avec les questions posées le plus fréquemment à la plate-forme RH. Elle publie mensuellement une veille juridique et met en œuvre des actions de formation/information auprès de public internes, sur les domaines statutaires en particulier.

La plateforme SVP RH a reçu 854 appels et emails en 2014.

Elle a en outre assuré le suivi d'actions spécifiques, comme l'information sur la nouvelle procédure d'arrêt maladie ou la diffusion des bonnes pratiques internes à la DRH en matière d'accueil téléphonique et d'usage de la messagerie, afin d'améliorer le service à l'utilisateur interne.

## **Service des Relations Sociales**

Le service est chargé de la mise en œuvre du dialogue social au sein de la Collectivité. Il élabore l'agenda social et organise les différentes réunions avec les organisations syndicales.

### Faits marquants en 2014 :

- Organisation des **élections professionnelles** du 4 décembre 2014. Cette étape importante de la vie professionnelle et du dialogue social a nécessité 6 mois de préparation. Il s'agissait en effet de renouveler les membres des instances mais aussi d'organiser leur refonte, à la suite de la loi du 10 juillet 2010 sur la rénovation du dialogue social.
- En parallèle, le SRS a organisé 11 instances paritaires (4 CAP, 4 CTP, 3 CHS), et 32 réunions de concertations avec les organisations syndicales.
- Il a également assuré la gestion des absences syndicales (suivi de plus de 2 550 heures au titre des autorisations spéciales d'absence et de 8 440 heures au titre des décharges d'activité de service), de 68 heures d'information syndicale, de 158 jours de congés pour formation, de 8 préavis de grève.

## **Service Administratif et Financier**

Quatre grands domaines relèvent des missions de ce service : le pilotage financier, le contrôle de gestion, le suivi des marchés publics et le système d'informations en ressources humaines.

### Faits marquants en 2014 :

- Les frais de déplacement dématérialisés. Le déploiement de l'outil a été organisé dans la majeure partie des directions, en collaboration avec la DSI. Il permet d'alléger la procédure et le traitement des demandes de remboursement avec un objectif de zéro papier, zéro photocopie, grâce à une transmission totalement dématérialisée. Les délais de traitement ont été ramenés à 10 jours.

179 gestionnaires et comptables ont été formés (soit 36 sessions de formation) ; au 31 décembre 2014, 5 290 demandes de remboursement pour 1 172 agents ont été traitées.

- Renouvellement de la convention avec le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP). Afin de promouvoir ses actions et de bénéficier de financements, le Département travaille depuis 2008 avec le FIPHFP. La convention a été renouvelée le 3 janvier 2014.

Le budget total du programme d'actions financé par le FIPHFP s'élève à 1 015 914 € sur 3 ans. Les actions sont menées par la DRH, en collaboration avec plusieurs directions départementales. Un « référent handicap » a été désigné au sein du Service Administratif et Financier de la DRH. Il sera chargé de piloter la convention avec la directrice des Ressources Humaines, de solliciter les différents services du Département chaque année pour dresser le bilan financier des actions à adresser au FIPHFP, d'être l'intermédiaire privilégié entre le FIPHFP, services et travailleurs handicapés.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le taux de travailleurs handicapés au sein de la Collectivité s'élève à 6,26%, soit un taux supérieur au taux minimum légal.

## **Sous-direction de la Prévention et de la Santé**

### **Service Prévention, Hygiène Sécurité**

Le SPHS propose et met en place les mesures visant à garantir l'hygiène et la sécurité des agents à leur poste de travail.

- Prévention incendie : 15 exercices d'évacuation, 11 diagnostics, 9 sessions de formation à la manipulation des extincteurs, 6 réunions d'information sur les évacuations, déploiement sur les sites et initiation à la manipulation de la chaise d'évacuation incendie, acquisition de signalétique incendie, matériel et supports pédagogiques.

- Evaluation des risques professionnels : 21 visites de sites ; 14 analyses d'accidents de travail significatifs ; 9 inspections communes avant travaux et rédaction d'autant de plans de prévention. Paramétrage et analyse de données en vue du déploiement du nouveau logiciel Santé Sécurité au Travail.
- Réalisation de 181 aménagements de postes.
- Expertise, études de situations de travail, conseil aux directions, demandes ponctuelles, participation à des groupes de travail/comités techniques sur des sujets touchant à la prévention des risques professionnels : 24 visites de sites, 42 réunions.
- Mise en œuvre du plan départemental de secourisme : achat de matériel de premiers secours (pour armoires à pharmacie et formations).
  
- Formation/sensibilisation hygiène et sécurité : animation de 8 réunions d'information sur le guide de maintenance des bâtiments à destination des agents assurant ces fonctions dans les collèges, dans le cadre du plan de retrait des produits phytosanitaires ; animation de 12 ateliers prévention lors des journées d'accueil des nouveaux arrivants ; animation d'une journée hygiène et sécurité dans deux parcours « prise de poste » des agents d'exploitation nouvellement recrutés (Direction Principale des Routes) ; animation d'un module hygiène et sécurité dans le cadre du cycle de formation de la promotion « reclassement » ; animation de trois ateliers sur les risques professionnels lors de la journée d'intégration des nouveaux agents recrutés dans les collèges.
- Evaluation des besoins et suivi des formations hygiène-sécurité : sauveteur secouriste du travail, habilitation électrique, travail en hauteur, etc.

### **Service Santé au Travail**

Le service est chargé de la mise en œuvre de la surveillance médicale préventive, de la gestion des dossiers liés aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, des demandes de congés de longue maladie ou de longue durée, ainsi que des dossiers de mise à la retraite pour invalidité.

Les deux médecins de prévention du Département (pôle médecine préventive) ont réalisé 1 525 visites médicales (périodiques, occasionnelles, d'embauche, de pré-reprise et reprise et une campagne de vaccination contre la grippe saisonnière, qui a concerné 364 agents).

Au cours de cette année 2014, les deux médecins de prévention ont continué à orienter leur action sur le développement d'un service de qualité, fondé à la fois sur le travail pluridisciplinaire avec tous les acteurs de la prévention (ergonome, ingénieurs en prévention, cadres conseils en orientation professionnelle, agents assistant de prévention), ainsi que sur une collaboration étroite avec les différentes directions. A ce titre, ils se sont, dès que cela s'est avéré nécessaire, rendus disponibles auprès des managers pour les aider à mettre en place leurs préconisations médicales.

Le Service de la Santé au Travail (pôle administration santé) a traité 276 dossiers d'accidents de travail, 29 nouveaux dossiers de maladies professionnelles, 61 dossiers de demandes d'allocation temporaire, soumis à l'avis du comité médical départemental 312 dossiers et instruit 35 dossiers de demandes de retraite pour invalidité.

### **Sous-direction des Emplois et des Compétences**

La sous-direction met en œuvre les politiques RH dans les domaines du recrutement et de la mobilité, de la formation professionnelle et de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

### Les faits marquant en 2014 :

- La mise en œuvre du **référentiel des familles de fonctions** (cotation des postes) a donné lieu à plusieurs actions : **15** réunions de préparation internes à la DRH, **30** réunions avec les directions, **4** réunions avec les DGA pour valider les cotations de **4 171** postes ; **l'introduction de la cotation dans les fiches de poste** à l'ouverture de la campagne des entretiens annuels d'évaluation (EAE) 2014 ; une réunion des directeurs spécifique animée par la DGS. Ce temps d'échange a fait émerger des commandes complémentaires (plan de communication en direction des agents et des cadres, création d'un référentiel des métiers, création d'un lexique RH et mise à jour de l'ensemble des fiches de poste).
- La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la Fonction publique prévoyait notamment, sous certaines conditions, la mise en place d'un **dispositif exceptionnel de titularisation** pour les agents contractuels. La Collectivité a choisi en 2014 de renouveler l'accompagnement des agents non reçus aux sélections professionnelles de 2013, soit 12 agents. 11 ont été reçus. Le dispositif sera renouvelé en 2015.

### **Service des Effectifs et de la Gestion prévisionnelle des Métiers**

#### Fait marquant en 2014 :

Mise en œuvre de la nouvelle législation concernant la gratification des stagiaires. La loi du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires a nécessité de faire évoluer leur prise en charge par le Département (gratification, contribution aux frais occasionnés par le stage pour le repas et le transport, ouverture des prestations sociales et culturelles, octroi de jours de congés et d'autorisations spéciales d'absences).

#### Chiffres clés du service :

- **4 104** fiches de postes gérées et actualisées dans le cadre du déploiement de GPS, de la campagne EAE et au quotidien,
- 208 stagiaires dont 32 gratifiés et 76 apprentis gérés,
- 165 arrêtés de délégations de signatures réalisés.

### **Service du Recrutement et de la Mobilité**

- Bilan de la politique de recrutement **des emplois d'avenir** : dans le cadre de la convention Etat-Département 2013-2017, le Département s'est engagé à recruter 50 emplois d'avenir sur la période 2013-2014. Au 31 décembre 2014, 42 actes de recrutement ont été réalisés et 38 emplois d'avenir sont actuellement présents au sein des services départementaux. L'objectif de 50 n'a pas été atteint en raison des difficultés de recrutement et des conditions requises par certaines fonctions. La démarche est par conséquent poursuivie, dans la ligne de la politique jeunesse menée par la Collectivité. D'ores et déjà, au sein des services, il faut souligner la qualité de l'accueil des jeunes, qui font aujourd'hui partie intégrante des équipes.
- Mise en place de **l'évaluation de la procédure de recrutement**. Après deux ans de mise en œuvre de la nouvelle procédure, le service a mis en place un questionnaire, adressé aux services recruteurs, avec pour objectif d'évaluer en continu le niveau de satisfaction des directions concernant le process de recrutement et l'accompagnement fourni par le SRM.

Sur l'envoi de 65 grilles d'évaluation envoyées en 7 mois, 43 ont été retournées complétées, soit un taux de retour de 66%. Il ressort de cette étude que la communication sur l'état d'avancement du recrutement, le délai de transmission des CV, les conseils apportés lors des entretiens et l'aide à la prise de décision sont appréciés par les directions, avec un taux avoisinant les 70 % de très grande satisfaction. Les retours font l'objet d'une analyse mensuelle par le SRM, l'objectif étant d'atteindre un taux de 80 % de très satisfaisant sur l'ensemble des indicateurs en 2015.

### Chiffres clés :

- **365** recrutements sur emplois permanents réalisés (104 catégorie A ; 81 catégorie B ; 180 catégorie C), dont 168 mobilités internes soit 46% des recrutements ;
- **75** recrutements de contractuels (besoins occasionnels, remplacement agents absents) ;
- **100** tests de personnalité «Performanse» effectués dans le cadre de recrutements ;
- **11** présentations en comité de direction générale (CDG) de **227** postes (hors ATTEE) accompagnés d'un argumentaire. 74,5 % des postes arbitrés en P1, 25,5 % des postes gelés ;
- **33** missions de remplacements ou de renforts assurés par les agents de l'équipe d'appui.

### **Service de la Formation**

De nouveaux axes de partenariat avec le CNFPT ont été développés en 2014 :

- lancement d'un parcours métier spécifique pour les ATTEE, afin d'accompagner leur montée en compétence, développer une culture commune et renforcer leur expertise technique ;
- création d'un parcours de formation long pour accompagner les agents en reclassement dans l'acquisition d'une nouvelle posture professionnelle et le développement des compétences nécessaires à leur reconversion vers un poste administratif de catégorie C.

### Chiffres clé :

- **3 020** agents partis au moins une fois en formation soit **67 %** de l'effectif total ;
- **13 529** journées de formation suivies, dont **1 299** animées par des formateurs internes ;
- Taux d'absentéisme de **6,8%**.

### **Cellule CCOP**

Les Cadres conseil en orientation professionnelle (CCOP) ont reçu **240 agents** en entretien individuel au moins une fois au cours de l'année 2014, pour un total de **447 entretiens**.

Les types d'accompagnements proposés ont évolué au regard des nouvelles demandes ou projets de la Collectivité, tels que l'accompagnement des managers ou des agents rencontrant des problèmes de santé dans leurs missions professionnelles. A souligner également : les dispositifs de stage et d'affectations temporaires ont fait l'objet d'une collaboration plus étroite avec les directions, ce qui a contribué à des mobilités plus souvent réussies.

### Faits marquant en 2014 :

- Mise en œuvre du **nouveau dispositif de réorientation des agents en situation de reclassement professionnel** sur des fonctions administratives. Ce dispositif permet aux agents en situation de reclassement d'acquérir l'ensemble des compétences attendues sur un poste d'adjoint administratif au sein d'un service du Département. Sur 2014, 9 ATTEE, 1 agent d'exploitation des routes et 1 adjoint technique ont été repositionnés sur de nouveaux postes.

La formation dispensée par le CNFPT s'est déroulée sur une année, dont 9 semaines de stage dans les différents services départementaux. Elle a nécessité de la coordination, des évaluations, bilans de stage, et l'animation de plusieurs jours de formation.

- Mise en place d'un **comité de clôture de la charte du bien-être au travail** et d'évaluation des actions. L'objectif était de présenter la méthodologie d'évaluation des actions de la charte. Ce Comité a également permis à des agents d'apporter leur regard sur les bénéfices tirés des actions dont ils ont bénéficié au titre de la charte du bien être au travail.

## **Service des Affaires sociales**

Ce service a en charge la politique d'action sociale en faveur des agents départementaux.

### Faits marquant en 2014 :

Le service s'est réorganisé pour répondre au mieux aux attentes des directions. Il a notamment procédé à la définition d'un portefeuille de directions par travailleur social et par gestionnaire, de façon à offrir à ces dernières un interlocuteur unique. Il a travaillé à l'amélioration de l'articulation avec la DGAS pour les situations d'agents du Département en difficulté ainsi qu'à la simplification des process pour l'attribution des prestations.

### Chiffres clé 2014 :

#### - Pôle prestations :

Le service a cette année mis en place l'aide au premier recrutement (42 demandes examinées). Par ailleurs, 800 dossiers de demandes de subventions séjours ont été traités, soit 547 agents bénéficiaires d'au moins une subvention séjours pour les enfants.

1 402 agents ont perçu l'aide à la rentrée scolaire.

#### - Pôle social :

- 264 agents ont bénéficié d'une intervention sociale et ont rencontré au moins une fois un travailleur social de la DRH.
- Sur ces 264 agents, 112 ont bénéficié d'un accompagnement renforcé.
- 44 agents ont eu accès à un logement sur le contingent réservé, dont 25 agents accompagnés par les travailleurs sociaux RH, 3 ont refusé après avoir été retenus.
- 22 agents ont pu bénéficier du Fonds Solidarité Logement (accès et maintien). La Commission d'Aides financières RH a apporté son soutien à 44 agents pour favoriser leur accès au logement et 54 pour le maintien dans leur logement.
- 42 agents ont été épaulés par la Commission des Aides financières RH pour régler leur facture d'énergie.
- 25 agents ont rencontré des difficultés familiales et /ou conjugales et bénéficient d'un accompagnement particulier, en lien avec la DGAS ou des partenaires extérieurs.
- Le réseau des relais addictions a été sollicité pour 7 situations.

## **Sous-direction des Carrières et de la Rémunération**

La Sous-direction assure le suivi de la carrière des agents ainsi que de leur rémunération. Elle a également un rôle de conseil statutaire auprès des agents et des encadrants du Département.

### Faits marquants :

A la suite de plusieurs refontes statutaires nationales et de mesures d'amélioration internes, la Sous-direction a procédé au reclassement d'agents de catégorie B et C, ainsi que des médecins et des puéricultrices, dans une nouvelle grille.

Elle a par ailleurs poursuivi la campagne d'intégration dans la Fonction Publique Territoriale des agents en position de détachement depuis d'autres administrations.

Elle a, enfin, organisé 60 journées-rencontres. 497 agents ont ainsi pu rencontrer leur gestionnaire carrière paie pour échanger directement sur les problématiques qui les concernent.

### Chiffres clés :

- 11 055 arrêtés (dont 2 380 arrêtés de reclassement) ;
- 4 600 paies traitées mensuellement dont 150 allocations chômage ;

- Instruction de 101 dossiers médaille ; 37 dossiers de congés bonifiés ; 79 dossiers de retraite (dont 19 pour invalidité) ; 17 entretiens disciplinaires.

## **DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION (DSI)**

---

La Direction des Systèmes d'Information (DSI) assure la mise en œuvre des moyens informatiques et de télécommunications pour les 5 000 agents du Département. Elle définit et propose la politique des systèmes d'information pour les services.

Son activité s'articule autour des missions principales suivantes :

- la mise à disposition d'applications métiers,
- la mise à disposition de cartes et de données géographiques,
- le déploiement de postes de travail et de logiciels,
- l'exploitation des serveurs informatiques, de la téléphonie et des réseaux,
- l'assistance en ligne et sur site.

La DSI assure également la gestion, l'évolution et la sécurité du système d'information (SI).

Effectif : 90 agents répartis en quatre sous-directions.

### Budget primitif

- Fonctionnement : 3 577 307 €
- Investissement : 2 680 222 €

### Budget réalisé

- Fonctionnement : 3 344 067 €
- Investissement : 2 609 464 €

### Actions à retenir en 2014

- Fin du premier Schéma Directeur Informatique et cadrage du nouveau Schéma Directeur du Système d'information et des Usages Numériques du Département (validation prévue – mars 2015) ;
- Migration d'applications sur une nouvelle infrastructure : ASTRE (logiciel paie) et SOLIS (applications sociales) ;
- Mise en œuvre de 2 nouvelles applications sociales : FSL et RSA ;
- Développement et déploiement de la nouvelle version de l'intranet du Département : Sésame V2 ;
- Déploiement de l'application « frais de déplacement » à l'ensemble des agents du Département. Le déploiement auprès des assistants familiaux et des agents des collèges est prévu respectivement en février et à l'automne 2015 ;
- Migration des applications du système d'information géographique (SIG) vers le nouveau portail applicatif. Cette opération apporte un gain de performance et une ergonomie améliorée pour faciliter l'appropriation des applications par les utilisateurs.

## Faits marquants en 2014

### **Politique de sécurité du système d'information**

La DSI a poursuivi la mise en œuvre du plan d'action déclinant la Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI).

Elle a dans ce cadre lancé les Comités Opérationnels de Sécurité, chargés de relayer la politique de sécurité du SI dans les services.

La politique de sécurité dépendant fortement des métiers, des données et des outils, la direction a par ailleurs procédé à la définition de politiques de sécurité par secteur.

A noter également en 2014 : la classification et la protection des informations au regard d'une échelle de risques, la définition d'une politique de gestion des mobiles, la rédaction et la publication des nouvelles chartes des usages informatiques présentées en CTP.

### **Activité postes de travail**

- 500 nouveaux micro-ordinateurs ont été déployés en remplacement de matériels obsolètes et 200 ont été remis à jour.
- En ce qui concerne l'audiovisuel : réalisation de la projection de 3 films en plein air à Blandy-les-Tours, participation à l'exposition Néandertal au musée de Nemours, création du Néanderton et participation à l'exposition Mallarmé au musée de Vulaines-sur-Seine.
- En 2014, l'ensemble des postes a été connecté au nouvel annuaire d'authentification (Active Directory : AD) et les données des serveurs de fichiers ont été migrées dans ce nouvel environnement, afin d'assurer une meilleure sécurité d'accès au système d'information du Département.
- **1 290** demandes de consommables ont été traitées ainsi que **2 133** sorties de matériels (ordinateurs, périphériques) et **1 289** retours au stock.

### **Activité assistance aux utilisateurs**

- **16 422 appels** traités avec un taux de décroché de 88 % et un temps moyen d'attente en ligne de 53 secondes ;
- Nombre d'incidents : **14 042**.

### **Activité infrastructures**

- Fin 2014, le changement d'opérateur de téléphonie mobile a nécessité le remplacement de 700 téléphones, avec portabilité des numéros, sur une demi-journée ;
- Mise en service d'une nouvelle version de la téléphonie ToIP permettant de pérenniser l'infrastructure et de mettre en service de nouvelles fonctionnalités comme le partage d'écran lors de réunions téléphoniques, la visioconférence, etc. (opération finalisée début 2015) ;
- Traitement de l'obsolescence de l'infrastructure Exchange (gestion des courriels) vers une infrastructure pérenne (opération finalisée début 2015) ;
- 2 nouvelles baies ont été raccordées aux ordinateurs principaux (serveurs Bullion). Ces systèmes permettent de faire fonctionner 240 machines virtuelles de production, dont la nouvelle plate-forme de messagerie. Ils remplacent autant de machines physiques, et permettent d'économiser 40 % d'énergie électrique en salle machines.

### **Activité projets**

- Réalisation du projet « Santé au travail » mettant à disposition du Service de Santé au Travail de la DRH une application permettant de suivre le dossier médical de chaque agent ainsi qu'une application de gestion du « Document unique » ;
- Poursuite de la mise en œuvre du projet de Gestion de la relation usager (GRU) et notamment du pilote avec la DEESF sur les aides financières scolaires ;

- Poursuite de la dématérialisation des pièces justificatives des flux comptables : le projet a intégré, en 2014, les pièces jointes des marchés et des aides mensuelles ;
- Poursuite du déploiement du parapheur électronique avec la mise en œuvre de la signature électronique des invitations aux cérémonies ;
- Démarrage en septembre 2014 de la dématérialisation des pièces justificatives de la Direction des Personnes Agées et des Personnes Handicapées (DPAPH). Des tests ont été effectués sur les données réelles, jusqu'au Payeur départemental. Le projet devrait aboutir à une mise en production en 2015, et donner lieu à l'abandon de l'envoi des documents papiers.
- Mise à disposition de nouvelles restitutions statistiques et de contrôle de gestion. Dans le cadre de la démarche de performance, de nombreux indicateurs ont été automatisés et de nouvelles restitutions (aides aux territoires, transports scolaires handicapés...) ont été ouvertes ;
- Lancement de la refonte de l'application « Entretiens Annuels d'Evaluation » avec pour objectif l'ouverture d'une nouvelle version de l'application pour la campagne 2015 ;
- Finalisation de la stratégie de gestion électronique des documents (GED) et de leur archivage électronique intermédiaire ;
- Lancement du projet « Trajectoire » avec la DPAPH et l'Agence régionale de Santé pour la mise en place d'un référentiel commun des établissements médico-sociaux ;
- Finalisation du projet foncier (application Scribe) ;
- Poursuite de l'avancement du projet de gestion du patrimoine immobilier pour un déploiement finalisé de l'application GIMA prévu au premier semestre 2015 ;
- Réalisation de deux expérimentations sur le travail en mobilité, et consistant en la mise à disposition d'applications sur tablettes pour la gestion des patrouillages de la DPR, et la gestion des abris voyageurs, pour la direction des Transports ;
- Lancement des projets relatifs au nouveau système d'information routier ;
- Mise en place du projet « CESU ». Dans le cadre de la modernisation de l'administration et de la simplification des démarches des Seine-et-Marnais, le Département alloue désormais certaines aides à la prise en charge des personnes âgées ou handicapées par l'intermédiaire de chèques emploi service (CESU). Le volet informatique et coordination des systèmes d'information a été déployé en 2014 ;
- Velob's : mise en production de l'application de gestion des aménagements cyclables, des trafics et des parkings liés à la pratique du vélo.
- Observatoire de l'eau : mise en production du lot 3 pour la gestion des données sur les rivières et la production cartographique pour le site internet de l'eau. Développement et mise en production d'un lot 4 pour la gestion de l'utilisation des produits phytosanitaires par les communes ;
- Système d'information géographique (SIG) :
  - o Géoserveur V2 : migration de l'ensemble des applications vers le nouveau portail des applications SIG. Les utilisateurs bénéficient d'une interface plus ergonomique, de performances améliorées et de fonctionnalités facilitant le travail quotidien ;
  - o Sésame : mise en place d'outils cartographiques pour associer des cartes dans les pages du nouveau portail intranet ;
  - o Les commandes passées par les services représentent, entre autre, la réalisation de cartes et actions de fourniture de données à des prestataires. 140 cartes ont été produites pour les Services, 24 demandes de fourniture de données dont 18 dans le cadre d'études pilotées par le Département et 6 demandes externes ;

- Par ailleurs, les utilisateurs ont produit 4 862 cartes dans les applications mises à leur disposition ;
- De nouvelles données ont également été mises à la disposition des directions : le Mode d'Occupation du Sol (MOS) 2012 de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Ile-de-France, les données sur le réseau de fibre optique seine-et-marnais, deux nouveaux coupons de la carte pédologique de Seine-et-Marne, les dispositifs de retenue des routes départementales, la qualité des cours d'eau, les secteurs favorables à l'implantation d'éolienne.

### Activité marchés, comptabilité et contrôle de gestion (SDACG)

#### Les chiffres clés :

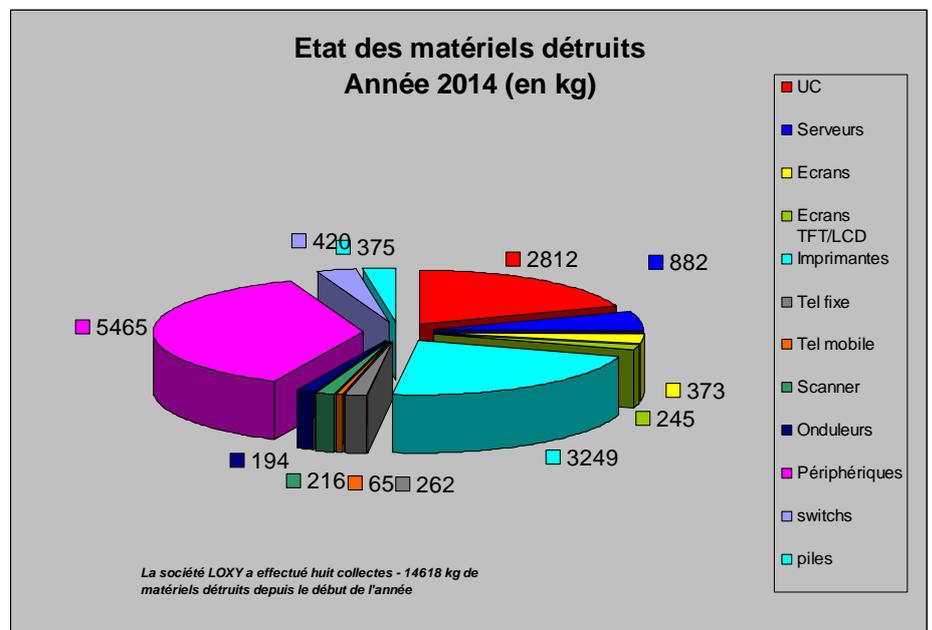
- Marchés de la DSI : **25** procédures traitées (2 appels d'offre ouverts, 1 marché négocié, 20 marchés à procédure adaptée, 2 avenants), 4 procédures sans suite.
- Déclarations CNIL : **1** déclaration a été effectuée auprès de la CNIL en 2014.
- Dons de micro-ordinateurs : **48** micro-ordinateurs et **5** ordinateurs portables ont été cédés en 2014 à des associations ou à des écoles.
- Gestion des consommations de téléphonie : (Pour une flotte mobile de 910 abonnements):
  - 164 incidents traités sur Pythéas,
  - 67 demandes d'activation ponctuelles du forfait mobile à l'étranger,
  - Suivi du vol, de la perte ou du remplacement de 204 téléphones portables,
  - 132 factures contrôlées.
- Comptabilité :
  - 1 110 factures liquidées,
  - 293 commandes passées.

#### Fait marquant :

La DSI pilote une démarche de recyclage du matériel informatique, en collaboration avec plusieurs directions du Département.

Dans le domaine du recyclage des équipements électriques et électroniques (DEEE), la direction a lancé un marché réservé à des entreprises adaptées (EA) ou à des établissements et services d'aide par le travail (ESAT). Ce marché a permis de mettre 464 ordinateurs au rebut et de traiter 14 618 tonnes de déchets.

Parallèlement, dans le cadre du marché de recyclage des consommables informatiques, 1 611 cartouches ont été collectées sur les sites départementaux.



Cette démarche se traduit par le bilan suivant :

- recyclage : 26 % du matériel ;
- valorisation énergétique: 6 % de la consommation totale ;
- réemploi : 10 % du matériel.

## **DIRECTION DE L'INNOVATION ET DE L'E-ADMINISTRATION (DIE)**

---

La Direction de l'Innovation et de l'E-administration (DIE) est chargée d'accompagner et d'assister les directions et les partenaires associés dans le développement des services numériques pour les Seine-et-Marnais : citoyens, associations, collectivités, collégiens, communauté éducative.

A ce titre, la DIE a élaboré le plan collège numérique (PCN) qui vise à mettre en place tous les facteurs nécessaires au développement des usages dans les collèges. Ce PCN est composé de trois phases (câblage, équipements et ENT ; refonte de l'architecture ; maintenance).

Enfin, la DIE assure l'assistance à maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour les sites internet du Département. Elle accompagne également les petites collectivités pour construire leur site internet.

**Effectif en 2014** : 24 agents et 6 apprentis

### **Budget primitif**

#### **Développement des services et usages**

Budget primitif 2014

- Fonctionnement : 150 000 €
- Investissement : 290 000 €

Budget réalisé 2014

- Fonctionnement : 126 404 €
- Investissement : 214 132 €

#### **Equipement et matériel TICE**

Budget primitif 2014

- Fonctionnement : 781 000 €
- Investissement : 7 274 865 €

Budget réalisé 2014

- Fonctionnement : 597 277 €
- Investissement : 6 232 849 €

### **Faits marquants en 2014**

#### **Développement des TICE dans les collèges**

- Maintenance dans les collèges : dans le cadre de la loi de refondation de l'école du 9 juillet 2013, la direction prend désormais en charge la totalité de la maintenance (maintenance des serveurs, de la sécurité, du matériel et de la gestion du parc, etc.) dans tous les collèges publics de Seine-et-Marne. Cette nouvelle compétence nécessite un état de lieux de tous les équipements en place et d'un recensement précis, afin de mettre en place les outils de gestion appropriés.
- Espace numérique de travail (ENT) : en 2014 la direction a déployé l'ENT dans 9 nouveaux collèges. Au total, ce sont aujourd'hui 78 collèges qui sont équipés de l'ENT.
- Plan collèges numériques :
  - o déploiement de la phase 1 (équipements en PC, tableaux numériques interactif, suivi et activation d'un nouveau câblage) dans 21 nouveaux collèges.
  - o Redéfinition de l'architecture serveurs pour les collèges : dans le cadre de la reprise de la maintenance des collèges, une initiative pilote a été conduite avec le collège « Les Capucins » de Melun. Ce pilote a permis de tester la nouvelle architecture informatique, qui sera déployée sur tous les établissements.

- Mise en place d'une structure territoriale : afin de prendre en charge la maintenance et de poursuivre le déploiement du PCN, 5 techniciens de maintenance ont été recrutés. 6 secteurs de proximité pour les 127 collèges publics de Seine-et-Marne ont été définis et devraient être progressivement mis en place.

#### Développement des usages du numérique

- Sites internet départementaux : la direction a procédé à la mise en place d'une nouvelle plateforme technique de gestion de contenu des sites internet et d'une nouvelle version de la plateforme des téléprocédures.

Au total, 43 sites internet sont gérés par la direction (hébergement, évolutions techniques et graphiques, etc.).

- Poursuite des téléprocédures en tenant compte des évolutions : intention de projet, allocation personnalisée d'autonomie (APA), subventions aux associations sportives, Mobil'Etudes.

Par cette politique, la DIE poursuit le déploiement d'outils permettant de simplifier les démarches des usagers et les temps de gestion des dossiers dans les services.

#### **Chiffres-clés de l'activité 2014**

- Déploiement du plan collège numérique dans 21 collèges (767 ordinateurs et vidéoprojecteurs interactifs).
- Dotations d'équipements pour 93 collèges (71 vidéoprojecteurs interactifs, 612 ordinateurs, 191 tablettes, 47 portables, 8 imprimantes 3D, 41 imprimantes).
- 50 collèges utilisent l'ENT 77 (en moyenne, 3 300 visites par mois par collège).
- Utilisation des téléprocédures départementales :
  - o 597 demandes de BAFA ;
  - o 660 demandes de Mobil'Etudes ;
  - o 860 demandes d'associations sportives.

#### **Les actions nouvelles significatives mise en place en 2014**

- Refonte complète et mise en ligne de la nouvelle version du site institutionnel [www.seine-et-marne.fr](http://www.seine-et-marne.fr), avec notamment une ergonomie adaptée à la mobilité (smartphone, tablette).
- Mise en place d'une téléprocédure spécifique aux projets de territoire, dans le cadre de la nouvelle politique contractuelle avec la DADT. Cette téléprocédure permet de générer directement les demandes dans Grand Angle.
- Elaboration d'une téléprocédure pour les demandes de subventions relatives aux manifestations culturelles, festivals et diffusion art plastiques.
- Relation aux usagers : expérimentation du rappel des rendez-vous par SMS pour les deux MDS, Noisiel et Roissy-en-Brie.
- Nouveau site départemental : création et mise en ligne du site [www.asso77.fr](http://www.asso77.fr), le portail de la vie associative, et formation du nouveau webmaster.

## **DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET PATRIMONIALES (DAJP)**

---

La Direction des Affaires Juridiques et Patrimoniales traite les affaires juridiques du Département ainsi que la gestion des assurances et du patrimoine immobilier.

Le **Service Etudes et Contentieux** a pour mission de proposer et de mettre en œuvre les moyens propres à assurer la sécurité juridique des actes produits par le Département et des projets menés par les services départementaux.

A ce titre, le service Etudes et Contentieux assure des missions de conseil, d'assistance et de veille juridiques auprès des services, de traitement du contentieux devant les différentes juridictions, et de contrôle de certains actes de la Collectivité (projets de délibération des Assemblées). Il a également vocation à assurer des actions de formation interne à destination des services.

Le **Service Gestion du Patrimoine** a en charge la gestion du patrimoine immobilier du Département (hors voirie départementale) : 26 gendarmeries, 127 collèges, 4 musées, 14 Maisons départementales des Solidarités et plus de 100 annexes de proximité, 7 centres d'information et d'orientation, ainsi que les bâtiments abritant les services centraux.

Le service procède aux acquisitions, cessions, locations et mise à disposition des terrains et immeubles nécessaires à l'activité des directions ; il assure la rédaction des actes juridiques correspondant. Il gère également la fiscalité de ce patrimoine.

Le service a par ailleurs en charge la gestion locative et des copropriétés et la surveillance du patrimoine départemental.

Le **Service des Assurances** a pour mission de conseiller les services départementaux en matière d'assurance, de déterminer les besoins et les modalités de l'assurance des personnes, des biens et des activités se rapportant au Département et d'assurer le traitement des sinistres.

### Effectif en 2014 :

La direction comptait 22 postes au 31 décembre 2014 :

- 12 postes de catégorie A
- 7 postes de catégorie B
- 3 postes de catégorie C

### Budget primitif 2014 :

- Investissement : 843 500 €
- Fonctionnement : 5 009 465 €
- Recettes (investissement + fonctionnement) : 349 300 €

### Budget réalisé 2014 :

- En investissement : 626 686 €
- En fonctionnement : 4 893 725 €
- En recettes (investissement et fonctionnement) : 2 651 354 €

### Faits marquants 2014 et contexte de travail :

#### **Service Etudes et Contentieux**

Le service a participé à de nombreux projets structurants, associant plusieurs directions du Département, et notamment :

- en collaboration avec des membres du réseau de juristes, passation d'un marché de prestations d'avocats à l'échelle du Département (4 lots : DAJP, DRH, Dircom, DGAS) ;

- conseil et assistance à la Direction des Transports pour la procédure de délégation de service public de transport des personnes à mobilité réduite, le suivi du dossier Tzen et l'impact de la réforme des rythmes scolaires sur les transports scolaires ;
- conseil et assistance à la Direction de l'Aménagement et du Développement des Territoires pour la mise en place de la nouvelle politique contractuelle (règlement, contrat-cadre et conventions de réalisation) ;
- conseil et assistance au syndicat Seine-et-Marne Numérique pour la délégation de service public Très Haut Débit et pour l'installation du conseil syndical suite aux élections communautaires ;
- assistance à la Direction principale des Routes dans le cadre d'une étude sur les servitudes d'alignement.

### **Service Gestion du Patrimoine**

En 2014, le service a notamment mené les actions suivantes :

- Grand projet de patrimoine : ce projet d'informatisation de la gestion patrimoniale, tant sur son volet foncier qu'immobilier, permet d'avoir une connaissance plus précise du patrimoine départemental et de son évolution, et ainsi d'être en mesure d'en poursuivre l'optimisation. Ce projet permet non seulement une meilleure gestion mais un meilleur suivi du coût du patrimoine (assurance, travaux, coûts de fonctionnement, etc.).
  - o volet foncier : mise en service effective en 2014
  - o volet immobilier : poursuite du paramétrage de l'outil.
- Poursuite du programme de cessions, destiné à recentrer le patrimoine sur les besoins du Département, améliorer les conditions de travail des agents et remplir ses obligations légales. En 2014, on notera :
  - o la cession de l'immeuble abritant anciennement le restaurant administratif à Melun pour un montant de 1,1 million d'euros ;
  - o la cession de l'ancien centre d'exploitation de la Ferté Gaucher pour un montant de 632 000 euros ;
  - o Plusieurs signatures de promesses de vente (centre d'exploitation de Claye-Souilly pour 900 000 euros et l'IUFM de Melun pour 5 millions d'euros).
- La gestion du patrimoine consiste également à suivre les relations avec les partenaires du Département (locataires à titre onéreux ou gracieux, gestionnaire privé du patrimoine départemental) :
  - o mise en place d'un bail liant la Caisse primaire d'Assurance Maladie au Département à Mitry-Mory, suite à l'acquisition de l'immeuble destiné à l'extension de la Maison départementale des Solidarités ;
  - o mise en place d'une solution de relogement du sous-préfet de Meaux (vente de l'ancienne sous-préfecture et location d'un nouveau logement).

### **Service des Assurances**

- Conseil en matière d'assurances :

Le service a mené un projet de refonte des formulaires de déclaration de sinistre au profit des assistants familiaux du Département. Ce projet poursuit le double objectif de simplification des démarches et d'amélioration de l'information des assistants familiaux.

Il a été sollicité pour l'assurance de 7 expositions organisées par le Département et a également assisté les services dans l'organisation de différentes manifestations.

- Gestion des sinistres importants :

Le service a dû intervenir dans la gestion de trois sinistres importants qui ont affecté les locaux départementaux.

- o L'évènement grêle du 10 juin 2014 qui a affecté 44 bâtiments (dont 21 collèges) pour un montant de travaux de réparation avoisinant les 1,5 millions d'euros.
- o Un dégât des eaux dans un collège dont le montant des travaux s'est élevé à 100 000 euros.
- o Un incendie dans un bâtiment inoccupé dont l'impact financier s'élève à 170 000 euros.

Le service a travaillé à obtenir une réparation rapide et une indemnisation optimale de la part de l'assureur.

### Chiffres-clés de l'activité 2014 :

#### **Service Etudes et Contentieux**

- 469 avis et études apportés aux directions.
- 7 dossiers ayant donné lieu à une assistance auprès des directions concernées.
- 488 « contrôles-rapports » en amont des Assemblées et Commissions permanentes soit 59 % des rapports et délibérations soumis à l'approbation des élus.
- 23 contentieux (dont 14 ouverts en 2014) en cours au 31 décembre 2014. Sur ce total, 7 contentieux sont gérés en interne, les autres faisant également l'objet d'un suivi avec les prestataires.
- 14 jugements intervenus en cours d'année.

#### **Service Gestion du Patrimoine**

- Acquisition de 21 ensembles immobiliers, dont 17 au titre des espaces naturels sensibles et 3 collèges, pour un montant total de 199 768 €
- Cession de 6 ensembles immobiliers (terrains et/ou bâtiments) pour un montant total de 1 878 951 €
- Montant total des impôts, taxes et redevances portant sur le patrimoine départemental : 724 427 €
- Montant total des loyers et charges versés par le Département : 1 633 822 €
- Montant des loyers et charges perçus au titre des locations consenties : 460 576 €

#### **Service des Assurances**

- Traitement de 371 sinistres relatifs aux bâtiments appartenant au Département (collèges et bâtiments départementaux) pour un montant total de 1 246 109 €
- Instruction de 238 dossiers relatifs à la responsabilité civile du Département.
- Prise en charge par l'assureur dommages-ouvrage de 26 dossiers de malfaçons sur bâtiments départementaux dont 11 clos au cours de l'année, pour un montant total d'indemnisation de 329 600 € au profit du Département.
- Instruction des dossiers de 135 agents au titre de la protection fonctionnelle, dont 16 ont fait l'objet d'une protection juridique.

## DIRECTION DES MOYENS GENERAUX (DMG)

---

La Direction des Moyens généraux (DMG) gère l'ensemble des moyens communs au profit de toutes les directions du Département.

Elle définit, propose et met en œuvre la politique en matière de moyens généraux dans les domaines des achats, de la gestion du parc automobile, de l'impression, de la maintenance des bâtiments, de la logistique (événementielle, déménagements, ...), de la gestion du courrier et des accueils téléphonique et physique.

### Effectifs

La DMG est constituée d'une équipe de 78 collaborateurs répartis dans six services (Service des Marchés et des Etudes, Service du Budget et des Achats, Service du Parc et des Déplacements automobiles, Service imprimerie, Service Courrier et Accueil, Service logistique).

### Budget primitif 2014

- Investissement : 1 134 234 €
- Fonctionnement : 5 785 216 €

### Budget réalisé 2014

- Investissement : 885 217,74 €
- Fonctionnement : 5 042 354,14 €

### Les chiffres clés 2014

#### ↳ Accueil/Courrier :

- ce sont près de 382 670 plis qui ont été réceptionnés, dont 111 066 enregistrés dans l'application Elise, et 969 932 plis affranchis.
- 68 621 appels ont été traités par la plate-forme téléphonique dont 12 866 appels d'information générale dits de « niveau 1 » (appels portant sur des questions d'ordre général auxquels la plate-forme apporte directement une réponse, sans transfert dans les services), ce qui représente 18,75 % des appels traités.

#### ↳ Achats/Budget :

- 1 131 commandes ont été passées en 2014, dont 240 sous forme de consultations avec 3 demandes de devis,
- 2 363 liquidations avec un délai moyen de pré-mandatement de 14,51 jours,
- 76,3 tonnes de papiers ont été collectées dans le cadre du marché « collecte papier ».

#### ↳ Marchés :

- 16 marchés issus de 8 procédures ont été notifiés, dont 15 sur marchés à procédure formalisée,
- 2 marchés ont été analysés d'après une estimation du bilan carbone des livraisons au Département et d'après des tests utilisateurs auprès des directions opérationnelles.

#### ↳ Imprimerie :

- 1 233 dossiers réalisés (composition, impression et façonnage),
- 195 dossiers sous-traités en impression,
- 298 833 mises sous plis (187 demandes).

#### ↳ Flotte automobile :

- le parc automobile comprenant les services départementaux-Collèges-CIO était composé de 649 véhicules légers (515 pour les services départementaux – 126 pour les collèges – 8 pour les CIO) et 22 vélos au 31 décembre 2014,
- 55 véhicules ont fait l'objet d'une acquisition (46 pour les services départementaux et 9 pour les collèges) dont 45 dans le cadre du plan de remplacement, 12 véhicules ont été redéployés,
- 442 missions ont été assurées pour les élus,
- 38 missions de transport de plis ont été assurées,
- 201 dossiers de sinistres véhicules ont été traités,
- 42 véhicules ont été mis en vente par les Domaines, pour un montant de 56 041,01 €

↳ Logistique :

- 154 manifestations (inaugurations, réunions, colloques, etc...) avec intervention des agents du service logistique,
- 294 interventions de petite maintenance,
- 131 interventions diverses (dépôt de mobilier, vidage des poubelles),
- 44 déménagements dont 3 réalisés par le prestataire et géré par le SME : le Comité des œuvres sociales, la Direction des Politiques culturelles (avec une partie de la Direction des Archives départementales) et la Médiathèque,
- 365 livraisons pour les services melunais.

Les faits marquant en 2014 :

**La qualité de service rendu par la plate-forme téléphonique aux usagers et aux directions opérationnelles**

Avec le traitement de près de 97 % des appels reçus et une hausse des appels de niveau 1 de 49,65 %, l'année 2014 est le reflet d'une nette progression dans le service rendu aux usagers et aux services départementaux.

La plate-forme a ainsi pris en charge de nouvelles thématiques de renseignements (inscription pour la cérémonie des vœux au personnel, manifestation Rando des 3 châteaux, campagne de recrutement des assistants familiaux...) ou encore l'envoi direct de documentation (guide des seniors, guide de la mobilité, etc.).

**Exécution comptable**

Au regard des différents indicateurs, le maintien d'un service de qualité auprès des directions du Département au cours de l'exercice 2014 a pu être effectué par la mobilisation des agents présents.

Au niveau comptable, le service a pu traiter 2 363 factures sur 2014.

Le Service du Budget et des Achats a travaillé avec le Service des Marchés et des Etudes à la préparation des marchés de fournitures de bureau, location de copieurs multifonctions, tampons, nettoyage, papier, mobilier...

**Développement des achats éco-responsables**

Dans un souci constant de progrès en matière d'achats responsables et durables une réflexion est systématiquement menée lors de la préparation de chaque procédure. En 2014, 83 % des procédures de marchés en cours comprenaient des critères éco-responsables (environnementaux, lots réservés ou clauses d'insertion sociale).

Parmi les procédures renouvelées en 2014, on notera :

- les mobiliers de bureau intègrent les normes en vigueur relatives à l'émission de composés organiques volatiles, la délivrance d'un écolabel officiel et sont recyclables à 95%,

- l'impression des affiches, flyers, badges et cartes de visites est réservée aux établissements protégés,
- les papiers utilisés pour les prestations d'impressions font l'objet d'une éco-labellisation,
- les fournitures de bureau intègrent une large gamme de produits présentant des caractéristiques environnementales : produits fabriqués à partir de matériaux recyclés ou de matériaux naturels renouvelables ou facilement recyclables, moyens d'écritures en bois issu de forêts gérées durablement ou rechargeables, produits limitant le recours aux solvants organiques dangereux.

### **Poursuite de l'optimisation du parc automobile**

Le Service du Parc et des Déplacements Automobiles a poursuivi son optimisation grâce aux bilans annuels d'utilisation des véhicules, à la révision des critères d'attribution, à la mutualisation des véhicules par site et à la baisse des gammes et motorisations de certains véhicules.

La mise en place avec la Direction des Ressources Humaines d'un tableau de suivi trimestriel des mobilités a permis le pool du site de Belle Ombre.

De même, depuis la mise en place des nouveaux critères d'attribution des véhicules, 51 véhicules ont pu être redéployés au 31 décembre 2014.

En conséquence, le nombre de véhicules en pool gérés par la DMG est passé de 243 véhicules fin 2013 à 254 véhicules fin 2014, soit une augmentation de 2 %.

Cette démarche contribue à la fois à une meilleure utilisation et une gestion durable des moyens du Département.

### Les actions nouvelles significatives

#### **➤ Mise en place du fleet management**

L'année 2014 a été marquée par la mise en place, à compter du 1er janvier, de l'externalisation de la gestion administrative de l'entretien/maintenance des véhicules de service gérés par la DMG (516 véhicules au 1<sup>er</sup> janvier 2014).

#### **➤ Taxe Ecofolio**

Ecofolio est un éco-organisme agréé par les pouvoirs publics pour collecter une contribution sur la consommation de papiers imprimés. Cette contribution a pour objectif d'impliquer plus équitablement les utilisateurs, de la conception à la valorisation et au recyclage. Sur le plan financier, elle vise à mieux répartir la prise en charge de la collecte sélective et du recyclage des déchets par les différents acteurs de la filière. En qualité de producteur de documents imprimés et de « donneur d'ordre », le Département est soumis à cette contribution.

En 2014, la DMG a procédé au recensement détaillé, au sein de ses services et dans toutes les directions concernées, de la consommation de papiers entrant dans le périmètre d'Ecofolio. Pour les années 2011 à 2013, le Département a versé 10 165, 56 € à l'éco-organisme.

#### **➤ Mise en place de la gestion des « 10€ par agent » VIVA**

Pour cette première année d'application de la mesure, la DMG a construit une procédure de gestion de ces crédits (création de tranches par direction, rédaction d'une fiche d'information sur la gestion de ces crédits).

La DMG a également accompagné les directions dans l'utilisation de leur enveloppe, soit en procédant directement à des achats pour leur compte, soit en assurant un rôle de conseil.

Au total, 25 000€ ont été consommés, pour de l'alimentation, des visites dans des lieux culturels, des locations de salle ou de l'achat de matériel.

## DIRECTION DES MARCHES PUBLICS (DMP)

---

La Direction des Marchés publics a pour principales missions :

- de veiller à la passation de tous les marchés publics du Département. Elle se charge ainsi de rédiger pour les directions ou de les aider à la rédaction des pièces de marchés d'un montant supérieur à 15 000 €HT – à l'exception de la DPR et de la DABC, qui disposent de services spécifiques gérant les marchés;
- de conseiller les services sur tous les aspects juridiques de la commande publique ;
- de définir les modalités d'organisation de la commande publique dans l'objectif d'harmoniser, de sécuriser et d'optimiser les procédures internes d'achat.

### Effectif en 2014

La DMP est dotée de 11 postes : un directeur, un directeur adjoint, un assistant de direction, un assistant des commissions d'appels d'offres (CAO) et des jurys, six juristes et un administrateur fonctionnel du logiciel de gestion des marchés SIS-Marchés.

### Les faits marquant en 2014

La direction a continué à moderniser et à rendre plus efficaces les procédures d'achat public avec :

- la diffusion auprès des directions opérationnelles d'un guide relatif aux groupements de commandes avec pour objectif de réaliser des économies d'échelle ;
- de nouvelles modalités de publicité des marchés à procédure adaptée (MAPA), afin de simplifier la procédure interne MAPA tout en conservant un niveau de concurrence satisfaisant ;
- la simplification des modalités d'achats de faible montant, afin d'optimiser leur gestion tout en sécurisant les procédures de commande publique.

### Chiffres-clés 2014

- 164 marchés formalisés conclus par le Département en 2014
- 101 marchés à procédure adaptée (MAPA) conclus par le Département
- 384 points traités en commission d'appels d'offres et 7 dossiers traités en commission des MAPA de travaux en 2014
- 8 jurys de concours pour la construction de collèges
- 122 journées de formation animées par la DMP en 2014

### Les actions nouvelles significatives

➤ **1ère action : développer les procédures de groupements de commandes afin d'optimiser les coûts dans un contexte budgétaire contraint.**

Le but de cette action consiste à acheter à moindre coût. En effet, les groupements donnent accès à des prix plus bas, grâce à l'augmentation du volume des achats obtenue par leur mutualisation avec d'autres collectivités territoriales, les organismes associés (SDIS77, OPH77...) ou les collèges.

Les groupements de commandes peuvent également être facilitateurs, en ouvrant l'accès à de nouveaux marchés économiques.

Afin d'encourager cette démarche, la Direction des Marchés a rédigé et diffusé auprès des services opérationnels des documents explicatifs et pratiques sur la mise en œuvre de ces groupements. Ils sont disponibles sur l'intranet Sésame.

Quelques exemples de documents à disposition :

- une fiche relative aux étapes de la création d'un groupement de commandes ;
- une fiche relative à la désignation et aux missions du coordonnateur ;
- un modèle de délibération pour l'adoption d'une convention constitutive d'un groupement de commandes.

### ➤ 2ème action : la simplification de la publicité des MAPA

L'objectif visé par cette action est de simplifier la procédure interne de passation de certains MAPA.

A la suite d'un travail interne mené par la Direction des Marchés publics dans le cadre de la démarche VIVA, les nouvelles modalités de publicité des MAPA suivantes ont été décidées :

- les avis de publicité des MAPA sont publiés uniquement sur le BOAMP quand le montant de l'achat est compris entre 15 000 € et 90 000 € HT ;
- les avis d'attribution des MAPA sont publiés sur Maximilien.fr, la plateforme de dématérialisation du Département.
- 

Ainsi, la plateforme de dématérialisation Maximilien.fr et le BOAMP deviennent les principaux lieux des supports de publicité des marchés départementaux.

Le site internet du Département n'est plus utilisé ce qui réduit les saisies tout en maintenant une audience de publicité importante et répondant aux exigences réglementaires et jurisprudentielles en matière de publicité adaptée.

### ➤ 3ème action : simplifier les achats de petits montants dans le cadre des actions VIVA77

Afin de répondre aux attentes exprimées par les agents (défi n°3 de VIVA 77), la Direction des Marchés publics a mené une réflexion sur l'allègement du formalisme attaché aux achats de faible montant. Cette action s'est traduite par les mesures suivantes :

- la suppression de l'obligation de mise en concurrence (3 devis) en deçà du seuil de 4 000 € HT. Il est désormais possible de ne consulter qu'un fournisseur pour les achats inférieurs à 4 000 € HT ;
- l'allègement du contrôle des MAPA passés sans publicité ni mise en concurrence. Il s'agit des MAPA dont le montant est compris entre 15 000 € et 207 000 € HT, pour lesquels un seul opérateur économique est en mesure de fournir le service ou le bien ;
- la possibilité de réaliser la mise en concurrence « 3 devis » via la plateforme de dématérialisation Maximilien.fr. Les services du Département auront très prochainement la possibilité d'utiliser la plateforme de dématérialisation du Département, Maximilien, pour la mise en concurrence « 3 devis ». Maximilien proposera une procédure simplifiée, par voie électronique.

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE**  
**DE LA SOLIDARITÉ**  
**(DGAS)**

## **PRESENTATION GENERALE**

---

Afin de mener à bien ses missions de chef de file en matière de Solidarité et d'opérateur des politiques publiques dans les champs de l'insertion sociale et professionnelle, de la prévention et de la protection de l'enfance et l'autonomie des personnes, la Direction générale adjointe de la Solidarité s'est engagé depuis 2011 dans une adaptation de son organisation aux champs de compétences majeures du Département en se structurant autour de :

- 3 Directions dites thématiques en charge de l'élaboration des politiques sectorielles :
  - o la Direction de l'Insertion de l'habitat et de la cohésion sociale (DIHCS – évolution de l'organisation en 2011/2012)
  - o la Direction principale Enfance adolescence famille (DPEAF – évolution de l'organisation en 2012)
  - o la Direction principale de l'Autonomie (DPA – évolution de l'organisation en 2013/2014)
- 1 Mission Ressources, direction support
- 1 Direction territoriale des solidarités, garante de la déclinaison des politiques départementales en matière de solidarités sur les territoires des 14 Maisons Départementales des Solidarités (MDS)
- des missions « Observatoire départemental des Solidarités », « culture commune », « contrôle de gestion », « politiques de santé » et « évaluation et qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux » rassemblées autour de la Directrice Générale Adjointe et de la Secrétaire Générale.

### **Evolution de la DGAS**

La finalisation de cette nouvelle organisation est actuellement en cours avec l'évolution de l'actuelle Direction territoriale des solidarités en une coordination territoriale, véritable interface entre les MDS et les directions sectorielles, permettant de repositionner les MDS au cœur de l'organisation et de retravailler les articulations entre les unités centrales de la DGAS - les directions-mission, la Direction Mission Ressources et l'Observatoire départemental des Solidarités - et les Maisons Départementales des Solidarités sur le territoire.

5 groupes de travail ont été constitués en 2014 pour travailler sur les chantiers majeurs de la dernière phase de la réorganisation :

- le positionnement de la Direction territoriale des Solidarités en interface entre les Directions mission et les MDS et non en gestionnaire de moyens,
- la mise en place d'un réseau des références professionnelles,
- la simplification des procédures et des circuits,
- le questionnement des instances actuelles de fonctionnement de la DGA,
- le développement d'une culture commune au sein de la DGAS.

L'ensemble de ces chantiers avaient également comme objectifs de traduire dans le fonctionnement et l'organisation de la DGAS les principes généraux et les grands défis du projet d'administration départemental VIVA : la simplification, le sens de l'action de chacun dans l'action globale de la DGAS et du Département.

Ces travaux, et notamment le groupe de travail autour du développement d'une culture commune, ont permis l'élaboration du Projet départemental des Solidarités, adopté par l'Assemblée délibérante le 13 février 2015, cadre de référence de valeurs en matière de solidarités autour de 4 axes :

- Investir dans le développement humain
- Respecter et promouvoir la citoyenneté de tous

- Agir pour la cohésion sociale
- Impulser la synergie des acteurs et favoriser le maillage territorial.

Par ailleurs, l'année 2014 a été caractérisée par un renouvellement de l'équipe de direction de la DGA-Solidarité :

	<b>Départ du précédent titulaire du poste</b>	<b>Nomination du nouveau titulaire</b>
Chargé de mission « Projet départemental des Solidarités / culture commune »	Poste créé par redéploiement interne à la DGAS (CDG de janvier 2014)	Février 2014
Directeur Principal de l'Autonomie	Poste créé (CDG de janvier 2014)	Septembre 2014
Directeur de la Mission Ressources	Février 2014	Février 2014
Directeur de la MDS de Tournan	Février 2014	Avril 2014
Directeur de l'aide sociale à l'enfance et aux familles	Mars 2014	Janvier 2015
Directeur Personnes Âgées / Personnes Handicapées	Ancien titulaire en CLM à partir d'avril 2014	Septembre 2014
Secrétaire général	Mai 2014	Septembre 2014
Directeur territorial des Solidarités	Novembre 2014	-

### **Séminaire des cadres le 20 mai 2014**

La DGA-Solidarité a organisé le 20 mai un séminaire d'une demi-journée avec l'ensemble de ses cadres au Foyer d'accueil médicalisé du Domaine de Saint Jean à Saint Jean les Deux Jumeaux. Il s'agissait pour l'essentiel de fédérer l'équipe d'encadrement autour des enjeux (notamment budgétaire, partenariaux et organisationnels) de la DGAS, mais également de découvrir un prestataire du Département, le Foyer d'accueil médicalisé du Domaine de Saint Jean, géré par l'Association des Etablissements du Domaine Emmanuel (AEDE), à travers une visite de site et un échange avec la direction de l'établissement.

Sur 170 cadres de la DGAS, 126 étaient présents lors de cet évènement. Une évaluation de cette journée a été réalisée mettant en lumière la pertinence et le besoin de reconduction de ce type d'évènement.

### **Projet indicateurs DGAS**

La DGAS a initié en collaboration étroite avec la Direction du Contrôle de gestion de l'audit et de l'évaluation des politiques publiques un travail sur les outils de suivi et de pilotage de son activité, dans l'objectif de :

- construire un système d'indicateurs partagé au sein de la DGAS,
- simplifier et sécuriser la production des indicateurs au sein de la DGAS.

Un recensement des outils de suivi et de pilotage existants a été réalisé auprès de 2 MDS pilotes (Sénart et Montereau) et est en cours fin 2014 au sein des directions mission.

Il s'agit de recenser les différents outils de suivi et de pilotage, de s'assurer de leur pertinence et d'étudier la possibilité de rationaliser ces outils en s'appuyant notamment sur les logiciels métier et en automatisant la production de certains indicateurs, grâce au déploiement de l'outil Qlikview.

Pour porter pleinement ces fruits, ce projet nécessite un travail d'accompagnement auprès des équipes afin de s'assurer de la meilleure appropriation des outils informatiques de la DGAS et de partager l'analyse des indicateurs et données saisies.

## **DIRECTION PRINCIPALE ENFANCE ADOLESCENCE FAMILLE (DPEAF)**

---

La Direction Principale Enfance Adolescence et Famille (DPEAF) élabore et met en œuvre la politique départementale de prévention et de protection de l'enfance, en mettant l'accent sur la prévention la plus précoce possible. Elle exerce ses missions de protection maternelle et infantile, et d'aide sociale à l'enfance, en transversalité et en lien avec les territoires.

La DPEAF compte 144 agents en « central » et 650 assistants familiaux (AF) exerçant à leur domicile. Elle se compose de :

- la Direction de la protection maternelle et infantile et de la petite enfance (DPMI-PE),
- la Direction de l'aide sociale à l'enfance et aux familles (DASEF),
- la Direction évaluation et prospective (DEP),
- le Pôle administratif et financier,
- la Mission coordination et développement de la prévention (MCDP), avec la Mission de développement de la prévention globale (dont la Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes - CRIP) et la Mission de prévention adolescents et jeunes adultes (dont la prévention spécialisée).

Les réalisations en dépenses se sont élevées à :

- 157 005 571 € en fonctionnement (pour 158 607 9701 € inscrits au BP 2014)
- 322 506 € en investissement.

Enfin, au BP 2014 étaient inscrits 2 933 250 € en recettes de fonctionnement pour une réalisation qui s'est élevée à 3 566 089 €

### Chiffres clés de l'activité de la Direction :

- 227 établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) existant sur le territoire sous la responsabilité du Service départemental de PMI
- 87 048 déclarations de grossesse, avis de naissance et certificats de santé de l'enfant traités (-3,2% par rapport à 2012)
- 19 020 bénéficiaires de l'aide Bébébonus<sup>77</sup>
- 156 dossiers examinés en Commission consultative paritaire départementale (suspensions et retraits d'agrément assistants maternels et familiaux) ; 40 dossiers en commission de recours ; 89 demandes de consultation de dossier
- 5 325 informations préoccupantes (IP) traitées
- au 31 décembre 2014 : 6 009 enfants et adolescents pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance, dont 2 994 en aide à domicile et 3 015 en accueil physique ; 146 Mineurs Isolés

Etrangers (MIE) accueillis (partenariat avec l'association Jeunes Errants Espoir) ; 13 enfants confiés en adoption.

#### Projets mis en œuvre en 2014

**1. Groupe de travail sur l'attractivité des postes de PMI dans un contexte de pénurie médicale, en lien avec la sous-direction de la gestion des emplois et des compétences (direction des ressources humaines).**

Dans un contexte de pénurie médicale (11 postes vacants au 1er février 2014 et 8 départs potentiels à la retraite d'ici 2017), le groupe de travail avait pour objectif d'émettre des préconisations concernant l'attractivité des postes de médecins et notamment les postes de médecins chefs de manière à recruter plus facilement ce cadre d'emplois et à pallier les vacances de postes.

10 préconisations ont été émises par le groupe de travail relatives notamment à l'augmentation du temps médical pour les médecins chefs, l'organisation de la mutualisation des ressources pendant les périodes de pénurie, l'accueil d'internes en médecine.

Par ailleurs, au vu de ce contexte, il a été décidé d'expérimenter la nomination d'un chef de service PMIPE sage-femme à la MDS de Provins.

**2. Appel à projet innovant à destination des Relais assistants maternels**

L'Assemblée départementale, lors du vote du budget 2014, a décidé de créer un fonds d'aide aux projets innovants (50 000 €) portés par les Relais assistants maternels (Ram). Ce nouveau dispositif a pour objectif de favoriser l'initiative et la capacité d'innovation des Ram, concernant la professionnalisation des assistants maternels afin d'améliorer la qualité de l'accueil du jeune enfant et le bien-être des familles.

19 dossiers ont été déposés, étudiés, analysés et 14 d'entre eux ont bénéficié d'un financement du Département. Les projets retenus présentaient tous un caractère innovant et professionnalisant dans l'objectif d'améliorer les pratiques professionnelles des assistants maternels.

**3. Organisation de la mise en œuvre de l'IVG médicamenteuse**

Il s'agit, à travers ce projet, de faciliter l'accès des femmes, notamment en situation de précarité, à une interruption volontaire de grossesse (IVG). 2 MDS avaient été retenues dans le cadre de cette expérimentation : les MDS de Montereau et Noisiel. L'année 2014 a été consacrée à l'élaboration du projet : lancement de la formation des professionnels, signature des conventions avec les centres hospitaliers de Montereau et de Jossigny. Le départ du médecin de Montereau, en charge de cette expérimentation, a donné un coup d'arrêt au projet sur le Sud du Département.

**4. Elaboration du Protocole entre le Département et l'Education Nationale**

Dans le cadre du schéma départemental de l'enfance, de l'adolescence et de la famille 2011-2015, le Département a travaillé avec l'Education Nationale à l'élaboration d'un protocole permettant de définir un cadre de référence commun à l'ensemble du Département quant aux modalités de collaboration des deux institutions en matière de prévention.

Ce protocole, adopté par l'Assemblée départementale le 18 décembre 2014, sera mis en œuvre début 2015.

**5. Organisation de deux journées départementales de la prévention spécialisée dans la continuité des orientations stratégiques 2013-2017 définies par le Département**

Dans la continuité des orientations stratégiques de la prévention spécialisée 2013-2017, le Département a organisé deux temps forts en 2014 :

- Une demi-journée, le 3 avril 2014, autour de la prise en charge des jeunes âgées de 11 à 15 ans par la prévention spécialisée. Des équipes éducatives de l'Essonne et du Val de Marne sont intervenus et ont présentés leurs pratiques et modalités d'intervention.
- Une journée, le 9 décembre 2014, avec l'intervention d'un pédo-psychiatre – Patrick Huerre, une représentation de théâtre interactif mettant en scène des comportements d'adolescents et la diffusion d'un court-métrage documentaire produit par le Département en collaboration avec ses opérateurs de prévention spécialisée. Ce documentaire, intitulé « Au tour des adolescents, autour de l'adolescence » avait été tourné auprès de préadolescents seine-et-marnais sur leur façon d'évoquer leur statut d'adolescents.

**6. Organisation d'une demi-journée à destination des assistants familiaux du Nord du Département le 5 décembre 2014 à Villeparisis.**

Cette journée a réuni 209 assistants familiaux, répartis sur le territoire de 4 Maisons départementales des solidarités, autour du thème « Travailler ensemble dans l'intérêt des enfants ».

**7. Appel à projet pour la création d'une structure pour adolescents en situation difficile (commission d'appel à projet du 17 novembre 2014)**

Le Département de Seine-et-Marne a lancé un appel à projet pour la création d'une structure d'accompagnement avec hébergement diversifié de 25 à 30 places pour adolescents en situation difficile avec prise en charge individualisée sur le nord du Département. Cette structure s'adresse à un public mixte âgé de 12 à 18 ans. Suite à la commission d'appel à projet du 17 novembre, le Président du Conseil général a fait le choix de retenir 2 des 4 candidats, l'ADSEA 77 et Espoir CFDJ, à hauteur de 15 places chacune.

**DIRECTION DE L'INSERTION, DE L'HABITAT  
ET DE LA COHESION SOCIALE (DIHCS)**

---

Missions :

La DIHCS est chargée du pilotage et du suivi de la politique d'insertion sociale, d'insertion professionnelle et d'insertion par le logement, et est la direction de référence en matière de politique de la ville.

A ce titre, elle coordonne un certain nombre d'actions et de dispositifs, en lien avec les partenaires institutionnels et associatifs du Département.

Effectif : 45 postes

La DIHCS se compose de 4 services :

- service administratif et financier,
- service de la cohésion sociale et de la lutte contre les exclusions, qui assure également la mission de référence sociale et médico-sociale ;
- service de l'habitat,
- service de l'insertion professionnelle.

Budget primitif :

Au BP 2014, le budget de la DIHCS s'élevait à **161 558 407,86 €** :

- 156 876 282 € en fonctionnement, dont 137 500 000 € au titre de l'allocation RSA,
- 4 682 125,86 € en investissement.

Budget réalisé :

Le CA (compte administratif) prévisionnel 2014 (au 31/01/2015) s'élève à **173 469 646,29 €** :

- 168 841 387,29 € en fonctionnement, dont 148 375 010,77 € au titre de l'allocation RSA,
- 4 628 259 € en investissement.

→ L'écart entre les crédits inscrits au Budget primitif 2014 et le réalisé s'explique principalement par le Revenu de solidarité active (RSA), soit 11 M€

Faits marquants :

Quelques chiffres clés :

- o **27 263** : nombre de foyers indemnisés au titre du RSA au 31/12/2014 :
  - o 23 216 foyers au RSA socle,
  - o 4 047 foyers au RSA socle majoré.
- o **15 376** dossiers FSL étudiés sur les 5 fonds.
  - o 1 962 dossiers "maintien" (+ 6 %)
  - o 2 289 dossiers "accès" (+ 7 %)
  - o 8 781 dossiers "énergie" (+ 0 %)
  - o 2 153 dossiers "eau" (+ 11 %)
  - o 191 dossiers "téléphone" (+ 26 %)
- o **11 437** aides versées dans le cadre du fonds départemental de solidarité (FDS), dont **9 353** aides aux besoins primaires.

Les actions nouvelles significatives mises en place :

- **FSL : modulation des plafonds de ressources**

Les dépenses relatives aux aides individuelles du fonds solidarité logement (FSL) ont fortement augmenté en 2013 suite à la hausse très importante de l'activité du FSL sur l'ensemble des fonds et ont continué d'augmenter au cours du premier semestre 2014 en particulier au niveau des aides relatives au maintien (+ 44 %). Au regard de ce contexte, il a été nécessaire de faire évoluer les modalités d'intervention du FSL en cours d'année afin de pouvoir intervenir auprès des ménages en difficulté jusqu'à la fin de l'année et disposer d'une trésorerie suffisante au 31 décembre. En concertation avec les administrateurs de la CAF, membres de la commission FSL, les plafonds de ressources relatives aux aides des fonds "accès" et "maintien" (basés sur les plafonds de ressources pour l'attribution d'un logement social) ont été abaissés de 50 %.

- **Approbation du 7<sup>ème</sup> PDALHPD**

Le plan départemental d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) définit l'ensemble des mesures destinées aux personnes défavorisées, afin de leur permettre d'accéder à un logement décent et indépendant et de s'y maintenir. Il est copiloté par l'État et le Département, et pour le Département, concerne plus spécifiquement les thématiques de la prise en charge des parents isolés avec enfant(s) de moins de 3 ans ou encore l'accompagnement social des ménages les plus défavorisés.

L'Assemblée départementale a adopté le 7<sup>ème</sup> plan le 3 octobre 2014.

- **PTI/ PDILE**

La politique d'insertion, dont les Départements sont chef de file, s'inscrit, depuis la loi de décembre 2008 portant création du revenu de solidarité active (RSA), au travers de deux documents complémentaires de programmation pluriannuelle. Le pacte territorial pour l'insertion (PTI) est le document de coordination des acteurs du territoire sur le champ de l'insertion de manière globale. Le programme départemental d'insertion et de lutte contre l'exclusion (PDILE) vise à décrire de manière opérationnelle les actions menées par la collectivité. Arrivés à échéance fin 2013, ces deux documents ont été retravaillés afin d'être de nouveau conclus sur une période cohérente avec la programmation du Fonds social européen, à savoir 2015-2020.

- **Mise en œuvre du nouveau règlement du fonds départemental de solidarité**

Le règlement du fonds départemental de solidarité (FDS) a été adopté le 29 novembre 2013. Ce travail a permis une meilleure articulation entre les différents fonds et aides existants, notamment le fonds d'aide sociale à l'enfance et le fonds de solidarité logement.

Pour mieux accompagner ce changement, les professionnels ont pu bénéficier d'une formation sur la thématique "Travail social et argent". L'objectif est d'analyser et de comprendre le fonctionnement des usagers dans leur rapport à l'argent ainsi que d'analyser ses propres représentations en tant que travailleur social. Deux sessions ont été proposées en 2014. Elles ont accueilli 12 et 13 participantes de différentes Maisons départementales des solidarités. Cette formation sera de nouveau proposée en 2015.

- **Le Département : organisme intermédiaire FSE (fonds social européen)**

Par délibération du 27 juin 2014, le Département a décidé de solliciter auprès de l'État une délégation de crédits du Fonds social européen au titre de l'axe « inclusion » du programme opérationnel national pour la programmation 2014-2020.

Une enveloppe de 13 154 688 € de FSE peut donc être déléguée au Département de Seine-et-Marne sur la période 2014-2020 à laquelle s'ajoute une part d'assistance technique de 328 867 €. Cette enveloppe a été répartie entre les deux plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) et le Département de Seine-et-Marne, en accord avec la Communauté d'agglomération Melun-Val de Seine et la Communauté d'agglomération du Pays de Meaux.

Les différents dispositifs qui seront cofinancés par le FSE recouvrent une partie des politiques d'insertion mises en œuvre dans le cadre du plan départemental d'insertion et de lutte contre l'exclusion (PDILE) : orientation et accompagnement vers l'emploi des bénéficiaires du RSA, accompagnements spécifiques, actions d'insertion, lien avec l'entreprise, coordination des politiques d'insertion sur le territoire départemental et prise en compte des deux dispositifs PLIE en lien avec le pacte territorial pour l'insertion (PTI).

- **Réforme de l'insertion par l'activité économique (IAE)**

Le secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) présentait des modes de financement complexes et différents selon les structures (SIAE), sans prendre en compte leurs spécificités. La réforme de l'IAE et surtout de son financement, a principalement pour but de simplifier et d'harmoniser les modes de financement et de valoriser l'accompagnement socioprofessionnel et les résultats des SIAE.

Le Département étant co-financier de l'IAE avec l'État, il a fallu que les services mettent en place de nouvelles modalités de financement avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014, date d'entrée en vigueur de la réforme. Désormais, les contrats uniques d'insertion (CUI) sont remplacés par les contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI) et la convention annuelle d'objectif et de moyens (CAOM) signée avec l'État intègre les subventions complémentaires versées aux SIAE sous forme d'aide au poste d'insertion, dans le but d'harmoniser nos modes de financement avec ceux de l'État, pour une plus grande lisibilité des financements pour les SIAE. Cette réforme étant en cours de déploiement, l'année 2015 sera une année de transition et d'adaptation concernant les financements départementaux et nécessitera de travailler davantage en complémentarité avec les services de l'État.

**- Création de la commission des recours gracieux des aides financières individuelles**

La commission départementale des recours gracieux a été créée le 1<sup>er</sup> septembre 2014 dans l'objectif d'assurer une équité de traitement entre les usagers et de garantir le respect des droits des bénéficiaires.

Elle s'est réunie 4 fois entre septembre et décembre 2014, a étudié 30 dossiers, dont 27 dans le cadre du fonds départemental des solidarités et 3 dans le cadre du fonds d'aide sociale à l'enfance. Elle a soutenu la décision de la Maison départementale des solidarités pour 29 situations.

Au-delà du traitement des recours, cette commission est un laboratoire des pratiques professionnelles qui apporte des pistes de réflexion sur :

- le positionnement de l'utilisateur dans son parcours d'accompagnement ;
- l'importance de la qualité de l'évaluation ;
- l'utilisation des fonds départementaux dans le cadre de l'accompagnement ;
- la question des relais auprès des partenaires.

**- Bilan du schéma d'organisation du service social départemental 2008-2012**

Le bilan du service social départemental 2008- 2012 a été réalisé par un élève administrateur de l'INET. Il donne des perspectives qui dépassent le cadre du service social et interroge :

- les pratiques professionnelles,
- la place et le lien avec l'utilisateur,
- l'organisation pôle accueil-pôle accompagnement,
- la place des partenaires.

Des priorités ont été définies afin d'adapter l'organisation dans un contexte contraint doublé d'une augmentation du public à accompagner. Il s'agit des priorités suivantes :

- la délégation des tâches aux assistantes et secrétaires de MDS,
- la mise en place d'un accueil sur rendez-vous au sein des MDS,
- l'expérimentation d'un retour à une sectorisation pour les territoires ruraux,
- l'expérimentation pour les territoires volontaires de la fin de distinction accueil et accompagnement,
- l'extension à 2 demi-journées de fermeture au public.

---

**DIRECTION PRINCIPALE DE L'AUTONOMIE (DPA)**

---

Créée en janvier 2014, cette nouvelle organisation dédiée aux personnes âgées et aux personnes handicapées pilote l'élaboration et la mise en œuvre de la politique départementale de soutien à l'autonomie. Associant une direction départementale et un organisme associé, elle facilite la coordination entre ces deux entités et l'amélioration continue des politiques publiques qu'elles conduisent.

**La DPA comprend :**

↳ **d'une part, des services départementaux :**

**La Direction des Personnes Âgées et des Personnes Handicapées –DPAPH :**

La DPAPH propose, met en œuvre et évalue la politique départementale en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées, à domicile ou en institution. Elle assure le rôle de conseil technique pour ce qui concerne les conditions d'attribution de l'Allocation Personnalisée

d'Autonomie (APA) et le dispositif de protection des majeurs vulnérables. Elle instruit et paye les prestations : APA, Prestation de Compensation du Handicap (PCH), les frais d'accueil en ESMS etc.

↳ **d'autre part, un GIP dont la DPA assure la tutelle administrative et financière :**  
**La Maison Départementale des Personnes Handicapées – MDPH**

Guichet unique des aides et prestations pour les personnes handicapées, le GIP-MDPH accueille et informe les usagers qu'elle guide dans la formulation du projet de vie et l'expression des demandes, accompagne les personnes et met en place des plans personnalisés de compensation du handicap. Elle organise la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées et met en œuvre ses décisions.

**La Mission projets, organisation des systèmes d'information et appui à l'organisation - MIP**

Ce service développe une mission support, l'organisation des systèmes d'information, l'administration fonctionnelle des applications métiers et appuie les services dans le suivi de leur activité. Il impulse et porte des projets qui visent à améliorer, l'efficacité et la qualité des services rendus aux usagers.

**La mission appui au pilotage du Schéma de soutien à l'autonomie**

Cette mission est chargée de piloter le développement et la concrétisation des 37 actions du schéma, de définir les outils de gouvernance, d'animer le partenariat, suivre et évaluer les impacts de ces réalisations.

Le budget prévisionnel de fonctionnement 2014 de la DPA s'élevait à 230,79 M€ dont

- 52 M€ au titre de l'hébergement des personnes âgées
- 105 M€ au titre de l'hébergement des personnes handicapées
- 36 M€ au titre du maintien à domicile des personnes âgées
- 38 M€ au titre du maintien à domicile des personnes handicapées.

La participation du Département au fonctionnement de la MDPH s'est élevée à 4,1 M€ auxquels ont été ajoutés 1 M€ versés par la CNSA via le Département, sur un budget total de 7,3 M€  
Le budget de fonctionnement a été réalisé à près de 98 %.

Le budget prévisionnel d'investissement 2014 de la DPA s'élevait à : 1,702 M € dont :

- 1 M€ au titre de l'hébergement des personnes âgées
- 0,5 M€ au titre de l'hébergement des personnes handicapées
- 0,16 M€ au titre du maintien à domicile des personnes handicapées

86,2% de ce budget d'investissement ont été réalisés.

Faits marquants :

Chiffres clés au 31 décembre 2014 :

Montée en charge des bénéficiaires de l'APA à domicile (APAD) et de l'APA en établissement (APAE) :

- **14 529** bénéficiaires (8 895 APAD et 5 634 APAE) soit une augmentation de **2,64 %**.
- **4323** bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement (**1 639 PA et 2 686 PH**) soit une augmentation de **1,17%**

- **5047** bénéficiaires de la **PCH et d'ACTP**, soit une diminution de **3,95 %** (3 753 PCH et 1294 ACTP)
- **400 Mesures d'accompagnement social personnalisé** soit une progression de 30%
- **99 saisines du Procureur de la République** portant principalement sur des demandes de mesures de protection juridique
- 33 agréments et 46 personnes âgées en accueil familial et 53 agréments et 51 personnes adultes handicapées en accueil familial.

Les dossiers particuliers à retenir au titre de l'année 2014 :

### **La finalisation du schéma départemental de soutien à l'autonomie 2015-2020.**

Le schéma départemental de soutien à l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées pour 2015-2020 prend la suite des deux précédents schémas.

Pour définir les orientations et actions de ce nouveau schéma, un diagnostic territorial a été réalisé sur la base d'entretiens individuels et collectifs puis le contenu du schéma a été élaboré dans le cadre de 7 groupes de travail partenariaux. Ces travaux ont réunis plus de 200 partenaires du Département. Ce schéma qui a été élaboré en étroite collaboration avec l'ARS est co-signé par la CNAV, la MSA et l'Education Nationale.

Ce schéma vise à améliorer la qualité de vie au quotidien et prévenir les ruptures de parcours auxquelles peuvent être confrontées les personnes âgées ou handicapées en s'appuyant sur quatre principes d'actions : le respect des projets de vie, la promotion de l'inclusion sociale, la coresponsabilité des acteurs et l'amélioration de la lisibilité de cette politique publique.

La logique de mise en œuvre se veut une logique de parcours de vie.

Le schéma est construit autour de trois axes :

- Développer et préserver l'autonomie des personnes :
- Soutenir les aidants, les bénévoles et les professionnels dans leurs actions d'accompagnements des personnes âgées et des personnes handicapées
- Communiquer et informer sur les dispositifs, piloter et observer la mise en œuvre des politiques publiques pour les personnes âgées et les personnes handicapées

### **La mise en place du Chèque Emploi Service Universel (CESU)**

Depuis le mois de mai 2014, les 1700 bénéficiaires de l'APA et de la PCH employant un salarié à domicile, en emploi direct ou via un mandataire, rémunèrent leurs intervenants avec des Chèques Emploi Service Universel préfinancés : le Chèque Autonomie 77. Le Chèque Autonomie 77 permet de maintenir l'intervention du Département auprès des personnes âgées et handicapées tout en garantissant le bon usage de l'aide accordée et en luttant contre le travail illégal.

**Le Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de 2<sup>nd</sup>e génération (2014-2019)** entre le Département et l'Association Départementale des Parents et Amis des Personnes Handicapées mentales de Seine et Marne (ADAPEI) fixe les objectifs opérationnels entrant dans la stratégie d'évolution de l'association. Il prévoit notamment des travaux importants dans 13 établissements.

**L'instruction des évaluations internes et externes des 250 établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) :** en vertu de la loi du 2 janvier 2002, les ESSMS sont soumis à une démarche continue d'amélioration de la qualité sanctionnée par la remise aux autorités de tutelle de rapports d'évaluations internes et externes à échéance régulière. L'enjeu est le renouvellement des autorisations de fonctionner des  $\frac{3}{4}$  des ESSMS pour personnes âgées et handicapées au 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'échéance de remise des évaluations internes étant fixé au 1er janvier 2014 et celle des évaluations externes au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Un protocole a été signé entre le Département et l'ARS pour la mise en œuvre de ce dispositif pour les ESSMS de compétence conjointe.

**Les travaux préparatoires à l'évolution du modèle économique des SAAD :** les difficultés financières rencontrées par les services d'aide et d'accompagnement à domicile autorisés ont conduit le Département à engager une démarche de réorganisation de ce secteur, avec pour objectifs la préservation de la santé financière des organismes gestionnaires grâce à la réduction de leurs coûts de fonctionnement, et la réorganisation de leurs structures. Des groupes de travail associant des représentants de l'ensemble des 25 services autorisés ont été organisés pour travailler sur ce projet et des études complémentaires sont en cours pour déboucher sur une réflexion portant sur un nouveau mode de tarification.

**La dématérialisation des flux comptables** vers la Direction des finances et la paie départementale a été mise en place pour le paiement des allocations APA et PCH ainsi que la **généralisation du paiement différentiel des EHPAD en Seine et Marne et hors Seine et Marne accueillant des bénéficiaires de l'aide sociale départementale**, effective depuis janvier 2014.

**Le protocole des majeurs vulnérables entre le Département de Seine-et-Marne et les instances judiciaires de Seine-et-Marne** pour favoriser la coordination de l'action et la circulation de l'information entre les autorités judiciaires et les services départementaux a été signé en 2014. Une journée d'étude sur ce thème a été organisée en septembre 2014 à destination des partenaires concernés, communes, hôpitaux, autorités judiciaires, ESMS.

**En vue de son élargissement aux Personnes âgées, l'annuaire médico-social de l'Autonomie (AMSA 77)** recensant les établissements et organismes accompagnant et accueillant les enfants et les adultes en situation de handicap doit être complété avec les acteurs du secteur des personnes âgées avec partage des données avec l'ARS Ile de France. Des réunions sur les territoires et associant l'ensemble des partenaires ont été organisées sur le second semestre 2014.

**La réduction des délais de traitement des dossiers de la MDPH :** A partir de septembre 2013, la direction de la MDPH a mis en place une « cellule polyvalente de gestion des stocks » pour traiter les 3 600 dossiers en attente avec une procédure ad hoc. Cette procédure exceptionnelle a rempli son objectif puisqu'à la fin de l'année 2014 le stock était traité et les délais de traitement du flux avaient diminué de près de 30 %. Des réorganisations effectuées en 2013 et 2014 ont ainsi permis de pérenniser un mode de fonctionnement qui doit permettre en 2015 de traiter les dossiers dans le délai légal de 4 mois. Des nouvelles procédures ont accompagné ces réorganisations : des « circuits courts » de traitement de certains dossiers ont été mis en place, une procédure d'urgence, des conventions de transfert de données, la dématérialisation des dossiers...

**La participation de la MDPH au plan régional d'insertion des travailleurs handicapés (PRITH)**

La MDPH est partie prenante du collectif de partenaires engagés pour aider à l'emploi et la formation des personnes handicapées et a participé à deux groupes de travail, pour développer les passerelles entre fin de scolarité et entreprises et pour établir des repères communs en matière de diagnostic et d'orientation dans le cadre de la reconnaissance travailleur handicapé.

## **DIRECTION TERRITORIALE DES SOLIDARITES (DTS)**

---

La Direction Territoriale des solidarités (DTS) est chargée de piloter et animer les 14 Maisons Départementales des Solidarités (MDS), lieux déconcentrés d'accueil des usagers et d'offre de services sociaux et médico-sociaux, de coordonner la mise en œuvre des dispositifs départementaux sur les territoires en s'attachant à l'équité de traitement des usagers entre les territoires et de veiller à la bonne mise en œuvre des dispositifs de gouvernance territoriale au sein des Maisons départementales des solidarités.

En 2014, elle se compose de 1101 agents dans les MDS (dont 777 travailleurs sociaux et médico-sociaux), d'une équipe de 12 personnes en mission temporaire assurant des remplacements dans les MDS et de 8 agents dans l'équipe centrale.

Faits marquants :

### **Poursuite de la mise en œuvre de la gouvernance territoriale :**

2014 marque la dernière année de mise en œuvre de la gouvernance territoriale et des projets territoriaux des solidarités de chacune des 14 MDS. Les 14 conférences territoriales se sont déroulées entre le 2 décembre 2014 et le 12 janvier 2015.

Une évaluation de ces 3 années de gouvernance a été réalisée au second semestre 2014. Elle a été conduite entre MDS présentant des caractéristiques (démographiques et de besoins sociaux et médico-sociaux) proches et définies par l'Observatoire Départemental des Solidarités. Chaque direction mission a animé et synthétisé les réunions de bilan.

Plusieurs types d'actions ont été mis en lumière :

### **Des actions particulièrement efficaces, telles que :**

- la mise en place d'une Commission d'Aide à l'Évaluation et à l'Orientation des personnes majeures vulnérables par les MDS de Meaux, de Melun + Sénart, de Nemours + Montereau + Fontainebleau, de Lagny + Chelles et de Coulommiers qui contribue aux objectifs politiques de renforcement de la lisibilité du Département chef de file et de celui de responsabilités partagées des acteurs.
- une collaboration de la Protection Maternelle et Infantile avec la Fondation d'Auteuil qui a renforcé le suivi des enfants accueillis au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale - Foyer Jeunes Travailleurs.

**Des actions contribuant à une évolution des politiques départementales,** à l'instar de l'accueil spécifique préventif d'enfants de moins de 3 ans chez les assistants maternels mis en œuvre par les MDS de Coulommiers, Montereau, Nemours.

**Des actions particulièrement capitalisables (ou duplicables sur d'autres MDS)** telles que le renforcement de l'accès à l'offre culturelle pour le public isolé socialement proposé par les MDS de Mitry, Lagny, Nemours est particulièrement intéressant.

### **Des actions particulièrement emblématiques, parmi lesquelles**

- Le rallye emploi mis en place par la MDS de Provins qui permet à des bénéficiaires du RSA de se mobiliser autour de l'insertion,
- Le réseau professionnel « La Balle au Bond » qui met en adéquation recherche d'emploi et garde des enfants (MDS de Noisiel et Sénart),

- La prévention des maltraitances et des abus sexuels au sein des MDS de Chelles, Coulommiers et Roissy.

Le bilan a également permis de produire 4 recommandations pour la nouvelle version du Projet territorial des solidarités :

- Un projet territorial concentré autour de 10 actions essentielles pour le territoire en matière sociale et médico-sociale
- Une participation des partenaires et des directions départementales renforcée dans le diagnostic et la conception du projet territorial lui-même
- Des ateliers regroupés pour une meilleure transversalité des problématiques, évoluant vers un rôle de comité technique
- L'introduction d'une participation des usagers quasi systématique à l'une des étapes de montage des actions ou à l'identification des besoins ressentis

### **Veille attentive sur les conditions de travail des personnels des MDS :**

La Direction territoriale des solidarités porte au cœur de ses préoccupations l'accompagnement des professionnels dans l'exercice de leur mission. Cette vigilance s'est manifestée sous diverses formes qui ont, chacune à leur façon, contribué à l'amélioration de nos conditions de travail.

- L'engagement d'une démarche d'envergure sur la simplification des procédures pour le service ASE de Montereau. Celui-ci soutenu par la DTS et la conseillère en organisation, va permettre de mutualiser auprès des autres MDS un certain nombre de points d'amélioration qui vont faciliter notre intervention (par exemple l'articulation entre les assistantes du service de l'inspection et les secrétaires des services de l'aide sociale à l'enfance des MDS).
- L'accompagnement en supervision des équipes ASE de 4 MDS, expérimenté en 2014, afin d'aider les professionnels à mieux appréhender les difficultés rencontrées avec pour objectif un déploiement du dispositif sur l'ensemble des MDS.
- La forte mobilisation des MDS permettant de faire des Viva days des temps d'échanges renforçant la cohésion des équipes : à titre d'exemple, la MDS de Coulommiers a passé une journée à La Galleria continua à Boissy-le-Châtel.
- L'organisation d'un Viva Day avec les directeurs de MDS au musée Bourdelle à Egreville.

### **Action sur la satisfaction des usagers :**

Depuis 2007, la Direction territoriale des solidarités s'est engagée dans une démarche de mesure de la satisfaction de l'accueil des usagers dans les Maisons départementales des solidarités. L'envoi d'un questionnaire aux usagers en 2008, en 2010 et en 2012 a permis de créer un baromètre de satisfaction.

En octobre 2014, 1274 questionnaires ont été envoyés par voie postale auprès d'usagers ayant fréquenté au moins une fois une maison départementale des solidarités dans l'année écoulée, selon une typologie définie (10 bénéficiaires RSA, 10 bénéficiaires pour des aides financières, 10 parents d'enfants accueillis à l'ASE, 10 parents ayant fréquenté la PMI par MDS...).

77 questionnaires ont été retournés, soit 13,89 % de taux de réponse.

Globalement, on observe une baisse relative de l'appréciation de la qualité de l'accueil de l'utilisateur sur les MDS au travers des questionnaires retournés, même si les commentaires recensés sont majoritairement positifs. En conséquence, une attention particulière doit être portée aux conditions d'accueil afin d'analyser les raisons de ce mécontentement et d'y trouver des pistes d'amélioration.

### **Expérimentations visant à une meilleure accessibilité des services des MDS :**

L'année 2014 a été la dernière année de collaboration avec le Labex de Marne-la-Vallée sur différentes expérimentations avec les MDS de Montereau, Nemours et Provins, dont :

- Le blog du Service de l'Aide Sociale à l'Enfance de Montereau réalisé avec et à destination des assistants familiaux. Le bilan de cette action est très positif : 58 assistants familiaux sur les 74 du territoire y sont inscrits et chaque article compte une moyenne de 4 commentaires. Cependant, l'investissement important des professionnels rend difficile d'envisager une généralisation sur d'autres territoires.
- Le travail soutenu de communication auprès des communes et des communautés de communes de la MDS de Nemours a permis notamment la parution du guide de « contacts de l'action sociale et médico-sociale départementale » de Nemours, travaillé avec la DTS et la Direction de la communication. Ce document est à destination des secrétaires des mairies afin de les aider dans l'accueil et l'orientation du public en difficulté.
- Le formulaire de contact de l'utilisateur a été mis en place sur le site du Département pour une expérimentation sur les 3 territoires. Ce nouveau mode de contact doit faciliter l'accueil de l'utilisateur, notamment en dehors des horaires d'ouverture de la MDS.

Après avoir défini leur besoin en 2012, les MDS de Roissy-en-Brie et de Noisiel ont pu réaliser une expérimentation autour du rappel de rendez-vous par SMS auprès des usagers du service social, avec la collaboration de la DIE, de la responsable d'application de la DTS et de la DSI. Malgré un outil peu adapté à la spécificité du besoin, les professionnels des 2 MDS ont su montrer une réelle motivation et les usagers ayant bénéficié de cette innovation ont tous été satisfaits.

---

### **DIRECTION MISSION RESSOURCES (DMR)**

---

La direction Mission ressources occupe une place particulière au sein de la DGA Solidarité en tant que direction support au sein d'un pôle opérationnel. Elle apporte un appui et une aide à la décision sur le champ des ressources (ressources humaines, affaires juridiques, questions administratives et financières, systèmes d'information, patrimoine immobilier) et elle réalise certaines missions de manière « déconcentrées », en lieu et place des directions fonctionnelles du Département. A ce titre, elle travaille en lien étroit avec les directions de la DGA-Ressources (DRH, DSI, DAJP, DMG), la Direction des finances et la DABC.

Ce positionnement spécifique répond à un double objectif **d'expertise technique** sur le champ des solidarités et de **réactivité et de proximité** pour accompagner au quotidien les directions de la DGAS et notamment les 14 Maisons départementales des solidarités (MDS).

La direction est organisée en 3 services (« recrutement et formation », « juridique », « administratif et financier ») et 2 missions (« Systèmes d'information » et « immobilier et sécurité ») et est composée de **26 agents positionnés dans les services administratifs** auxquels il convient d'ajouter les **12 travailleurs sociaux « volants »**, qui réalisent des missions temporaires dans les MDS, rattachés depuis le mois de décembre 2014 à la Mission Ressources.

Elle dispose d'un budget de fonctionnement de **568 000 € en 2014** (pour un montant réalisé de 496 000 €, soit 87,40 %). Bien que ce soit le service administratif et financier qui gère les frais de déplacement des assistants familiaux, ces crédits sont affichés à la DPEAF. Ils représentent un total de 1 360 000 €

Faits marquants :

Chiffres clés :

- 63 recrutements de travailleurs sociaux et médico-sociaux (assistant social, éducateur spécialisé, puéricultrice, psychologue ...) et 38 recrutements d'assistants familiaux ont été réalisés par le service recrutement et formation.
- Dans le cadre du plan de formation de la DGA Solidarité, 310 actions de formation ont été organisées, ce qui représente 1 085 départs en formation sur l'année. Pour les assistants familiaux : 76 ont suivi des actions de formation initiale et 171 ont bénéficié de la formation continue.
- Le service juridique a reçu 69 nouveaux recours relatifs à l'action sociale en 2014, ce qui confirme l'augmentation du nombre de contentieux dans ce domaine (il y avait 36 nouveaux contentieux en 2012 et 46 en 2013). 105 contentieux étaient en cours de traitement au 31 décembre 2014 (sachant que seulement 4 de ces contentieux sont gérés par des avocats, les 101 autres sont directement traités par le service juridique).
- 157 incidents ont été enregistrés et suivis dans le cadre de la protection fonctionnelle des agents de la DGA-Solidarité.
- Le service administratif et financier a généré 8 958 liquidations de dépenses dont 6 687 pour le traitement des frais de déplacement des assistants familiaux. A cela, il faut rajouter 976 liquidations de recettes.

→ **Focus sur quatre actions et projets marquants pour la Mission ressources en 2014**

*1) La dématérialisation des frais de déplacement des agents de la DGAS*

Le service administratif et financier était le pilote pour la DGA-Solidarité du déploiement du logiciel de gestion des frais de déplacement, mis en place par la DRH et la DSI. Ce déploiement a été réalisé en 2 étapes : le 1<sup>er</sup> juin 2014, pour les agents de la DGAS, hors assistants familiaux, puis, le 1<sup>er</sup> février 2015, pour les assistants familiaux.

Au vu de la complexité du déploiement d'un tel outil pour les 680 assistants familiaux employés par le Département, répartis sur l'ensemble du territoire et travaillant à domicile parfois sans avoir accès à un poste informatique, un accompagnement renforcé auprès de ces professionnels a été réalisé, en lien avec la DSI, la DRH et le service départemental de l'accueil familial. (réunions d'information, installation d'un espace informatique dédié aux assistants familiaux dans chaque MDS...).

La dématérialisation a deux avantages : simplifier les procédures de gestion et réduire le temps d'attente pour obtenir le remboursement des frais engagés par les agents.

*2) La gestion des travailleurs sociaux en mission temporaire*

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2014, le service recrutement et formation a en charge l'affectation et la gestion des 12 travailleurs sociaux en mission temporaire. Ces professionnels (puéricultrice, assistant social, référent ASE) réalisent des missions courtes au sein des MDS pour permettre des remplacements en cas d'absences prolongées ou pour faire face à une augmentation ponctuelle de l'activité.

### 3) *Le règlement départemental d'aide sociale (RDAS)*

Durant l'année 2014, le service juridique a piloté l'élaboration du règlement départemental d'aide sociale avec l'ensemble des directions de la DGA-Solidarité, afin de compléter ce qui existait déjà pour le champ personnes âgées / personnes handicapées. L'objectif était de réaliser un RDAS unique et compilant l'ensemble des dispositifs légaux et volontaires mis en place par le Département en tant que chef de file de l'aide sociale. Le RDAS constitue un document de référence pour les professionnels et les partenaires mais surtout pour les citoyens qui peuvent ainsi connaître et faire valoir leurs droits.

La méthode de travail reposait sur des groupes de travail pluridisciplinaires et des comités de relecture composés de partenaires et d'association représentant les usagers. Après plusieurs mois de travail, le RDAS a été voté par l'Assemblée départementale le 13 février 2015.

### 4) *Deux chantiers majeurs en 2014 en lien avec la DABC*

- **La construction de la nouvelle MDS de Roissy** : L'objectif de ce chantier était de rassembler dans un même bâtiment les 67 agents de la MDS qui jusqu'à présent travaillaient sur 3 sites différents et dans des locaux exigus. La première pierre de ce chantier a été posée en mai 2013. Après 18 mois de travaux et quelques difficultés qui ont retardé la livraison finale (incendie criminel sur l'ascenseur), le déménagement a été réalisé en février 2015.
- **L'extension de la MDS de Mitry-Mory** : Afin de faire face à la hausse de l'activité des services sociaux et d'améliorer les conditions de travail des agents, le Département a fait l'acquisition des locaux de la CPAM qui jouxtent la MDS et a lancé un programme de travaux sur l'année 2014. Ces nouveaux locaux ont permis de réaliser d'une part, une salle de réunion, une tisanerie pour les agents et une salle pour les assistants familiaux et, d'autre part, d'augmenter les bureaux d'entretien et de créer une salle de médiation pour l'accompagnement des usagers. D'autres travaux sont à prévoir en 2015.

---

## MISSION POLITIQUES DE SANTE

---

La Mission Politiques de Santé de la DGA-S est composée d'un chargé de mission, placé auprès de la DGA-Solidarités.

Les principales missions de la Mission Politiques de Santé sont les suivantes :

1. mise en œuvre des politiques du Département en matière de **démographie des professions de santé** en Seine-et-Marne (ex-Plan Démographie Médicale)
2. appui à l'animation des **instances légales de démocratie sanitaire** où est représenté le Département, et **notamment la Conférence de Territoire de Santé**
3. **interface entre les services du Département et l'Agence Régionale de Santé**
4. appui aux **autres directions de la DGA-S, aux MDS et aux autres directions du Département** dans le montage d'actions liées à la santé ou à l'Agence Régionale de Santé.

### Faits marquants :

L'année 2014 a été marquée par :

#### - **L'évolution du dispositif seine-et-marnais de soutien à la démographie médicale**

Un bilan des actions engagées par le Département depuis 2009 a été réalisé et a conduit à l'évolution du dispositif seine-et-marnais au vu des enjeux et des nouveaux acteurs du territoire (création des agences régionales de santé, création d'un dispositif régional de soutien à l'installation de professionnels). Cette évolution a été actée par l'Assemblée départementale le 20 avril 2014 avec :

- L'adhésion du Département au dispositif « Contrat Régional d'exercice sanitaire – Appui aux étudiants » (CRES) de la Région Ile-de-France. Ce dispositif s'adresse aux étudiants en médecine générale, en ophtalmologie, en odontologie, en gynécologie ainsi qu'aux étudiants infirmiers, kinésithérapeutes et sages-femmes. En 2014, 5 bourses ont été attribuées : 2 étudiants en médecine et 3 étudiants en kinésithérapie.
- Le maintien du dispositif « OK DOC 77 » à titre résiduel pour certaines compétences non incluses dans le dispositif CRES, telles que la psychiatrie.
- Le travail d'impulsion d'un maillage du territoire seine-et-marnais en structures collectives (Maisons de santé pluridisciplinaires) adossées à 5 structures universitaires (Maisons de santé pluridisciplinaires universitaires) situées à Coulommiers, Fontainebleau, Torcy, Le Mée sur Seine et Provins.

### Conférences de Territoire

3 réunions de la Conférence, 3 réunions du bureau afin de conduire des travaux sur :

- l'organisation des soins de 1<sup>er</sup> recours (50 personnes impliquées dans les groupes de travail),
- le Pacte Territoire Santé, la Stratégie Nationale de Santé, la démocratie sanitaire
- la télémédecine
- l'organisation hospitalière (notamment autour des reconstructions des CH de Marne-la-Vallée et Melun)
- la santé mentale

### Transversalité en interne du Département et avec l'ARS

2013 a été marquée par :

- le début de l'activité du Groupe Opérationnel de Coordination pour situations complexes (GOC) et le travail sur son évolution
- l'implication de la Mission Politiques de Santé dans l'activité de la DADT : suivi des contrats, préparation des Conférences Territoriales et des projets des territoires, avis sur les SCOT, etc.
- l'accompagnement des MDS notamment sur la présentation des opportunités d'actions de prévention en santé, les questions liées à la santé mentale, et la préparation d'une stratégie territoriale de développement des CLSM
- l'accompagnement de la DEESF vers l'ARS pour le développement d'actions de prévention dans les collèges.

## **OBSERVATOIRE DEPARTEMENTAL DES SOLIDARITES**

---

Ce service est composé de 2 agents avec un chef de service et une chargée de mission démographe.  
L'ODS a deux objectifs principaux :

- recueillir, organiser et analyser l'information et les données sociales et médico-sociales au service de l'aide à la décision, de la planification, du pilotage et de l'évaluation
- développer une approche prospective pour éclairer les choix de l'action publique départementale au terme d'une « mesure » objective et fiable et d'une « lecture » étayée et argumentée de la réalité sociale et médico-sociale.

### Faits marquants :

L'Observatoire départemental des solidarités a poursuivi son activité soutenue durant l'année 2014 :

### **→ Publications et études**

- Publication et diffusion à 330 exemplaires de l'Atlas des solidarités 2013, en interne et en externe. Diffusion par voie dématérialisée largement utilisée auprès des partenaires.
- Poursuite de la présentation de l'étude « les difficultés économiques et sociales des jeunes : quelle réalité en Seine-et-Marne » réalisée pour accompagner les nouvelles orientations de la Prévention Spécialisée 2013-2017.  
Le document mesure et analyse les fragilités sociales, éducatives, économiques et culturelles touchant ce public, favorise l'objectivation de la situation des jeunes seine-et-marnais et constitue un socle de connaissances pour orienter l'action de tous les intervenants.
- Rôle de référent pour l'étude menée par l'INED sur le parcours des jeunes de 17-20 ans présents dans le dispositif de l'ASE (information/communication interne et externe, liens permanents avec l'INED pour processus d'enquête) / élaboration de la 3<sup>ème</sup> convention de partenariat en vue de la 2<sup>ème</sup> vague d'enquête.

### **→ Interventions en transversalité auprès de l'ensemble des directions en lien avec les Schémas et les plans sectoriels :**

- Exemples relevant du champ de la DPEAF :
  - Participation aux actions du Schéma Enfance Adolescence et Famille à travers notamment un travail d'enquête pour les Centres de Planification, le soutien à la DPMIPE pour indicateurs et cartographies sur offre de la PMI
  - Travail avec le service du contrôle des établissements : cartographie établissements et services
  - Etude de préfiguration de l'Observatoire Enfance Adolescence Famille.
  - Collaboration et intervention lors des journées des ASFAM et du séminaire des cadres, en duo avec l'observatoire départemental, avec la présentation du portrait de la Seine-et-Marne
- Exemples relevant du champ de la DIHCS :
  - Dossier violences faites aux femmes et téléphone grand danger
  - Synthèse introductive « état des lieux » pour le PTI-PDILE
  - Analyse croisée autour de l'évolution des bénéficiaires du RSA
  - Soutien méthodologique dans le cadre de l'étude sur l'utilisation des fonds et création d'un indicateur composite de répartition des enveloppes financières pour le FAJ.

- Exemples relevant du champ de la DPA :
  - Contribution à l'élaboration du Schéma départemental de l'autonomie : fournitures de données, cartographies, participation aux COTEC, relecture et amendements des documents, participation au CDCPH (présentation du projet d'observatoire / données de contexte)
  - Rencontres avec la MDPH dans le cadre de son travail sur la codification des déficiences
- Exemples relevant du champ de la DTS
  - Des interventions ponctuelles de soutien méthodologique et fournitures de données auprès de MDS (Provins, Sénart, Roissy)
  - Contribution aux instances de la gouvernance territoriale : conférences territoriales des solidarités.

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE**  
**DE L'ENVIRONNEMENT, DES DÉPLACEMENTS**  
**ET DE L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES**  
**(DGAA)**

## **PRESENTATION GENERALE**

---

La Direction générale adjointe de l'Environnement, des Déplacements et de l'Aménagement des Territoires regroupe cinq directions composées de 817 agents et a représenté en 2014 un budget prévisionnel de 222 285 401 € investissement et fonctionnement confondus.

La politique d'aménagement du territoire est restée très active durant l'année 2014 à travers la mise en œuvre opérationnelle de la nouvelle politique territoriale qui va progressivement se substituer aux contrats existants ainsi qu'à la plupart des lignes sectorielles d'aide à l'investissement du Département.

Par ailleurs,

- la reconstruction du collège «la Maillière» à LOGNES ;
- la mise en place des nouveaux Pass Navigo Améthyste ;
- l'approbation par l'Assemblée départementale de la Stratégie départementale de la Biodiversité ;
- l'élaboration d'un schéma départemental de stations multimodales de covoiturage

font partie des événements marquants de l'année 2014.

L'amélioration et la sécurisation du maillage routier, la garantie d'équipements scolaires de qualité, le maintien des partenariats avec les communes et les intercommunalités restent des priorités.

## DIRECTION DE L'ARCHITECTURE, DES BATIMENTS ET DES COLLEGES (DABC)

---

La Direction de l'Architecture, des Bâtiments et des Collèges, composée de 74 agents et 11 agents de l'équipe mobile des agents territoriaux (EMAT), a pour rôle de piloter la construction, l'extension, la réhabilitation et l'entretien du patrimoine immobilier départemental.

### Budget primitif 2014 :

- Investissement : 58 954 415 €
- Fonctionnement : 9 583 300 €

Son budget total en crédits de paiement s'est élevé, pour l'exercice 2014, à **58 887 225,9 €** en investissement dont 85,8 % pour les collèges et 14,2 % pour les bâtiments hors collèges.

Ainsi ont été consacrés :

- ✓ 50 540 147,41 € aux collèges dont 32 389 469,41 € au titre des constructions, extensions et réhabilitations et 18 150 678 € pour des travaux divers de maintenance et d'amélioration du patrimoine (99,9 % réalisés).
- ✓ 8 347 078,49 € aux bâtiments hors collèges (2 071 724,77 € aux bâtiments des services départementaux, 688 500 € aux bâtiments de la Direction Principale des Routes, 4 449 947 € pour les bâtiments relatifs au domaine de la solidarité, 1 136 906,69 € pour les autres bâtiments départementaux) (97,6 % réalisés).

Le total des crédits de fonctionnement a représenté **11 869 300 €** dont 7 580 000 € pour les collèges (92,3 % réalisés) et 4 289 300 € pour les bâtiments hors collèges (95,1 % réalisés).

### Principales opérations en 2014

**Pour les collèges :**

▪ Livrés en 2014 :

- ✓ Extension/réhabilitation du collège « Parc des Tourelles » à CLAYE-SOUILLY
- ✓ Extension/réhabilitation de la demi-pension du collège « Jean de la Fontaine » au MÉE-SUR-SEINE
- ✓ Reconstruction du collège « La Maillière » à LOGNES
- ✓ Extension/réhabilitation du collège « Jean-Baptiste Vermy » à TOURNAN-EN-BRIE

▪ Travaux en cours en 2014 :

- ✓ Construction du collège « Jacqueline de Romilly » à MAGNY-LE-HONGRE
- ✓ Extension/réhabilitation de la demi-pension du collège « Le Moulin à Vent » à THORIGNY-SUR-MARNE
- ✓ Reconstruction du collège de l' « Arche Guédon » à TORCY
- ✓ Réhabilitation de la SEGPA du collège « Les Glacis » à LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE

▪ Travaux notifiés en 2014 :

- ✓ Extension/réhabilitation de la demi-pension et de la SEGPA du collège « Henri Wallon » à SAVIGNY-LE-TEMPLE

- Choix des équipes de maîtrise d'œuvre en 2014 :
  - ✓ Extension/réhabilitation de la demi-pension du collège « Le Grand Parc » à CESSON
- Etudes poursuivies en 2014 :
  - ✓ Construction modulaire du collège « Jean Campin » à LA FERTÉ-GAUCHER
  - ✓ Construction du collège de MONTEVRAIN
  - ✓ Extension/ Réhabilitation du collège « Léonard de Vinci » à SAINT-THIBAULT-DES-VIGNES
- Approbation de programme en 2014
  - ✓ Réhabilitation de la SEGPA du collège « Les Aulnes » à COMBS-LA-VILLE

**Pour les bâtiments hors collèges :**

- Livrés en 2014
  - ✓ Restructuration de l'ancien laboratoire vétérinaire départemental au MÉE-SUR-SEINE pour accueillir les agents de la Direction des Politiques Culturelles
  - ✓ Réhabilitation des locaux ex-CPAM afin d'agrandir la Maison Départementale des Solidarités de MITRY-MORY
- Lancement des travaux en 2014
  - ✓ Réhabilitation de la Médiathèque du MÉE-SUR-SEINE
- Travaux en cours en 2014
  - ✓ Reconstruction de la Maison départementale des solidarités de ROISSY-EN-BRIE

**Actions nouvelles mises en place et faits marquants en 2014 :**

➤ Les conclusions de l'audit d'organisation de la DABC

Depuis plusieurs années, le Département a été confronté à de nombreuses évolutions du fait d'un contexte économique contraint mais aussi de problématiques nouvelles notamment règlementaires (Grenelle de l'environnement, Agenda 21, Accessibilité..). De plus, la Collectivité mène une politique patrimoniale volontariste : certification HQE, programme TICE, construction d'un collège à énergie positive, conversion écologique des bâtiments, programmation pluriannuelle de maintenance, création de la cellule fluides, reprise des contrats de maintenance.

De ce fait, il est apparu nécessaire de s'interroger sur l'adéquation entre l'organisation de la DABC et le contexte actuel. Un audit a donc été mené durant deux ans. Ses conclusions ont confirmé le rôle et le positionnement actuel de la DABC dans le processus de décision du Département. Son périmètre d'intervention a également été réaffirmé et notamment l'importance de rester, en sa qualité d'expert, l'interlocuteur privilégié des collèges sur le domaine patrimonial.

Cet audit a également abouti, dans une perspective d'optimisation du fonctionnement de la DABC pour répondre aux évolutions actuelles, à une proposition d'une nouvelle organisation qui a recueilli un avis favorable du Comité Technique Paritaire du 4 novembre 2014 (cf. le nouvel organigramme en annexe).

➤ La gestion des fluides

La cellule « Fluide », créée en 2011 a pour mission de mettre en œuvre une politique cohérente de maîtrise de l'énergie et de la gestion de l'eau dans les collèges et les bâtiments départementaux en lien avec les objectifs du plan climat énergie départemental.

- Les diagnostics énergétiques

Depuis 2012, la cellule fluide réalise des diagnostics énergétiques sur l'ensemble des collèges et des bâtiments départementaux afin d'évaluer leurs consommations en énergie. Cette démarche s'inscrit dans la politique d'Agenda 21 afin de réduire la consommation énergétique des bâtiments. Les préconisations de cette étude ont permis en 2014 d'établir un plan pluriannuel des investissements sur les différents actions à mener, chaque année, en termes d'économies d'énergie.

- L'amélioration de la performance énergétique

Des études et un certain nombre de travaux ont été réalisés dans les collèges en vue d'améliorer la performance énergétique notamment :

- Sur 14 collèges, la réfection de terrasses y compris l'amélioration de l'isolation thermique avec utilisation d'un matériau écologique performant
- Raccordement des collèges « Hippolyte Rémy » et « Madame de Lafayette » de Coulommiers au réseau de chauffage par géothermie, énergie renouvelable et très écologique.

- Les contrats de performance énergétique

Il s'agit de contrats de maintenance des installations thermiques permettant d'améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments sans investissement initial pour la collectivité. Les études réalisées par l'AMO ont été lancées en 2014 afin d'expérimenter les contrats de performance énergétique sur un panel de 27 collèges.

- Sortie des tarifs réglementés d'achat de gaz pour les collèges et les bâtiments départementaux

Le gaz destiné aux collèges publics de Seine-et-Marne et aux bâtiments départementaux devra obligatoirement être acheté sur le marché labellisé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Afin d'anticiper la sortie des tarifs réglementés, une étude portant sur les modalités d'achat du gaz a été effectuée. Cette analyse a montré l'opportunité financière que le Département achète, en son nom propre, le gaz pour l'ensemble des collèges publics et des bâtiments départementaux.

Ainsi, l'Assemblée départementale, en séance du 14 mars 2014, a décidé que le Département procèdera à l'achat de gaz naturel et de services associés pour les besoins des collèges publics et des bâtiments départementaux. Le fournisseur d'énergie a été nommé à l'automne 2014.

➤ L'intégration de la Haute Qualité Environnementale dans les activités bâtimementaires du Département

Afin de réagir aux problématiques environnementales, la Haute Qualité Environnementale est progressivement intégrée à l'ensemble des activités bâtimementaires du Département.

- Retrait des produits nocifs : un plan d'action visant à supprimer les produits nocifs dans toutes nos activités (espaces verts, tous les domaines de l'exploitation y compris le petit entretien etc.) a été réalisée en 2014. Ce plan d'action, qui concerne plusieurs directions du Département (DEE, DEESF, DRH, DMG) est piloté par la DABC. En 2014, en vue du retrait de ces produits nocifs, la DABC a mis à jour le marché relatif aux espaces verts et a procédé à des réunions de sensibilisation pour l'ensemble des gestionnaires et des ouvriers professionnels des collèges.
- La catalogue des matériaux : l'objectif est de mettre en œuvre des matériaux et équipements durables dans le cadre des travaux de maintenance et de gros entretien dans les collèges et les bâtiments départementaux. Celui-ci a fait l'objet d'un bilan en 2014 en vue d'identifier les pistes d'amélioration à apporter en 2015.

➤ Le Grand Projet Patrimoine

Le Département a acquis pour la DABC un progiciel métier « GIMA Web » de gestion patrimoniale dont pourront bénéficier les autres Directions du Département. Pour rappel, cet outil permettra de recenser et de gérer les interventions dans les établissements qui disposeront, par ailleurs, d'un accès pour formuler leurs demandes. Cet outil offrira une meilleure visibilité et une traçabilité plus fiable des interventions.

En 2014, de nombreux travaux ont été menés :

- Définition de l'interface Grand Angle en lien avec la Direction des finances
- Création du formulaire de demandes d'intervention en concertation avec les collèges et les bâtiments départementaux
- Configuration et paramétrage de l'ensemble du circuit allant de la demande d'intervention émise par les établissements jusqu'à l'édition du bon de commande par la DABC
- Intégration de données sur les ERP et les étages
- Détermination et paramétrage des circuits de validation
- Définition des profils de formation des différents types d'utilisateurs.

➤ Les TICE

Dans le cadre du collège numérique 77, les travaux de câblage TICE se sont poursuivis en 2014 dans 23 collèges seine-et-marnais totalisant 67 collèges câblés fin 2014.

➤ L'accessibilité des collèges aux personnes à mobilité réduite

Les travaux d'accessibilité des collèges et des bâtiments départementaux aux personnes à mobilité réduite se sont poursuivis en 2014. Des travaux d'accessibilité (sanitaires, escaliers, rampes) ont été réalisés notamment au collège « Jean Vilar » à VERT-SAINT-DENIS, au premier étage du collège « Anceau de Garlande » à ROISSY-EN-BRIE et ont démarré au collège « Vasco de Gama » à SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS.

Par ailleurs, les règles d'accessibilité ont été prises en compte lors des travaux de réhabilitation du collège « Parc des Tourelles » à CLAYE-SOUILLY, de la demi-pension du collège « Jean de La Fontaine » au MÉE-SUR-SEINE et de reconstruction du collège « La Maillière » à LOGNES.

➤ L'allotissement

Depuis 2012, bien qu'il ne s'agisse pas d'un jugement définitif du Conseil d'Etat, une jurisprudence de la cour administrative d'appel a contraint le Département à modifier le mode d'attribution des marchés de travaux.

Les marchés de travaux sont désormais allotis.

**Quelques chiffres**

En 2014, la Direction de l'Architecture, des Bâtiments et des Collèges a émis 6 877 lettres ou bons de commande et 79 marchés ont été notifiés.

Par ailleurs, près de 3000 travaux imprévisibles et urgents ont été demandés dans les collèges et 1879 dans les bâtiments départementaux.

**DIRECTION DE L'AMENAGEMENT ET DU DEVELOPPEMENT  
DES TERRITOIRES (DADT)**

---

La Direction de l'Aménagement et du Développement des Territoires (DADT), composée de 27 agents, a pour rôle d'assurer la politique d'aménagement du territoire, de soutien au développement local, du développement économique et à l'aménagement numérique.

Budget primitif 2014 de la Direction : 19 725 662 €(et après DM2 : 25 179 179 €)

Faits marquants en 2014 :

Mise en œuvre opérationnelle de la nouvelle politique territoriale qui a vocation à se substituer progressivement aux contrats existants, ainsi qu'à la plupart des lignes sectorielles d'aide à l'investissement du Département.

Finalisation et mise en œuvre du référentiel d'aménagement : un nouveau modèle d'aménagement pour la Seine-et-Marne.

1) SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT LOCAL

✓ **Pôle de Roissy**

- Nouvelles actions de partenariat avec l'Etablissement Public d'Aménagement (EPA) Plaine de France en préfiguration de son extension au territoire Nord-Ouest seine-et-marnas et collaboration avec l'Association des Collectivités du Grand Roissy : élaboration du schéma des espaces économiques et du schéma des espaces agricoles et naturels, déclinaison opérationnelle du schéma viaire du Grand Roissy, opportunités de développement de l'économie circulaire, élaboration d'actions en faveur de l'économie présentielle.

- Poursuite en 2014 du contrat GP3 et élaboration du contrat départemental de développement durable du Grand Roissy seine-et-marnais.

✓ **Pôle de Villaroche**

- Poursuite du développement du site avec lancement d'une procédure de concession d'aménagement sur le parc Nord du pôle d'activités de Villaroche, en vue de la création de terrains viabilisés à destination d'activités économiques (25ha sur la commune de Limoges-Fourches).

- Démarrage des réflexions sur l'aménagement du secteur Sud de Villaroche.

✓ **Pôle de Marne-la-Vallée/Disney**

- Avenant n°8 à la convention pour l'implantation d'EuroDisneyland en France : signature en septembre 2014 du programme détaillé de la phase IV du Val d'Europe avec une mise en œuvre des projets inscrits au travers d'un avenant n°9 à la phase III.

- Démarrage en 2014 des travaux primaires, pose symbolique de la première pierre de Villages Nature par le Premier Ministre, engagement d'opérations de logements sur le Val d'Europe (environs 500), démarrage de deux importantes opérations tertiaires, Le Vega et le Bellini représentant plus de 28 000 m<sup>2</sup> de bureaux.

- Sur le secteur II : développement de la cité Descartes sur la base du plan directeur réalisé par les Ateliers Y. Lion avec notamment l'installation de l'Institut technologique Forêt Cellulose Bois – construction Aménagement (FCBA) dans ses nouveaux locaux et la future arrivée de la Caisse d'Aide Sociale de l'Education Nationale (CASDEN) dans un bâtiment de 14 000 m<sup>2</sup>.

- Projet de centre des congrès conduit par la Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCI) accompagné par la Région, le Département, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du Val d'Europe et la Commune de CHESSY pour la partie publique et la Société Disneyland Paris pour la partie privée :

▫ achèvement des études de programmation et fiscales et création d'une Société d'Economie Mixte (SEM) d'études avec les mêmes acteurs,

▫ lancement par le Département d'une étude interne d'évaluation du risque juridique et financier pour la collectivité.

- Implantation d'un transport en commun sur l'autoroute A4 sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat Mixte d'Etudes et de projets de l'Est Parisien (ACTEP) : étude achevée avec conclusion d'une faisabilité en plusieurs phases et poursuite des réflexions en ce sens.

✓ **Observatoire départemental**

- Lancement d'une application Observatoire Départemental combinant tableaux, cartes et graphiques, accessible à tous les agents du Département grâce à un navigateur web : 3 100 visites en 2014.

- Réalisation de deux monographies territoriales : Marne-la-Vallée-Chelles-Pontault et Sénart-Melun-Vallée de la Seine.

- Réalisation d'un portrait économique de la Seine-et-Marne (48 pages).

- Publication de deux essentiels : « La Seine-et-Marne : 10<sup>ème</sup> département de France » et « Consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers ».

✓ **Politiques contractuelles**

- Signature de 18 contrats ruraux représentant 2 201 022,95 € et de 3 contrats régionaux représentant 880 646,23 € de crédits alloués.

- 2 contrats régionaux, 5 CONT.A.C.T, 3 CADUCE et 3 C3D soldés en 2014.

- 52 contrats ruraux, 12 contrats régionaux, 20 CONT.A.C.T, 1 CADUCÉ, 6 CLAIR et 8 C3D sont en cours de réalisation.

✓ **L'accompagnement des Parcs Naturels Régionaux (PNR)**

- PNR Gâtinais Français : adoption en 2014 d'une convention transitoire en fonctionnement et en investissement dans l'attente de l'élaboration du prochain Contrat de Parc.

- PNR de la Brie et des deux Morin : avis favorable du Préfet de Région le 25 novembre 2014, sous réserve de revoir le périmètre.

- PNR du Bocage Gâtinais : ateliers transversaux en janvier 2014 (enjeux, périmètre et gouvernance du PNR) et étude sur la biodiversité réalisée de mars à septembre 2014.

✓ **Nouvelle politique territoriale : Contrat Départemental de Développement Durable des Territoires**

L'année 2014 a été consacrée à l'élaboration des vade-mecum et process internes (dématérialisation, contrat type et conventions de réalisation-type...), ainsi que l'élaboration des deux premiers contrats pour les territoires de Coulommiers – Brie et Morin et Grand Roissy seine-et-marnais.

La première Conférence territoriale de développement local a également été organisée pour le Territoire de Marne-la-Vallée – Chelles – Pontault. Le diagnostic territorial et portrait stratégique ont été élaborés pour le Territoire de Sénart – Melun – Vallée de la Seine.

Le dispositif d'éco-conditionnalité a été finalisé (élaboration de fiches par critère, outils pour les porteurs de projet ...) avec mise en ligne sur le site du Département le 19 décembre 2014. Préparation de sessions de formations pour 2015-2016 sur ce nouveau dispositif.

✓ **Contrat Particulier Région-Département (CPRD)**

- Délibération de la Région Ile-de-France le 21 novembre 2014 pour une nouvelle prorogation d'un an du délai du CPRD, soit jusqu'au 31 décembre 2015.

- Réalisation d'un bilan complet du CPRD et préparation de la négociation du prochain CPRD avec la Région.

✓ **Contrats de Projets Etat-Région (CPER)**

- Prorogation du CPER 2007 – 2013 d'une année, jusqu'à fin 2014. La circulaire n°5670/SG du 2 août 2013 transmise par le Premier ministre aux préfets de région indique que toutes les opérations inscrites ne pourront être engagées et que la priorité sera accordée à l'achèvement des projets en cours.

- Analyse du projet de CPER 2014-2020.

✓ **Urbanisme**

En 2014, traitement à différentes phases de la procédure de 141 documents d'urbanisme :

- 29 avis sur l'élaboration et/ou la révision de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU).

- 37 avis sur des révisions simplifiées, modifications de PLU, ou cartes communales.

- rédaction de 31 « porter à connaissance ».
- 44 demandes d'association à l'élaboration d'un PLU.
- 29 avis émis pour les commissions départementales d'aménagement commercial (CDAC).

Préparation d'un guide de recommandations départementales pour l'élaboration des « porter à connaissance ».

#### ✓ **Chantier 5 du Projet de Territoire : Référentiel d'aménagement**

- Le prix Territoria d'Or a été décerné au Département pour l'élaboration de son référentiel « (a)ménager la Seine-et-Marne », le 5 novembre 2014 au Sénat.

- Présentation du référentiel aux professionnels de l'aménagement à l'Hôtel du Département le 10 décembre 2014, en parallèle à l'exposition « Territoires 2040 » du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et qui a été présentée dans le hall.

- Constitution d'une boîte à outils « référentiel » à destination des collectivités auxquelles s'adressent les différents dispositifs susceptibles d'être financés dans le cadre des contrats départementaux. Dans ce cadre, lancement d'un marché pour le choix d'un prestataire qui animera des ateliers participatifs (ou « workshops ») à l'instar de ceux organisés à Flagy et ce, pour une période de quatre ans et en parallèle au calendrier de déploiement des contrats.

- Préparation d'un nouveau plan de formation pour 2015-2016.

#### ✓ **Schéma départemental de l'habitat (SDH)**

La mission du prestataire retenu pour l'élaboration de ce schéma a débuté le 8 avril 2014. Un avenant pour la prorogation de 4 mois du délai d'exécution, soit jusqu'au 8 juillet 2015, est en cours de validation.

Le schéma s'oriente vers 3 axes de travail qui correspondent à autant d'échelles d'intervention : soutien à des stratégies d'intervention partenariales adaptées aux enjeux « habitat » des différentes situations territoriales (clef d'entrée opérationnelle et locale), contribution du SDH à la logique contractuelle des territoires (clef d'entrée territoriale) et construction du discours du Département pour le futur schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (clef d'entrée départementale).

## 2) DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI

#### ✓ **Stratégie départementale de développement économique**

Lancement d'une étude en décembre 2014 afin de définir les enjeux en développement économique ainsi que les orientations à venir dans un contexte de réforme territoriale. Cette étude valorisera les travaux déjà réalisés en matière d'évaluation de la politique économique. L'objectif est de définir un nouveau plan d'actions et de le soumettre à la Région dans le cadre de la nouvelle Stratégie Régionale de Développement Economique, de l'Innovation et de l'Internationale.

### ✓ **L'économie sociale et solidaire (ESS)**

En 2014, le 4<sup>ème</sup> appel à projets a permis à 9 dossiers de bénéficier de l'aide départementale dont 1 projet relatif aux usages numériques, 2 dans le domaine agricole, 1 dans le domaine du recyclage des déchets, 1 dans le domaine du logement, 1 dans le développement de la mobilité, 1 dans la socio esthétique, 1 en épicerie sociale pour des étudiants et 1 proposant une offre d'accès à la culture pour personnes déficients visuels ou auditifs.

Organisation annuelle d'un évènement durant le Mois de l'ESS sur le thème de « l'innovation est en marche » avec la présence de Benoît Hamon et Thierry Jeantet.

Soutien et participation du Département aux activités du Centre de ressources régional de l'ESS – l'Atelier et à la Fabrique à Initiatives.

Engagement partenarial avec la Chaire de l'ESS autour d'un projet de la norme Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) territoriale.

### ✓ **Fonds attractivité**

En 2014, ce dispositif a permis de soutenir 8 projets : acquisition et aménagement de locaux commerciaux dédiés à des activités relevant de l'ESS à Lieusaint, mise en place de 6 bornes de recharge électrique sur le territoire de Marne-la-Vallée, création de 2 télécentres/coworking à Coulommiers et à Trilport, création d'un pôle « services » à Vaux-le-Pénil, création d'un hôtel d'entreprises à La Ferté-Gaucher, création de la Maison de l'Entreprise Innovante à Marne-la-Vallée/Val Maubuée, implantation de bornes de recharge pour véhicules électriques par le Syndicat Départemental d'Energies de Seine-et-Marne.

### ✓ **E-transformation**

Le Département soutient désormais seul le développement des usages numériques pour les entreprises de moins de 250 salariés. En 2014, le 6<sup>ème</sup> appel à projets a permis de financer 12 projets.

### ✓ **Pacte Sud 77**

- Signature en octobre 2014 d'une convention avec Seine-et-Marne Développement pour la participation du Département à l'animation du PACTE.

- Suivi de la convention de partenariat avec Seine-et-Marne Développement.

## 3) AMENAGEMENT NUMERIQUE

Conformément à l'article L.5721-6-1 du code des collectivités territoriales, le Conseil général de Seine-et-Marne a délégué sa compétence en matière d'aménagement numérique au Syndicat mixte Seine-et-Marne numérique (SMN), créé le 1er janvier 2013 par arrêté préfectoral DRCL-BCCCL-2012 n°144 en date du 26 décembre 2012.

Ce syndicat a pour objet la conception, la construction, l'exploitation et la commercialisation d'infrastructures, de réseaux et de services locaux de communications électroniques et activités connexes à l'intention de tous les seine-et-marnais.

En conséquence, ce transfert de compétence a dû être notifié dans l'ensemble des conventions pour lesquelles le Département était engagé.

Parallèlement, une convention de mise à disposition de personnels, de prêts et matériels entre le Département et SMN a été conclue pour l'année 2014.

Une convention-cadre tripartite (Département de Seine-et-Marne, Région Ile-de-France et Syndicat mixte), couvrant la période 2015 – 2019, a été adoptée par l'Assemblée départementale lors de la séance du 18 décembre 2014, pour présenter les modalités de financement du Département (vote d'une autorisation de programme supplémentaire de 5 M€) et de la Région, aux opérations de couverture du territoire en Très haut débit, menées par le Syndicat mixte.

Les coûts du financement public du projet de couverture FttH – *Fiber to the Home* - (Délégation de Service Public en cours d'attribution) se montent à 166 M€ Les financements privés pour le FttH, s'élèvent, quant à eux, à 89 M€ dont 66,8 M€ assurés par un financement Etat par le biais du Fonds national pour la société numérique (FSN) qui a été confirmé dans le dernier projet de CPER. Le partage des coûts entre les autres acteurs se répartit ainsi :

- 25% pour la Région, soit environ 25 M€
- 25% pour le Département, soit environ 25 M€
- 50% pour les EPCI, soit environ 50 M€

Afin de prendre en compte les changements réglementaires, techniques, stratégiques et contractuels, liés au projet d'Aménagement numérique du territoire seine-et-marnais, le Département de Seine-et-Marne a débuté dès 2014 la révision de son Schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) dont la nouvelle version sera achevée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015.

Enfin, SMN est devenu un acteur de plus en plus visible sur le territoire, régulièrement contacté par des particuliers ou des collectivités au sujet des difficultés d'accès à internet.

---

### DIRECTION PRINCIPALE DES ROUTES (DPR)

---

La direction principale des Routes assure le pilotage de l'exploitation, de la gestion, de l'entretien et du développement du réseau routier départemental.

Elle est composée de 559 agents répartis dans deux directions, une mission TZen, un chargé de mission route durable et un service :

- la direction de la Maîtrise d'ouvrage,
- la direction de l'Exploitation et des infrastructures, composée de cinq agences routières territoriales, de quinze centres d'exploitation répartis sur le Département, du SOA, du SAT, et du Parc départemental,
- la mission TZen,
- le service Ressources et communication.

#### Le budget primitif 2014 du domaine des routes et aide à la voirie communale

- \* Investissement : 44 880 000 €
- \* Fonctionnement : 9 357 000 €

## Les faits marquants de l'année 2014

### **La réorganisation de la DPR**

Mise en œuvre de la troisième phase de restructuration de la Direction sur la nécessaire évolution des métiers administratifs et comptables avec la création d'un service administratif et financier au sein de chaque ART et ce afin de permettre :

- l'harmonisation des pratiques en matière de comptabilité et de gestion administrative ;
- la professionnalisation des métiers administratifs et comptables ;
- la confirmation des missions des référents Système d'Information Géographique (SIG) (initialement hors périmètre) en les rattachant au service exploitation.

### **Les actions engagées au titre du contrat de mandature 2011-2014 dans le domaine des transports**, destinées à faciliter les déplacements quotidiens et préparer ceux de demain.

La direction principale des Routes, concernée directement par quatre actions, a participé à leur mise en œuvre :

- Poursuivre la réalisation de l'Eurovéloroute avec la recherche de tracé au Nord du département, la poursuite de la réalisation le long du Loing.
- Améliorer le déneigement des routes en hiver en renfonçant la coopération avec les communes et les agriculteurs : plus de 188 communes ont conventionné avec le Département. Dans le cadre d'un protocole de partenariat avec la Chambre d'Agriculture, 57 agriculteurs se sont portés volontaires.
- Donner la priorité dans les travaux de voirie aux aménagements de sécurité routière : 4 964 000 € ont été réalisés à ce titre en 2014.
- Créer un service d'alerte par SMS pour informer les conducteurs des situations de circulation difficiles sur le réseau routier départemental : pour la période hivernale 2014-2015, les alertes par courrier électronique et par SMS aux usagers abonnés sur le site du Conseil général, ainsi que les alertes via les réseaux sociaux se sont poursuivies (5 842 usagers abonnés).

## Les actions 2014 de chaque direction, service et mission

### **La direction de la Maîtrise d'ouvrage (DMO)**

Elle définit les politiques routières en matière d'exploitation, d'entretien, de gestion et de développement du réseau et en contrôle la bonne exécution.

Les principales actions 2014 ont concerné les domaines suivants :

#### ▪ **La prospective, la programmation**

Au titre de la politique contractuelle et des aides aux collectivités locales et intercommunalités :

- 16 contrats triennaux de voirie ont été approuvés, ainsi que la 3ème tranche du contrat triennal de voirie de la communauté de communes des Deux Fleuves (ce qui correspond à 4 200 000 € individualisés sur l'autorisation de programme mise en place en 2013 et 2014),
- 32 rapports en commission permanente et 23 en séance de l'Assemblée départementale (hors ceux concernant l'octroi des contrats triennaux de voirie et subventions pour la passerelle du barrage des Vives Eaux et celle de Saint Mammès-Veneux) ont été présentés pour la DPR (voirie, mobilités, foncier),

- 27 marchés formalisés, passés sous appel d'offres et 10 marchés à procédure adaptée (MAPA), ont été signés, ainsi que 111 actes d'exécution de marchés dont 24 avenants,
- 98 avis techniques ont été formulés sur des projets de documents d'urbanisme auprès de la DADT (PLU, SCoT, CDAC, Contrats gérés par la DADT...),
- 1 764 cartes ont été produites pour la DPR à partir des données SIG.

Un Schéma départemental de stations multimodales de covoiturage a été élaboré afin de répondre aux attentes de la nouvelle politique contractuelle. Cette étude a contribué aux monographies sur le territoire de projets de Marne-la-Vallée, de Roissy et Sénart-Melun ainsi qu'aux études du Schéma viaire du Grand Roissy.

Concernant les politiques départementales :

- ✓ dans le cadre de la révision du schéma départemental des orientations routières (SDOR), la carte de classification du réseau routier a été finalisée et diffusée avec animation des discussions sur le référentiel technique pour l'aménagement des routes départementales (RD),
- ✓ des études générales des déplacements sur Marne-la-Vallée ont été suivies en lien avec les études de l'Association des Collectivités territoriales de l'Est Parisien (ACTEP), A4-RN36, Sycomore,
- ✓ la démarche conduite apaisée en forêt de Fontainebleau s'est poursuivie avec l'étude du carrefour de l'Obélisque, la proposition pour les entrées de forêt, la réflexion sur le conventionnement avec l'Office National des Forêts (ONF), ...

D'autres actions ont été réalisées :

- ✓ Organisation et animation des rencontres techniques du vélo et du comité des usagers du vélo,
- ✓ Lancement des études de faisabilités et concertation avec les partenaires locaux pour les contournements de Guignes et Chalifert,
- ✓ Participation aux réflexions transversales pour : l'écoconditionnalité des aides, le comité technique des Espaces Naturels Sensibles (ENS), le référentiel pour l'aménagement du territoire, ...

La direction a délivré ses avis techniques et administratifs sur les dossiers produits par la maîtrise d'œuvre, sur les Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI), a assuré l'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès du Syndicat mixte « Seine-et-Marne Numérique », de la mission T Zen pour les études de trafic et de paysage, l'appui technique et administratif lors des innovations routières et a poursuivi le travail d'analyse et de proposition sur la démarche « Image Qualité des Routes Départementales » (IQRD).

Les procédures pour les acquisitions des terrains suite à enquête publique concernant les opérations « Aménagement de la RD 231 » entre Montévrain et Jossigny, « liaison A4-RN36 », « liaison Meaux-Roissy » ont été poursuivies. Les négociations foncières amiables pour les projets routiers de moindre impact ont été également menées ainsi que les régularisations foncières dans le cadre de la gestion du domaine public départemental.

### ▪ **La sécurité routière**

Des actions de sensibilisation à la sécurité routière ont été menées avec l'animation de stands (Fête de la Saint-Gens, les actions « collèges », la « Ronde à vélo », l'opération « sac'ados ») ouverts aux publics extérieurs. S'y ajoutent des formations internes et la réalisation de fiches techniques internes à la DPR.

La réalisation de visite d'axes et de sécurité préalables à la mise en service d'aménagements routiers a été poursuivie.

La démarche de suivi et d'analyse des accidents sur RD a été affinée.

La révision du schéma directeur de signalisation directionnelle engagée en 2013 est terminée. Le schéma sera proposé à l'Assemblée départementale au 2<sup>ème</sup> trimestre 2015.

Par ailleurs :

- 108 arrêtés permanents règlementant les mesures de police de circulation ont été édités,
- 72 visites de sécurité sur les lieux d'accidents y compris les deux-roues-motorisées ont été effectuées.

### ▪ **Le Système d'information routier (SIG)**

Le service de cartographie et d'information routière a rempli son rôle d'assistance à maîtrise d'ouvrage de la Direction des Systèmes d'Information (DSI) pour la mise en place de nouvelles données, d'applications SIG ou de nouveaux outils métiers (vélob's) notamment dans le cadre du SIR. Le SIG a également joué son rôle d'assistance à maîtrise d'œuvre pour le déploiement des solutions généralisées au Département tant en assistance technique qu'en accompagnement des utilisateurs (expérimentation mobilité, WSS).

### **La direction de l'Exploitation et des infrastructures (DEI)**

Elle a en charge la gestion, l'exploitation et l'entretien du patrimoine routier ainsi que le développement et la sécurisation du réseau, dans le cadre des projets d'intérêt local. Ce sont 492 agents qui interviennent sur 4 325 kilomètres de routes départementales pour permettre aux usagers de circuler sur des routes les plus sûres possibles, en période hivernale notamment et assurer l'entretien et la gestion de ces voies.

### **Les actions relevant des missions courantes**

- L'entretien des chaussées a nécessité la mise en œuvre d'enrobés sur 96 kilomètres, d'enrobés coulés à froid sur 37 kilomètres et d'enduits superficiels sur 172 kilomètres,
- 895 tonnes de déchets (dont 23,5 tonnes d'amiante) ont été ramassées sur les routes départementales et évacuées vers des structures adaptées, représentant une dépense de 630 000 €: 340 000 € pour les transports des déchets, les frais de décharge, les travaux de condamnation d'accès, et mobilisant l'équivalent de 11 agents à temps plein sur l'année pour un montant de 290 000 €

### **Les rencontres avec les élus :**

Depuis juin 2014, plus de 250 rencontres avec les élus locaux ont été assurées par les 5 Agences Routières Territoriales (ART).

## **Le Parc départemental**

- Atelier :

Au cours de l'année, 3 500 interventions ont été effectuées en réparation ou entretien de la flotte des véhicules affectés à la gestion du réseau routier. Trente véhicules ont été acquis et mis en service en remplacement de matériel trop vétuste ou non réparable ainsi qu'un certain nombre d'accessoires (faucheuses, saleuses, rabots...) et petit matériel représentant un investissement de plus de 1 600 000 €

- Service exploitation :

930 000 m<sup>2</sup> d'enduits superficiels ont été réalisés pour l'entretien et la conservation du réseau routier et près de 375 000 m<sup>2</sup> de peinture routière, représentant environ 3 150 km de divers marquages sur chaussée. De plus, le service a effectué 27 km de dérasement d'accotements, près de 1 km de création ou de curage de fossés et 32 km d'élagage d'arbres et haies d'alignement, le long des routes.

### **Le service hivernal**

Pendant la période hivernale, l'organisation mise en place est basée sur l'importance des réseaux.

Les interventions des 310 agents mobilisés 24h/24 et 7j/7 pour surveiller et traiter les routes afin de sécuriser les déplacements des usagers se font en priorité sur les 1 700 kms de routes départementales considérées comme prioritaires et sur les 528 kms permettant de désenclaver les communes isolées.

Au 31 décembre 2014 :

13 activations de nuit et 2 de jour des permanents ;

9 interventions de nuit et 2 de jour ;

Consommation de sel : 1 109 tonnes

Consommation de saumure : 120 890 litres

### **L'activité du service des Ouvrages d'art :**

Les travaux de confortement et d'entretien d'ouvrages d'art sur le département ont concerné 60 ouvrages pour un montant de 2 650 000 € dont 2 170 000 € en investissement.

480 000 € ont permis la réalisation des actions de surveillance des ouvrages, les études de l'EuroVelo N° 3 en traversée de Seine et la poursuite des études préalables pour la réparation du viaduc de Moret-sur-Loing sur la RD 606.

### **L'entretien de la route et des dépendances routières, la dimension environnementale :**

#### Dépendances bleues :

La connaissance des bassins de régulation et d'assainissement des eaux de chaussées et de leur fonctionnement s'est poursuivie en 2014 par des relevés topographiques et par le renseignement de fiches techniques.

Cette démarche a permis de lancer la régularisation administrative des bassins qui n'avaient pas fait l'objet d'autorisation.

Parallèlement, avec la Direction de l'Eau et de l'Environnement (DEE) et le Parc, nos services ont mis en œuvre le contrôle de la qualité des eaux de 21 bassins afin de vérifier leur conformité vis-à-vis des exigences fixées par les arrêtés d'autorisation.

Une base de données sur les bassins d'orages dans le S.I.G. (Système d'Information Géographique) est en cours de réalisation.

#### Fauchage raisonné :

La généralisation du fauchage raisonné qui consiste à réduire le nombre et la largeur des passes de fauchage a été mise en place sur toutes les A.R.T.

Parallèlement à ces pratiques de fauchage, une action de sensibilisation de tout l'encadrement des services exploitation à la protection de la biodiversité a été mise en œuvre et sera assurée conjointement par le Service Administratif et Technique (SAT) et la DEE.

#### Politique de gestion des arbres d'alignement :

Le comité du paysage routier du 2 juillet 2014 a défini les objectifs de renouvellement des stations arborées d'alignement routier.

#### Plantes invasives :

Le 10 janvier 2014, la Préfecture a mis en place une cellule centralisée d'alerte afin de répondre à tout témoignage de prolifération de plantes invasives entre ses services, le Département, les agriculteurs et les plus importants aménageurs.

Grâce à cette cellule d'alerte, l'apparition de la renouée du Japon a été identifiée sur les secteurs de Provins, Melun et Moret. La prolifération a pu être évitée grâce à la mise en place d'un bâchage expérimental.

#### Au titre de la route durable :

##### - RD 212 – Compans

L'expérience innovante d'assainissement alternatif par la phytoremédiation (abaissement de la quantité des polluants routiers par des fossés plantés) a été aménagée en 2013. A travers cette expérimentation, le Département a été sollicité en 2014 pour participer à un projet porté par l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées et le réseau technique de l'Etat. Ce projet dénommé « ROULEPUR » a été retenu par le Ministère de l'Ecologie du Développement Durable et de l'Energie sur l'appel à projets national « Innovation et changements de pratiques : lutte contre les micropolluants des eaux urbaines ».

##### - RD 39 – Boissise-la-Bertrand et Seine-Port

Les travaux d'aménagement et de protection des berges de la Seine ont débuté sur les premiers tronçons. D'une longueur totale de 3 100 m, la réalisation par tronçons successifs sur plusieurs périodes de végétation permettra une reconstitution progressive de la végétation et une continuité des habitats pour la faune présente d'une année à l'autre.

#### **Les études :**

Les bureaux d'études des agences routières territoriales ont pris en charge 25 études nouvelles, dont deux correspondent à des aménagements en faveur des vélos, trois à des aires de covoiturage. Quatre autres ont concerné d'autres directions de la direction générale adjointe de l'Environnement, des déplacements et de l'aménagement du territoire, à savoir :

\* Bois Le Roi : Desserte du collège

\* RD 205 – Meaux : Arrêt terminus de la ligne Seine-et-Marne Express Melun/Meaux

\* RD 360 – Nanteuil Les Meaux : Arrêt pour la ligne Seine-et-Marne Express Melun/Meaux

\* RD 436 – Marles : Arrêt pour la ligne Seine-et-Marne Express Melun/Meaux

De plus, le déploiement de la fibre optique pour le Syndicat mixte « Seine-et-Marne Numérique » correspond à 24 études spécifiques de liaisons.

### **Les travaux :**

#### Diverses opérations d'aménagements routiers ont été réalisées :

- RD 3 – Entre Lizy-sur-Ourcq et La Ferté-sous-Jouarre - Mise hors gel de la chaussée
- RD 5/RD 603 – Villenoy, Meaux et Chauconin-Neufmoutiers - Desserte routière du parc d'activités du Pays de Meaux
- RD 34/A 104 – Le Pin et Villevaudé - Réalisation des bretelles C et A de l'échangeur
- RD 35 – Guermantes et Gouvernes - Remise en état de la chaussée
- RD 231 – Villeneuve-le-Comte - Réalisation d'une voie directe de tourne à droite sur le giratoire
- RD 401/RD 127A – Gesvres-le-Chapitre - Aménagement de sécurité
- RD 402 – Maupertuis et Saint - Réfection de la chaussée
- RD 471 – Lissy et Montereau-sur-le-Jard - Réfection de la chaussée
- RD 603 - Sammeron - Aménagement de sécurité en traverse – carrefour à feux
- RD 606 – La Brosse Montceaux - Création d'un giratoire avec la voie communale VC 12 au lieu dit « Le Perrichois »
- RD 607/RD 120/ RD 30 Souppes-sur-Loing - Aménagement du carrefour à feux
- RD 619/RD 1D – Provins - Aménagement en giratoire du carrefour
- RD 934 – Mouroux - Aménagement de sécurité de la traverse (2<sup>ème</sup> tranche)
- RD 934/RD 93 – Montry - Aménagement d'un carrefour à feux.

#### Diverses opérations de liaison haut-débit ont été entreprises, à savoir :

A partir des études spécifiques menées antérieurement, la surveillance des travaux a porté sur 18 de ces liaisons.

#### Des aménagements en faveur des vélos :

- EuroVelo N° 3 – Episy, La Genevraye, Montcourt-Fromonville, Darvault et Nemours Réaménagement d'une voie verte le long du canal du Loing entre l'écluse d'Episy et l'entrée Nord de Nemours
- EuroVelo N° 3 – Nemours, Saint-Pierre-lès-Nemours, Bagneaux, La Madeleine-sur-Loing Aménagement d'une voie verte entre entrée RD 403 et l'écluse de Beaumoulin

#### Sécurisation des Passages à Niveau

La dernière phase de sécurisation des passages à niveaux, hors agglomération, portant sur 3 sites a été opérée dans le cadre de la convention passée avec la SNCF sur 12 passages à niveaux.

### **La modernisation des locaux des centres d'exploitation et de leurs dépendances :**

En 2014, dans le cadre de la modernisation des locaux et de l'organisation des Centres d'Exploitation, les aménagements intérieurs, voiries et réseaux divers (VRD), clôtures, portail ont été réalisés dans les centres d'exploitation de Gretz-Tournan, Dammartin-en-Goële et Villenoy.

Des boxes ont été réalisés au centre d'exploitation de Dammartin-en-Goële. Par ailleurs, l'ensemble des centres d'exploitation et des agences ont fait l'objet d'un audit de sureté.

## **Le service Ressources et communication**

Le service Ressources et communication, service transversal, gère les interfaces entre les unités de la DPR et les directions fonctionnelles du Département pour les fonctions support.

→ La poursuite de formations locales liées aux métiers de la route : prise de poste et séances de perfectionnement pour le personnel technique assurées en grande partie par des formateurs internes de la direction principale des Routes. 482 agents ont bénéficié de cette formation locale. La direction principale des Routes dispose d'un vivier d'environ 21 formateurs locaux (certains formateurs interviennent sur 2, voire sur 3 modules de formation différents) ;

→ La poursuite de l'animation de la démarche « Hygiène et sécurité », en collaboration avec la direction des Ressources humaines, se sont concrétisées par :

l'élaboration d'un diagnostic sur l'évaluation des risques métiers (réunion du groupe de travail sur la création des fiches procédures métiers), la participation à la commission « achat matériel » (avec démonstration de matériel) ; la visite d'un centre et d'une agence par le nouveau médecin de prévention (2 visites) ; l'évaluation du risque de plusieurs chantiers effectués en régie (2 visites) ; la participation au CHS pour la présentation du nouveau tableau des équipements par tâches ;

→ La poursuite de la gestion des remboursements des frais de déplacement (202 000 €), des dotations en matériels et mobiliers (53 demandes honorées), des équipements informatiques et téléphoniques des agents (60 demandes d'intervention auprès de la Direction des Systèmes d'Information (DSI)) ;

→ Une activité « recrutement » plus importante que celle de 2013 en raison du nombre de postes vacants (départs à la retraite, mobilités interne et externe) avec une forte contribution de la Direction à l'insertion de jeunes en difficulté dans le cadre des emplois d'avenir.

→ La gestion de l'événementiel s'est traduite par :

- \* des actions de communication concernant les chantiers : panneaux d'information spécifiques et génériques pour les travaux d'entretien, communiqués de presse pour les chantiers d'une certaine importance (20),
- \* des actions de communication (interne et externe) reflétant les métiers de la route, les activités de la direction principale des Routes à travers des articles dans Sésame, Diapason et Seine-et-Marne Magazine.
- \* l'animation et le pilotage des métiers transversaux comme par exemple les relais administratifs.

## **La mission TZEN**

La Mission Tzen, créée en 2013 et composée de 3 agents, est rattachée à la direction principale des Routes. Elle assure le pilotage opérationnel du projet TZen 2, de l'avant-projet à sa mise en service.

En concertation avec les services de la DPR et de la Direction des Transports (DT), les services des 7 collectivités locales et des institutions (Melun, Savigny-le-Temple, Cesson, Lieusaint, Vert-Saint-Denis, la Communauté d'Agglomération de Melun-Val de Seine (CAMVS), l'Etablissement Public d'Aménagement de Sénart, le Syndicat d'agglomération nouvelle de Sénart en Essonne, la Communauté d'agglomération de Sénart et la Direction départementale des Territoires) ont été rencontrés pour la mise au point de l'avant-projet (AVP).

Le 27/06/2014 : les conseillers généraux ont voté la déclaration de Projet.

Le 30/07/2014 : déclaration d'utilité publique par le Préfet.

Des réunions politiques avec les collectivités locales ont été organisées pour préparer la validation de l'AVP par le STIF, dont celle du 09/10/2014 entre la ville de Melun et la CAMVS où il a été convenu d'étudier la faisabilité de 2 variantes supplémentaires dans le centre de Melun à présenter sous 3 mois.

Cela a généré au total 180 réunions.

### **La mission route durable**

Parmi les actions menées, il est possible de citer :

→ La participation de la mission route durable au sein d'instances régionales et nationales du réseau scientifique et technique permet à la DPR de partager ses acquis et de se tenir informée des évolutions techniques et environnementales dans le domaine routier.

→ Le rôle d'accompagnement et de fédération de la mission pour les services de la DPR afin d'intégrer le volet routier dans les actions transversales du Département pour la protection de l'environnement : AGENDA 21 (élaboration de l'AGENDA 21 « 2014-2021 » et bilan annuel), Plan Climat Energie Départemental et Plan de Prévention des Déchets. Les outils mis en place fin 2013, début 2014, au sein de la DPR ont permis de réaliser un suivi précis des gains obtenus en matière environnementale. Ce suivi assuré pour les routes départementales, permet également d'abonder les données collectées auprès des principaux maîtres d'ouvrages du Département et de suivre ainsi la réalisation des objectifs de la déclinaison locale de la Convention d'Engagement Volontaire des acteurs de la conception, de la réalisation et de la maintenance des infrastructures routières.

→ Le suivi de dossiers parmi lesquels on peut distinguer notamment l'étude de faisabilité qui a été finalisée fin 2014 par l'ACTEP (Association des communes et territoires de l'Est Parisien) avec pour objectif, de reconquérir l'autoroute A 4 en affectant la BAU (bande d'arrêt d'urgence) à la circulation automobile pour réaliser un TCSP (transport en commun en site propre) dans l'axe de l'autoroute et de transformer cette voie en boulevard urbain en arrivant sur Paris. Cette étude, réalisée par l'ACTEP en partenariat avec le Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) et l'Etat, a associé les Départements concernés, dont la Seine-et-Marne.

### **Chiffres clés :**

- ↳ 559 agents
- ↳ 4 325 kms de routes départementales
- ↳ 27 marchés signés et 10 marchés à procédure adaptée

---

## **DIRECTION DES TRANSPORTS (DT)**

---

La Direction des transports, composée de 41 agents, est chargée de la mise en œuvre de la politique transport du Département (dans les domaines d'intervention liés au transport public et au transport scolaire) ainsi que du suivi des dossiers gérés par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF), la SNCF et la RATP.

Les politiques mises en œuvre relèvent essentiellement des politiques volontaristes, à l'exception de la participation au STIF, ou de délégations de compétences pour PAM 77 (Pour Aider à la Mobilité), et depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010, celle liée au transport scolaire.

A la fin 2014, le budget consacré aux transports s'est élevé à 61 436 331 € soit 60 282 178 € réalisés en fonctionnement et 1 154 153 € en investissement. Les dépenses d'investissement ont été en partie compensées par des recettes pour un montant de 27 751 €. En section de fonctionnement, 22 844 165 € ont été consacrés au transport public, 37 388 216 € au transport scolaire et 5 924 € aux autres dépenses et frais de fonctionnement. Les recettes de fonctionnement se sont élevées à 25 427 452 € essentiellement dans le domaine du transport scolaire.

Budget primitif 2014 : 62 830 823 €

### **COMPETENCE TRANSPORTS SCOLAIRES**

#### Transport sur circuits spéciaux :

Le Département organise 100 % des circuits spéciaux scolaires mis en place sur le territoire seine-et-marnais au travers de 41 marchés publics et 6 partenariats de subdélégation (5 communes et 1 EPCI qui exercent en régies d'exploitation directe). Ces dépenses font l'objet d'une dotation du STIF selon les modalités fixées dans la convention de délégation mais aussi de participation des collectivités et plus rarement des familles pour les élèves non subventionnés :

- dépenses : 10 371 971 €
- recettes : 8 304 552 €

#### Transport des élèves et étudiants handicapés :

Le Département a établi 41 marchés publics avec des transporteurs pour organiser le transport de 1 135 élèves et 32 étudiants handicapés. Ceci a engendré une dépense de 9 007 666 € compensée par une recette du STIF dont le montant est calculé en fonction d'un forfait annuel régional multiplié par le nombre d'élèves, qui selon ces critères, a été titrée, en 2014, à hauteur de 10 548 087 €

### **AUTRES AIDES AUX TRANSPORTS SCOLAIRES**

Le Département participe au financement des transports scolaires en subventionnant notamment les Cartes Scolaire Bus (ex. carte OPTILE) sur lignes régulières pour un montant total de 9 222 283 €

Enfin, il prend également en charge :

➤ 50 % (hors frais de dossier) du coût d'une carte Navigo Imagine R pour les collégiens et les lycéens du Département (49 828 élèves), correspondant à une dépense de 8 152 099 €, à laquelle s'ajoute une participation complémentaire de 104 095 € au bénéfice de 2 772 élèves boursiers, soit une dépense totale de 8 256 194 € au titre de cette politique d'aide.

➤ Une partie des frais de transport de 583 élèves internes pour 156 845 €

➤ Une partie du salaire des accompagnateurs qui assurent la surveillance des enfants d'âge pré-élémentaire, pour 271 296 € (49 communes et 72 syndicats intercommunaux soit 121 collectivités pour 146 circuits).

**LES TRANSPORTS PUBLICS :**

Outre la participation obligatoire au STIF qui s'est élevé à 7 879 228 € en 2014, le Département intervient dans divers domaines :

- Il a aidé, à travers 22 conventions partenariales, au développement des transports en commun sur lignes conventionnées (12 lignes Seine-et-Marne Express dites SME, 17 réseaux de transport et la ligne Citalien) à hauteur de 4 250 804 € Il a également contribué au développement du transport à la demande (TAD) avec 8 services aidés représentant en 2014 une dépense de 642 284 €
- Il a consacré 12 194 € au covoiturage à travers la maintenance d'un site internet.
- Il a financé le transport des adultes handicapés, via une délégation de service public (DSP) « PAM 77 » : 6 762 000 € de dépenses correspondant aux charges de fonctionnement du service, compensées par une recette de 4 612 102 € (participation du STIF et de la Région). 108 361 € ont été consacrés au marché de contrôle de la DSP. Pour couvrir une partie de ces frais de contrôle, comme chaque année, une redevance de 50 000 € a été versée par le délégataire au Département.
- Il a dépensé 2 341 740 € pour le financement des titres de transport Améthyste attribués aux personnes âgées et adultes handicapés, aux anciens combattants et veuves de guerre, selon le détail suivant :
  - 2 558 anciennes cartes Améthyste papier pour 33 870 € (ce dispositif ayant pris fin en février 2014 pour être remplacé par les Navigo Améthyste cités ci-dessous) ;
  - 11 150 « Améthyste 4-5 » pour 2 230 631 €;
  - 355 « Améthyste 1-5 » pour 77 239 €

Le Département a également décidé, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2014, de délivrer gratuitement 10 coupons Mobilis/an aux anciens combattants et veuves de guerre. Ce dispositif, non cumulable avec Améthyste, a occasionné une dépense de 59 964 € en 2014 (on compte 359 bénéficiaires dont 2 veuves de guerre).

- Il a assuré une politique liée à l'entretien et à la communication des 766 abris-voyageurs appartenant au Département et mis à disposition des communes : 565 379 €
- Il a mené en concertation avec les acteurs locaux et régionaux, une étude visant à élaborer son Schéma départemental aux transports et à la Mobilité durable.

Par ailleurs, le Département a poursuivi ses efforts en vue de l'amélioration des conditions de déplacements au quotidien et au développement d'infrastructures de transport adaptées aux besoins des seine-et-marnais :

- Il a relayé auprès du STIF, de la SNCF et de la RATP les attentes des habitants sur les conditions de transport des RER et des Transiliens.
- Il a participé aux réflexions stratégiques concernant le devenir des transports franciliens notamment sur le Grand Paris Express.
- Enfin, il s'est organisé pour mener à bien le projet du Tzen2 entre Sénart et Melun qu'il finance au côté de la Région. Le 30 juillet 2014, le Préfet de Seine-et-Marne a déclaré d'utilité publique ce projet. La DT et la direction principale des routes ont poursuivi les études d'avant-projet (AVP) pour un montant global de 1 046 232 €

## DIRECTION DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT (DEE)

---

Composée de 105 agents (dont 4 apprentis), la Direction de l'Eau et de l'Environnement élabore les éléments nécessaires à la réalisation de choix stratégiques afin de proposer et mettre en œuvre les politiques départementales dans les domaines de l'eau et de l'environnement.

### Budget primitif en 2014 :

. **16 954 201 €** (annexe 1 – Budget réalisé par action)

### Faits marquants en 2014

#### ✓ LABORATOIRE DEPARTEMENTAL

- Réorganisation fonctionnelle du laboratoire effective au 1<sup>er</sup> juillet 2014 (passage en Comité Technique Paritaire du 25/06/2013).
- Notification de reconduction de l'accréditation du laboratoire avec des extensions pour des nouvelles techniques par le Comité français d'accréditation (COFRAC) et reconduction de son agrément « Environnement ».
- Libération des locaux administratifs du laboratoire (occupés par AQUI'BRIE).

#### ✓ L'EAU

- Présentation du premier rapport d'activités du contrat d'animation signée avec l'Agence de l'Eau (2013-2018) encadrant les missions d'assistance technique départementale (ATD) et d'animation des territoires.
- Assistance technique départementale : reconduction de la quasi-totalité des conventions de partenariat avec les communes éligibles pour une nouvelle période de 5 ans (2105-2019) à la fois dans le domaine de l'assainissement et de celui des milieux aquatiques.
- Conférence de l'eau à Nangis le 26 juin 2014 (220 participants) au sein de la laquelle le Trophée Zéro Phyt'Eau a été remis à 13 nouvelles communes.

#### ✓ ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE

- Réalisation d'une étude sur la préservation des espaces agricoles et naturels de la partie seine-et-marnaise du Grand Roissy, en co-maîtrise d'ouvrage avec l'Agence des Espaces Verts de la Région Ile-de-France, dans le cadre du Contrat de projet Etat-Région 2007-2013 : réalisation d'un diagnostic et d'un programme d'actions issus d'une concertation avec l'ensemble des acteurs du territoire.
- Mise en œuvre du programme d'actions du Périmètre de protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PPEANP) de Marne-et-Gondoire, ainsi que de la Charte agricole de Sénart dont le Département est signataire.
- Plan climat : élaboration du plan d'actions 2014-2015, du bilan du plan 2012-2013 et du bilan des émissions de gaz à effet de serre 2013.
- Club climat énergie 77 : élaboration d'une feuille de route partenariale de 16 actions pour la transition énergétique.

- Lancement, en octobre 2014, de l'aménagement du 22<sup>ème</sup> Espace naturel sensible départemental « Les Olivettes », situé sur les communes de Trilbardou et de Charmentray.
- Inscription du marais d'Episy sur la liste verte de l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature), venant reconnaître la bonne gestion écologique de ce site, parmi cinq sites français et 23 autres dans le monde.
- 3 Espaces Naturels Sensibles (ENS) ont été créés en 2014 (un ENS départemental : « Le Buisson de Massoury » à Chartrettes et Vaux-le-Pénil pour 602,24 ha, deux ENS communaux : « La Vallée de la Nébourg » à Villeneuve-sur-Bellot pour 6,66 ha et « Les bois de Campouais, de Pincevent et du Rocheton » à La Rochette pour 45 ha).

### Les chiffres-clés

- 98 % des clients du laboratoire qui ont répondu à son enquête de satisfaction sont satisfaits ou très satisfaits des prestations rendues.
- 5 467 échantillons d'eaux ont été analysés.
- Au 31 décembre 2014, le Département est propriétaire de 1 717 ha d'espaces naturels sensibles (ENS).
- 97 000 visites sur le site « eau.seine-et-marne.fr ».
- 7 documents de synthèse ont été élaborés dans le cadre de l'Observatoire départemental de l'eau.

### Les actions nouvelles

#### ✓ SERVICE RESSOURCES

- Actions transversales au Département dans le domaine des marchés publics – clause insertion et marchés réservés

Pour ces deux actions, il s'agit des premiers marchés de la direction entrant dans ces dispositifs départementaux :

- L'un des marchés de travaux dédié à l'aménagement de l'ENS « Les Olivettes à Trilbardou » a permis la réalisation de 140 heures d'insertion dans le cadre de la mise en œuvre de cette clause.
- La consultation d'un des lots dédié à l'entretien des espaces naturels sensibles, et plus particulièrement à l'entretien du parcours du vélorail situé sur l'ENS « Le Val du Haut Morin », a été exclusivement réservée aux entreprises adaptées et aux établissements et services d'aide par le travail.

#### ✓ LABORATOIRE DEPARTEMENTAL

- Prise en charge des analyses d'eaux pour le compte de la direction principale des routes (DPR) (eaux de rétention des bassins routiers, expérimentation Compans, suivi des travaux d'aménagement des berges sur la RD39).

✓ L'EAU

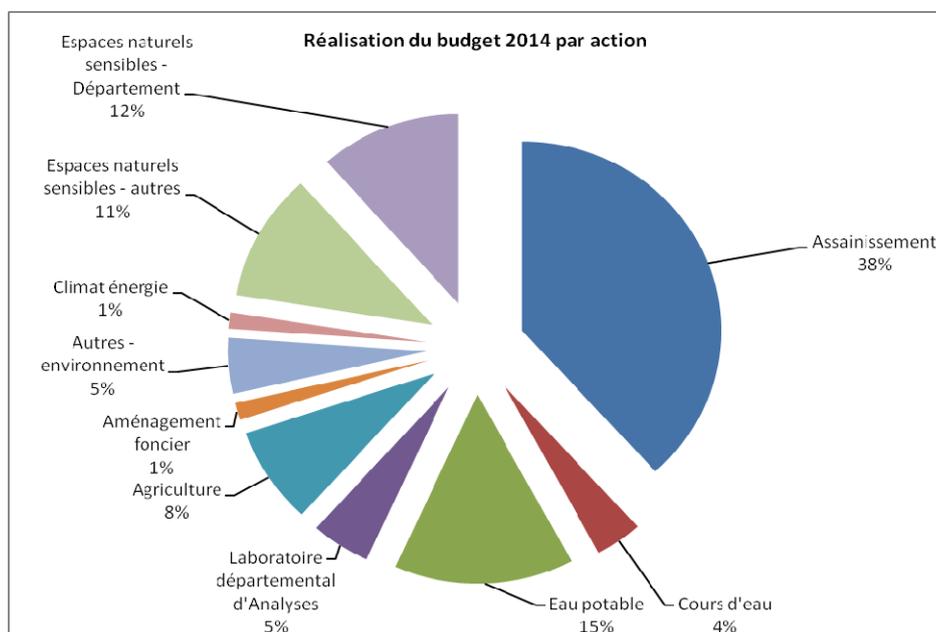
- Poursuite de l'élaboration, dans le cadre d'un groupe de travail comprenant la direction départementale des territoires (DDT), l'Agence de l'Eau, la direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIEE) et la Région Ile-de-France, d'un nouvel outil structurant sur la gestion des eaux pluviales sous forme d'un schéma départemental d'assainissement des eaux pluviales (SDASS-EP).

✓ ENVIRONNEMENT ET AGRICULTURE

- Réalisation d'une étude sur l'implication du Département dans la dynamisation de la filière bois, en particulier concernant le « bois construction ».
- Révision du dispositif d'aide à la gestion des forêts publiques communales et initiation d'une dynamisation de la gestion forestière privée grâce à la mise en place d'un partenariat avec le Centre régional de la propriété forestière (CRPF) et le Groupement de développement forestier de Seine-et-Marne (GDF77).
- Lancement d'une étude pour la mise en place d'une plateforme départementale de rénovation énergétique de l'habitat.
- Démarche de mobilisation territoriale pour la transition Energie-Climat : réalisation des études et élaboration des profils de trois territoires et accompagnement des premiers projets identifiés.
- Approbation par l'Assemblée départementale, le 3 octobre 2014, de la Stratégie départementale de la Biodiversité (SDB), composée de trois volets : un Observatoire départemental de la biodiversité, un Plan départemental de la biodiversité, une Politique départementale de la biodiversité.

## ANNEXES

### Annexe 1

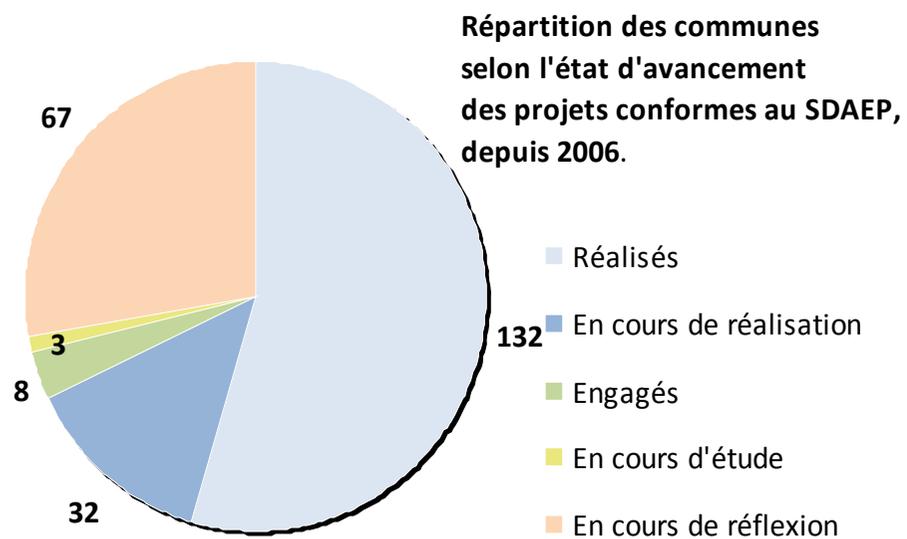


Annexe 2

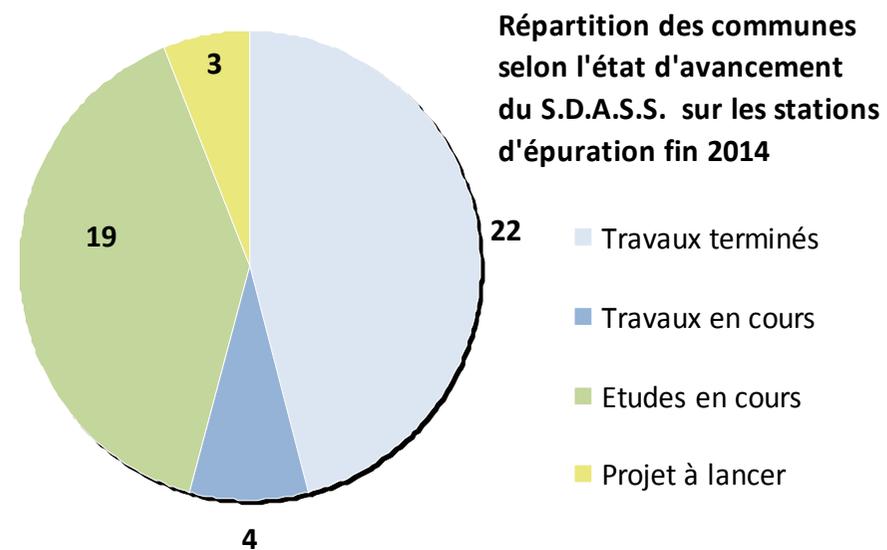
**Graphique de la notoriété du site internet dédié à l'eau**

Annexe 3

ETAT D'AVANCEMENT DU SDAEP



ETAT D'AVANCEMENT DU SDASS



**DIRECTION GENERALE ADJOINTE**  
**DE L'ÉDUCATION, DE LA CULTURE, DU**  
**TOURISME,**  
**DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**  
**(DGAE)**

## **PRESENTATION GENERALE**

---

La DGA Education, Culture, Tourisme, Jeunesse et Sport, regroupe les directions des politiques publiques éducatives, culturelles, touristique, jeunesse et sport et solidarité internationale du Département de Seine-et-Marne.

Elle compte 1760 agents dont 1550 agents des collèges. Son budget représente un montant global de 45 millions d'€ en fonctionnement et 15 millions d'€ en investissement en 2014.

2014 a vu la poursuite de la réorganisation du champ culturel par la création de la direction des politiques culturelles regroupant la lecture publique, les équipements culturels (Musées et château de Blandy-les-Tours), le patrimoine et l'action culturelle, l'installation dans de nouveaux locaux et l'élaboration du nouveau projet culturel départemental. Dans le secteur de l'éducation, l'année 2014 se caractérise par la poursuite des actions de modernisation et de gestion (politique d'achat, ressources humaines, systèmes d'information, prospective démographique), et l'élaboration de la contribution du Département à la politique régionale de formation.

Du côté des Archives, une année marquée par une réorganisation interne et une actualité tournée vers la commémoration de la Grande Guerre. En matière de tourisme, on retiendra le lancement du label « Village de caractère de Seine-et-Marne » et la mise en place du dispositif d'aide au départ « Vacances pour tous en Seine-et-Marne » en partenariat avec les maisons départementales des solidarités. Côté jeunesse, poursuite de l'action territorialisée et organisation de « Place aux jeunes » fait majeur de l'année écoulée. Enfin, on soulignera la réorganisation du pôle DGA et la mise en place de la mission Vie associative qui s'est accompagnée de la création du site Asso77.

De manière plus transversale, la DGAE a apporté différentes contributions à la mise en œuvre des grands dossiers transversaux que sont notamment la nouvelle politique territoriale et le projet d'administration VIVA. A souligner aussi la participation des différentes directions aux projets de modernisation de la collectivité (communication interne, dématérialisation des demandes de subvention, simplification du circuit courrier).

Et pour conclure l'organisation de la 7ème édition de la Rando des 3 châteaux qui a rassemblé 15.000 participants.

**DIRECTION DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR ET DE LA FORMATION (DEESF)**

---

Principales missions :

Dirigés par une directrice et un directeur-adjoint, les services de la DEESF exercent les missions suivantes :

- **Le service administratif et financier :**
  - élaboration et suivi du budget et des marchés publics de la direction, suivi des budgets des collèges et des Centres d'Information et Orientation,
  - équipement et/ou renouvellement du mobilier et des matériels des collèges
- **Le service des personnels ATTEE :**
  - gestion des 1550 personnels ATTEE présents dans les collèges publics (recrutement, affectation, remplacements, gestion de proximité ...)
- **Le service de la restauration scolaire :**
  - assistance auprès des collèges : élaboration des documents contractuels, renouvellement des matériels, sécurité sanitaire, élaboration des menus, animation de la charte éco-responsable, mutualisation des achats
- **Le service des aides à la scolarité :**
  - attribution des aides à la scolarité destinées aux collégiens et aux étudiants
- **Le service des politiques éducatives, sectorisation et enseignement supérieur :**
  - définition de la carte scolaire des collèges publics,
  - élaboration des dispositifs d'actions éducatives en partenariat avec les collèges et suivi des Projets éducatifs 77,
  - actions en faveur de l'enseignement supérieur
- **La mission d'animation et de suivi des EPLE**
  - gestion du parc des 578 logements de fonction dans les collèges, suivi des conventions, communication à destination des collèges et suivi des évènementiels de la direction, suivi des procès-verbaux des conseils d'administration des collèges.
- **Pôle direction**
  - Un chargé de mission auprès de la Direction
  - Un chargé du suivi des procès verbaux des conseils d'administration des collèges publics
  - Un responsable documentation : recherche et animation documentaire, veille législative et réglementaire, analyse et synthèse des procès verbaux des conseils d'administration des collèges avec propositions, évaluation d'actions.

Effectif :

50 agents au siège dont 1 apprenti

ATTEE : 1550 dont 56 agents de brigade, 10 emplois d'avenir, 271 contrats aidés (CUI) et 3 apprentis

Budget primitif :

Fonctionnement 27 586 429,26 €

Investissement 7 528 556,52 €

## Faits marquants

### **Chiffres-clés :**

68 753 élèves des collèges publics en 2014, dont 1708 en SEGPA, représentant 684 élèves supplémentaires par rapport à 2013, soit + 1% (+ 1300 élèves en deux ans).

Dotation globale de fonctionnement des collèges : 15 352 446 €

1, 6 M€ consacrés en 2014 à l'équipement des collèges en mobiliers et matériels.

1, 2 M€ consacrés chaque année à l'achat de matériels de restauration.

6,5 millions de repas servis à 47 000 demi-pensionnaires.

**L'aide aux familles des collégiens** représente 17 640 dossiers instruits en 2013-2014. Les bénéficiaires de l'aide à la restauration augmentent, sont au nombre de 10148 et représentent 17 % des demi-pensionnaires. Les bénéficiaires de l'aide à la scolarité représentent 19 % de l'effectif collégien. Le budget des aides s'élève à 4 127 717 € dont 2 760 817 € pour les aides à la restauration scolaire et 1 366 900 € pour les aides à la scolarité.

**L'aide aux étudiants Mobil'études 77** représente 6 569 dossiers instruits en 2013-2014 au bénéfice de 5 528 étudiants pour un budget de 1 802 950 €

**L'appel à projet éducatifs 77 (PE77)** porte sur les domaines de la culture et des sciences, de l'environnement et de la santé, de la citoyenneté et de la paix. En 2014, 184 projets ont été retenus sur 231 instruits pour un montant de 168 489 €

**Les parcours d'orientation et de découverte** du monde économique ont touché 1538 élèves de 21 collèges, de 8 SEGPA et d'un lycée professionnel au travers 31 projets financés à hauteur de 24 344 €

**L'appel à projets** pour les **associations** intervenant auprès des collégiens a fait l'objet d'un soutien de 50 000 € en 2014.

Plusieurs dispositifs en collège ont été poursuivis : les **mini-entreprises** (40 en 2014) ; valorisation de l'apprentissage de l'**anglais** dans les collèges de la zone aéroportuaire de Roissy- Charles de Gaulle en partenariat avec Aireemploi et aéroports de Paris ; « **passions métiers** » (40 présentations des métiers du Département dans les collèges).

**Baromètre des collèges** : la Documentation a remis trois baromètres et une note de rentrée issus de l'exploitation directe de 565 procès verbaux de conseils d'administration.

**La carte scolaire** des collèges est passée de l'école à la rue. La sectorisation du futur collège de Vulaines-sur-Seine a été préparée et adoptée.

**Le groupement de commandes** pour les produits d'entretien et les denrées alimentaires est entré dans sa deuxième année.

**La charte éco-responsable de la restauration** scolaire a recueilli 38 adhésions nouvelles et plusieurs actions mises en place : six salad'bars supplémentaires installés, sensibilisation au tri et à la valorisation des déchets, animations autour de produits frais.

**Des ateliers techniques** avec les équipes de direction des collèges publics se sont tenus sur différentes thématiques : gestion des personnels, restauration scolaire, dotation globale de fonctionnement des collèges, ainsi qu'une première rencontre avec les représentants de parents d'élèves siégeant dans les conseils d'administration des collèges.

**En matière d'enseignement supérieur**, l'actualisation des données sur la poursuite d'études par les jeunes seine-et-marnais est en cours et la démarche de fusion des universités UPEM et UPEC fait l'objet d'un suivi attentif.

#### Les actions nouvelles significatives mises en place en 2014

##### **La reprise des dépenses de gaz par le Département**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2015 a vu la fin du marché réglementé du gaz. Le Département a pris l'initiative de proposer aux collèges de reprendre ces dépenses et a confié le marché à un attributaire. 103 collèges sont concernés par cette mutualisation des coûts avec à la clef des économies potentielles pour le Département. Cette opération a nécessité un fort investissement dès le printemps 2014 de la direction et s'est inscrite dans le cadre d'une collaboration étroite avec la DABC. A la technicité du dossier s'ajoutaient surtout des enjeux d'évolution du dialogue avec les collèges. Sur le plan des techniques et des pratiques financières, la reprise du gaz engage dès à présent les collèges dans une appropriation plus forte des flux comptables à l'intérieur de leur budget. Elle incite les services de la DEESF à dialoguer et construire davantage avec les collèges.

##### **Colloque « Education, numérique et territoires »**

Co-réalisé avec la direction de l'innovation et de l'E-administration et en partenariat avec l'Education Nationale, la direction de l'Education a organisé un colloque inédit, intitulé « Education, numérique territoire ». Il s'est tenu à l'Hôtel du Département le 11 juin 2014 et a réuni des élus, des représentants de l'éducation nationale, des chefs d'établissement, des représentants d'enseignants, de parents d'élèves et d'organismes éducatifs. Les actes du colloque ont été publiés sous forme électronique.

##### **Passion Métiers**

Depuis janvier 2014, quarante agents du Département ont fait découvrir aux collégiens des métiers du Département. Déjà 35 « présentations métiers » sont programmées pour l'année 2014-2015.

##### **Viva Day ATTEE**

Dans le cadre de la démarche Viva un temps de convivialité est organisé dans les services sous l'appellation Viva Day. Le 8 juillet 2014 plus de 500 agents des collèges et les agents du siège ont participé au Viva Day ATTEE en partageant un moment de

convivialité dans 5 collèges autour d'un repas estival préparé spécialement par certains de leurs collègues chefs de cuisine.

### **Une stratégie pour l'avenir des jeunes seine-et-marnais**

L'année 2014 a vu l'aboutissement d'une large démarche de concertation engagée avec les professionnels de l'enseignement et de la formation de Seine-et-Marne. Elaborée à la suite d'ateliers thématiques réunis entre juin et octobre 2013, la stratégie a fait l'objet d'un examen plénier le 30 juin 2014, puis a été délibérée par le Conseil général.

Conduit en lien avec le chercheur Camille Peugny, l'élaboration de la stratégie et l'organisation de la concertation a été effectuée par le SPESES.

Des rencontres avec des étudiants de l'IUT de Sénart et du Campus Descartes de Champs-sur-Marne ont permis de compléter l'éclairage par des témoignages d'étudiants.

---

## **MISSION SOLIDARITE INTERNATIONALE (MSI)**

---

### Missions

- Accompagner la montée en compétences des associations seine-et-marnaises de solidarité internationale dans leur conduite de projet.
  
- Favoriser la mise en œuvre et le développement de projets de solidarité internationale.
  
- Favoriser la mise en réseau des associations de solidarité internationale.
  
- Mettre en œuvre le congé de solidarité internationale.

Effectif : 2 agents

### Budget primitif :

111 000€ en fonctionnement

### Faits marquants :

- Une expertise en matière d'ingénierie de projet et d'animation de réseau reconnue par les associations. Ces dernières renforcent leurs compétences et diversifient leurs sources de financements (14 associations accompagnées en 2014).

➤ Mise en œuvre interne depuis 2014 de la nouvelle formule du congé de solidarité internationale : 5 agents partis sur 3 missions. A souligner le renforcement de compétences des associations seine-et-marnaises de solidarité internationale via l'expertise sectorielle des agents départementaux participant aux missions conduites avec ces associations.

## **SERVICE DE LA COORDINATION ADMINISTRATIVE ET DU TOURISME (SCAT)**

---

### Missions :

- Mettre en œuvre les orientations de la politique touristique départementale, en lien avec Seine-et-Marne Tourisme (SMT) et les acteurs et partenaires du tourisme.
- Mettre en œuvre les orientations politiques, dans le domaine du souvenir (soutien aux associations d'anciens combattants et au financement des événements liés aux commémorations de la grande guerre.
- Gestion budgétaire et financière du pôle DGA, SCAT et de la mission solidarité internationale.

Effectifs : 4 agents

### Budget primitif :

- € 3 219 324 € en fonctionnement
- € 2 463 403 € en investissement

### Faits marquants :

- Poursuite de la politique touristique « Tourisme pour tous » avec la mise en place du nouveau dispositif « vacances pour tous en Seine-et-Marne » et l'animation du Comité de ressource Tourisme pour tous.
- Lancement du nouveau label « Village de caractère de Seine-et-Marne » à Blandy-les-Tours en juin 2014 et labellisation des 5 premières communes.
- Contribution à la nouvelle politique contractuelle.
- Réorganisation du pôle DGA et évolution de la mission tourisme.

Chiffres-clés :

**Développement touristique territorial :** 8 projets ont bénéficié du soutien du Département, dont le lancement d'une étude de positionnement stratégique et touristique du château de Fontainebleau.

**Hébergement :** le Département a apporté son soutien à 15 projets

⇒ 3 dossiers d'hébergement de plein air (emplacements de camping, mobil homes, hébergements insolites) pour un montant total de **8 097 €**

⇒ 9 dossiers de chambres d'hôtes pour un montant de **12 600 €**

⇒ 5 dossiers de gîtes ruraux pour un montant total de **35 000 €**

⇒ **3** hôtels pour leur remise aux normes de sécurité incendie et rénovation de parties communes pour un montant total de **35 508 €**.

**Spectacles historiques / manifestations touristiques et de devoir de mémoire :** le Département a apporté son soutien à 33 projets locaux pour un montant de plus de 82 000 € émanant pour la majorité d'entre eux d'associations ou de communes seine-et-marnaises.

**Anciens combattants et manifestations du souvenir :** le Département a apporté son soutien à 27 projets émanant d'associations d'anciens combattants et soutenu 3 communes pour l'organisation de manifestations du souvenir dans le cadre du Centenaire de la Guerre 14/18 ;

Actions nouvelles mises en place :

➤ Mise en place du dispositif « Vacances pour tous en Seine-et-Marne » : à la suite de l'expérimentation 2013, le Département, en partenariat avec la Région et l'ANCV, et avec l'appui opérationnel de Seine-et-Marne Tourisme et des maisons départementales des solidarités, a mis en œuvre le dispositif 2014 qui a permis à 500 personnes éloignées du départ en vacances de bénéficier d'un séjour de vacances en Seine-et-Marne. A travers son dispositif « Vacances pour tous en Seine-et-Marne » le Département fait le choix d'un tourisme de proximité, social et solidaire qui contribue à la réduction de la fracture sociale dans l'accès aux loisirs et au tourisme des familles.

➤ Lancement d'un nouveau label : « Village de caractère de Seine-et-Marne » : afin de développer l'attractivité touristique de son territoire, le Département a créé un nouveau label qui valorise l'offre patrimoniale et touristique des communes de moins de 3 500 habitants. Pour cette première année ce sont 5 communes qui ont été primées : Donnemarie-Dontilly, Château-Landon, Flagy, Larchant et Thomery.

## **DIRECTION DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE (DSJ)**

---

Dans le domaine du **sport**, la direction a pour mission de contribuer au développement du sport pour tous et sous toutes ses formes (associative, scolaire, nature....) et de soutenir les porteurs de projets pour la construction et/ou la réhabilitation d'équipements sportifs d'accompagnement de collègue.

Dans le domaine de la **jeunesse**, sa mission est de mettre en œuvre de manière transversale les orientations de la politique jeunesse départementale adoptées en 2007, ainsi que les évolutions validées lors du bureau exécutif du 14 novembre 2011. Elle soutient et mobilise les organismes partenaires de jeunesse et d'éducation populaire, dans les domaines de la jeunesse, mais aussi de l'éducation et des solidarités.

La direction des sports et de la jeunesse est composée de 20 agents : 1 directeur, 1 directeur adjoint, 1 assistante de direction, 1 chargé de la logistique événementiel, 6 agents au service des sports, 5 agents au service de la jeunesse, 1 secrétariat commun aux deux services, 4 agents au service administratif et financier et 1 apprentie sur les missions du service jeunesse.

Le service administratif et financier assure les missions fonctionnelles transversales de la direction dans le domaine des finances, des ressources humaines et des procédures administratives, il a en charge également le pilotage opérationnel et fonctionnel de la cellule gestion des dossiers.

En 2014, la direction des sports et de la jeunesse a finalisé son projet de service concernant la cohésion d'équipe, en lien avec VIVA, par la signature d'une Charte commune portant sur 3 valeurs, 3 règles de conduite et 3 principes. Celle-ci a été encadrée et affichée au sein des locaux.

<b>Budget primitif 2014</b>	<b>Budget réalisé 2014</b>
<b><i>Service des sports</i></b>	
Fonctionnement : 4 006 000 €	Fonctionnement : 4 517 071 €
Investissement : 1 327 990 €	Investissement : 1 758 132 €
<b><i>Service jeunesse</i></b>	
Fonctionnement : 2 437 250 €	Fonctionnement : 2 278 742 €
Investissement : 20 000 €	Investissement : 10 000 €

### Service des sports

---

Organisation du service autour d'une mission sport nature, d'un pôle sport éducatif et manifestations et d'un pôle sport fédéral.

➤ **Chiffres-clés :**

- soutien au sport scolaire : 584 309 €
- soutien au sport civil : 2 167 966 €

- sport haut niveau : 1 066 030 €
- politique médicale : 57 671 €
- sport nature : 585 883 €
- autres activités sportives : 55 212 €
- 1 758 132 € versés pour l'aide à la construction ou à la réhabilitation de 19 équipements sportifs et socio-éducatifs

➤ **Son impact :**

- 1 306 sections de clubs sportifs (139 387 licenciés) subventionnées en 2014 pour un montant total de 1 021 694 €
- 227 manifestations sportives soutenues par le Département pour 451 313 €(dont 5 grands événements pour 128 300 €)
- 292 559 €attribués à 59 écoles multisports bénéficiant à 9 908 enfants
- 30 disciplines de haut niveau soutenues à hauteur de 1 012 780 €
- 59 comités soutenus pour un montant de 148 700 €

➤ **L'essentiel de l'action :**

- 34 « contrats confiance » (bourses individuelles et compétitions de référence) attribués individuellement à des sportifs pour leurs résultats internationaux.
- organisation de la 9<sup>ème</sup> édition de la rencontre annuelle du sport au Safran à Brie-Comte-Robert, autour de la formation des jeunes arbitres et des jeunes dirigeants, et des passerelles entre le mouvement sportif et le sport scolaire.
- organisation de cérémonies de remise des 3 000 places aux jeunes sportifs et aux scolaires pour assister aux rencontres sportives nationales ou internationales en Ile-de-France.
- coordination du dispositif « A toi de jouer », (animations sportives en milieu rural) mis en place pendant tout le mois de juillet 2014 avec le partenariat de 7 comités départementaux. Ce dispositif a touché 21 communes des Communautés de communes du Val Bréon, du Cœur de la Brie, des Terres du gâtinais et de La brie nangissienne, et accueilli plus de 1 119 jeunes.

**Annexe :**



Signature officielle des contrats d'objectifs de haut niveau – 2 mars 2014

## Service jeunesse

---

Sur le budget jeunesse, un montant total de 884 000 € est inscrit au BP 2014 pour des opérations dont les périmètres d'activités sont :

- la DIHCS (BP : 864 000 €- réalisé 2014 : 834 223 €)
- la DGAE (BP : 20 000 €- réalisé 2014 : 10 000 €)

Les opérations suivantes seront donc détaillées dans les rapports d'activités des Directions concernées :

- accès à l'emploi des jeunes, participations au fonds d'aide aux jeunes et missions locales
- centre de ressources de la vie associative.

Organisation du service autour d'une mission éducation populaire, d'un pôle citoyenneté et engagement des jeunes et d'un pôle autonomie et conditions de vie des jeunes.

### **Chiffres clés**

- Soutien de 16 OJEP pour un montant total de 636 900 €, dans le cadre de conventions pluriannuelles 2013-2015, employant plus de 500 personnes accompagnant près de 800 associations locales, présentes sur plus de 300 communes, et rassemblant plus de 10 000 bénévoles et agissant auprès d'environ 100 000 adhérents.
- 47 projets jeunes soutenus, sur 71 projets instruits, pour 85 052 €;
- 116 projets d'accueil et d'animation soutenus en direction des 11-17 ans au bénéfice de 78 structures, s'adressant à plus de 15 000 jeunes pour un montant total de 289 024 €;
- 88 associations socio-éducatives financées pour 52 483 €;
- 449 jeunes aidés dans le cadre de la formation BAFA avec une bourse de 200 €;
- 855 sacs ados distribués avec l'implication active de 70 opérateurs jeunesse ;
- Animation d'un réseau de plus de 200 acteurs de jeunesse (animateurs, informateurs, éducateurs, etc.) rencontrés dans le cadre des formations jobs d'été, sac'ados et des échanges de pratiques.

### **L'essentiel de l'activité :**

- Pilotage et mise en œuvre du dispositif « Sac'Ados » et organisation de la remise des sacs les 28 et 29 juin 2014 au Château de Blandy.

- Mise en œuvre de l'opération « jobs d'été » : offre de formation à destination des animateurs BIJ en lien avec la DRH reconduite et étoffée (2 fois 1 journée), et ouverture d'une nouvelle formation « prospection d'entreprises » en lien avec le BIJ de Melun.
- Quatrième édition du concours « Collèg'Ecolo » : 7 établissements récompensés à l'occasion d'auditions à l'Hôtel du Département le 28 mai 2014 réunissant une centaine de collégiens.
- « Place aux jeunes » : organisation de 5 rencontres de territoire en lien avec les 8 partenaires associatifs réunissant un total de 170 jeunes. Préparation de la deuxième édition de « PAJ – Le Live » qui s'est tenue le 31 janvier 2015 rassemblant plus de 150 participants autour des thématiques de la place des projets et des jeunes dans la société.

Les « nouvelles » actions mises en place :

- Finalisation du projet [www.jobsjeunes77.fr](http://www.jobsjeunes77.fr) avec le Centre Information Jeunesse de Seine-et-Marne : ouverture du site début octobre. Fin d'année 2014 le site comptabilisait plus de 300 offres et plus de 2 500 jeunes inscrits.
- Organisation, le 8 mars 2014, d'une matinée de travail et d'échanges avec les OJEP soutenus par le Département et le 1<sup>er</sup> Vice-président chargé de la jeunesse, des sports, et de la prévention spécialisée dans le cadre des conventions pluriannuelles 2013/2015.

---

**DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES (DAD)**

---

Missions : Chargées de la collecte, de la conservation, du traitement et de la valorisation des archives produites dans le cadre géographique de la Seine-et-Marne, les Archives départementales sont installées depuis 1990 dans les locaux construits spécifiquement à leur usage à Dammarie-lès-Lys. La direction exerce par ailleurs un contrôle scientifique et technique sur les archives publiques (visas d'éliminations, tableaux de gestion, règles de conservation...).

Effectif : 53 postes, 48 ETP dont 5 agents Etat

Budget primitif :

*Investissement* : 38 000 € en autorisations de programme et 29 300 € en crédits de paiement en 2015

*Fonctionnement* : 264 600 € en crédits de paiement

Budget réalisé : près de 100%.

Faits marquants :

L'année 2014 a été marquée par une forte réorganisation suivie de déménagements de bureaux permettant à l'ensemble des agents de travailler ensemble et en proximité sur le site.

Les projets les plus marquants ont été :

- La mise en œuvre du record management pour les archives du Département et la participation de la direction à l'élaboration du système d'archivage électronique du Département ;
- L'achèvement du récolement des collections conservées aux Archives départementales ;
- La réalisation de la plus grande partie de l'inventaire de la série R (affaires militaires) ;
- La participation de la direction au comité départemental du centenaire de la Grande Guerre, au concours de la Résistance et au conseil scientifique du Musée de la Gendarmerie ;

et sur le plan de la valorisation et de l'action culturelle :

- Une soirée publique de lectures de textes sur la Grande Guerre par et avec les agents des Archives (9 septembre 2014)
- La mise en œuvre de la Grande Collecte 1914-1918 pour les archives des particuliers
- Le cycle de conférences des *Rendez-vous du mardi* sur « les scientifiques » puis à partir de septembre 2014 sur « la mode »
- Une conférence sur *Jerôme Gilland* par Alain Vivien, ancien député, ancien ministre
- Une présentation de l'ouvrage sur *l'Héraldique des communes de Seine-et-Marne* par Jérôme Arnould des Lions
- La conception d'une exposition itinérante nouvelle pour le Mobil'Histoire 77, « Nous, les Seine-et-Marnais » à réaliser en 2015.

Chiffres clés :

**Collections** :

- occupation de l'espace : 40 960,5 kms
- espace restant disponible : 4 503 ml
- taux de saturation du dépôt : 90%
  
- versements par les notaires en 2014 : 107 ml
  
- versements par les services du Département en 2014 : 52,69 ml
  
- versements par les services de l'État en 2014 : 129,56 ml

- versement par un organisme de droit privé (Centre de réadaptation de Coubert) : 1,70 ml
- 13 dépôts d'archives communales en 2014 : 36,6 ml

### **Communications :**

- nombre de lecteurs : 1038
- communications en salle de documents originaux : 9 085
- communications en salle de documents numériques : 15 504 soit un total de 24 589 cotes

### **Pour le site internet :**

- nombre de connexions : 326 527
- nombre de pages vues : 861 151
- nombre d'images consultées : 43 281 401
- page Facebook : 364 amis

### **Annexe**

#### **Affiche de la Grande Collecte**



## SERVICE GAIA

### Missions :

Le logiciel GAIA (Gestion Automatisée et Intégrée des Archives), aujourd'hui utilisé par dix-sept Départements français (Ariège, Aude, Bas-Rhin, Calvados, Hauts-de-Seine, Indre-et-Loire, Isère, Loire, Martinique, Moselle, Oise, Orne, Pyrénées-Orientales, Réunion, Seine-et-Marne, Somme et Vosges) a été créé il y a plus de vingt ans (1987) pour aider au fonctionnement de leur service d'Archives départementales.

Il est développé et maintenu par le Service GAIA, régie autonome rattachée administrativement à la direction des Archives départementales, et dispose d'un budget spécifique annexe au budget général du Département.

### Effectif :

- 5 agents,
- 1 apprenti

### Budget primitif :

Le budget annexe GAIA proposé début 2014 était :

- section d'exploitation : 303 180 €
- section d'investissement : 10 800 €

### Faits marquants :

Les activités du Service GAIA ont été principalement consacrées aux évolutions du logiciel. Des modules très importants ont commencé à être développés tels que la prise en charge de bordereaux de versement d'Archives électroniques, la refonte du traitement des travaux sur les documents ainsi qu'un nouveau visualiseur d'images.

En matière de formation à l'utilisation du logiciel GAIA, tous les agents du service ont suivi le cursus de formateur interne du Département. Six sessions ont été organisées pour assurer la formation de 23 agents au total.

L'animation du partenariat entre Départements a donné lieu à deux réunions plénières du Comité des Utilisateurs, le 27 mai et le 14 octobre à Dammarie-lès-Lys.

Enfin, 3 groupes de travail ont été mis en place entre Départements partenaires :

- le nouveau visualiseur d'image, le 26 mai
- les archives électroniques, le 27 mai
- la mise en ligne des inventaires, le 4 novembre

### Actions nouvelles significatives mises en place :

Un marché de prestation d'aide au développement du logiciel a été notifié fin novembre pour une durée de deux ans afin d'accompagner l'équipe pour la réalisation de ces développements importants. A ce titre, une subvention de 30 000€a été obtenue lors de l'appel à projet AD-ESSOR lancé par le SIAF concernant les actions liées à l'archivage électronique. L'année 2014 a permis de finaliser le renouvellement de 14 marchés publics de maintenance avec les Départements utilisateurs du logiciel GAIA.

## **DIRECTION DES POLITIQUES CULTURELLES**

---

Créée en 2014 et installée dans de nouveaux locaux, la Direction des politiques culturelles pilote et anime le projet culturel départemental. Elle regroupe 113 agents relevant de 3 pôles majeurs : la lecture publique, les équipements culturels (4 musées, un jardin-musée, le château de Blandy-les-Tours) et le développement culturel et patrimonial des territoires. La Direction comprend également un pôle administration et ressource regroupant les fonctions support et d'appui.

### **Château de Blandy-les-Tours**

#### Missions :

- Conserver et mettre en valeur un monument vivant dans son environnement de qualité
- Déployer une programmation artistique et culturelle, fondée sur le dialogue entre patrimoine et création contemporaine
- Approfondir l'offre éducative en lien avec le projet culturel
- Promouvoir le tourisme local et développer l'activité commerciale

#### Effectif :

- 11 emplois permanents
- 3 apprentis
- 2 BO médiation de renfort sur la période estivale (l'un d'avril à septembre, le second de mai à octobre) + 1 BO médiation de renfort d'octobre à décembre
- 1 stagiaire de février à juillet + 1 stagiaire de mai à août

#### Budget primitif :

- budget général – fonctionnement : 336 500 €

#### Faits marquants :

Fréquentation tous publics confondus (y compris grands événementiels) : 72 358 personnes

Fréquentation du public scolaire : 12 166 élèves

Recettes totales : 187 299 €

dont recettes des ventes de la boutique : 63 727 €

- Hors temps événementiels majeurs, le nombre de visiteurs est passé de 47 142 à 49 221, soit une augmentation de 4,4 %.
- Exceptionnelle fréquentation lors de la randonnée des 3 châteaux, le dimanche 13 avril 2014, avec 12 900 visiteurs/randonneurs qui ont terminé leurs parcours au château de Blandy.
- Les recettes ont augmenté de plus de 9 %, passant de 171 632 € à 187 299 € (augmentation identique pour les recettes de billetterie et celles des ventes de la boutique).
- Les créneaux de la nuit fidélisent un public intéressé par la projection de 3 films, fin juillet début août, à la tombée de la nuit, à l'abri des remparts.

Les actions nouvelles significatives mises en place :

➤ Mise en œuvre du **festival FETNAT**, cocktail de performances, du 12 au 14 juillet : une dizaine de propositions artistiques insolites mêlant musiques, arts visuels, arts de la rue, entresorts, cirques, et expériences numériques.

➤ Participation à l'opération **Tous en vacances en Seine-et-Marne 2014**

Ce dispositif initié par le Département de Seine-et-Marne en partenariat avec l'ANCV et la Région, a permis d'accompagner cet été le départ en vacances de familles éloignées de la démarche touristique.

*Description de l'action* conduite au château de Blandy-les-Tours :

- dimanche 20 juillet 2014 : 5 familles (14 personnes) accompagnées par la structure Naturaya, sont venues au château pour assister au spectacle de la Mini-Compagnie « Enivrez-vous », fable éthylo-acrobatique.
- jeudi 30 octobre 2014 : accueil d'un groupe de 10 adultes, 13 enfants et 3 bébés accompagné par le Rocheton: visite guidée du château le matin, pique-nique salle basse de l'auditoire, conte par Geneviève Bayle-Labouré l'après-midi.

➤ Mise en place d'**animations à destination du jeune public pendant les vacances scolaires** (petites et grandes)

*Public ciblé* : le jeune public, à partir de 7 ans

*Description de l'action* : participer à une chasse au trésor amenant le jeune public à se déplacer dans le château à la recherche d'énigmes à résoudre (ludique et pédagogique).

➤ Contribution de l'équipe du château à l'**élaboration du projet de service commun** aux 6 établissements culturels départementaux.

Annexe :

**GRATUIT**  
- de 26 ans

**SPECTACLES - PERFORMANCES**

Renseignements  
**01 60 59 17 80**

Programme sur :  
**chateau-blandy.fr/fetnat**

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

**7**

**DU SAMEDI 12 JUILLET**  
**AU LUNDI 14/2014**  
**AU CHÂTEAU DE BLANDY-LES-TOURS**

seine-et-marne.fr

**EVASION**  
Ma seule ma région!

Rejoignez-nous !  
**f SORTIR77**

**CHÂTEAU DE BLANDY-LES-TOURS**  
PLACE FORT E DE CREATIONS

**SEINE & MARNE 77**  
LE DÉPARTEMENT

Régulation : Département de Seine-et-Marne - Direction de la communication - Impression : Impression départementale - Mairie - Juin 2014

## Musée de la Seine-et-Marne

### Missions :

Musée de société de territoire ayant également en charge une collection littéraire sur Pierre Mac Orlan, ainsi que par convention, les visites et l'animation de la maison de l'écrivain, de statut municipal.

- Gère la conservation des collections, leur inventaire, leur étude, leur enrichissement, leur numérisation et leur valorisation, conçoit et propose des actions de partenariat, de médiation culturelle, des manifestations et organise des expositions (permanentes et temporaires) ayant pour objectif la mise en valeur du musée, la connaissance de ses collections et l'accueil de tous les publics ;
- Définit et met en œuvre le projet scientifique et culturel ;
- Gère le site.

#### ♦ POLE DES PUBLICS ET DES ACTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES :

- conçoit et met en œuvre les actions de médiation et la programmation culturelle ;
- réalise la gestion documentaire des fonds, leur numérisation, étude, communication aux publics et l'inventaire des collections ;
- produit et collecte de l'image animée et réalise des montages audiovisuels ;
- contribue à la définition et à la mise en œuvre du plan de conservation préventive des collections.

#### ♦ POLE ADMINISTRATIF, ACCUEIL ET TECHNIQUE :

- assure l'accueil des publics, la surveillance des collections et des publics ;
- suit l'entretien et les travaux du bâtiment et du site ;
- participe à la régie technique des manifestations ;
- réalise le classement, traitement, indexation et conditionnement des collections et le suivi de leur conservation préventive ;
- gère sur le plan administratif et budgétaire les activités du musée.

### Effectif :

- 10 agents

### Budget primitif :

Fonctionnement : 102 700 euros

Investissement : **90 000** € pour 5 musées (Musée Mallarmé, Musée de la Seine-et-Marne, Musée jardin Bourdelle, Musée des peintres de Barbizon, Musée de la préhistoire)

Recettes billetterie + produits boutiques : 11960.77 €

Faits marquants :

→ En 2014, le musée de la Seine-et-Marne a reçu 7 931 visiteurs sur le site, dont 5008 scolaires et 85% de Seine-et-Marnais. L'année 2014 a été marquée par l'exposition Bernard Ascal, la publication du livre *L'indicible guerre*, sur l'écrivain Pierre Mac Orlan et la Grande Guerre, un programme événementiel pour la commémoration du début de la Guerre 1914/18. Le site Internet et l'adresse Facebook, ouverts en 2013, ont permis d'élargir et d'augmenter le nombre d'utilisateurs de manière significative (10 948 utilisateurs pour le site Internet).

→ **L'exposition Bernard Ascal, chercheur de signes :**

- **objectif :** rendre hommage à cet artiste seine-et-marnais, à la fois peintre, poète, compositeur et musicien.
- **public ciblé :** public seine-et-marnais
- **description :** l'exposition a permis de mener un projet d'éducation artistique et culturelle accompagné par l'artiste, avec les collèges de Villeneuve-sur-Bellot et Rebais, qui a donné lieu à une restitution lors de la Nuit européennes des Musées. L'artiste a fait don d'une œuvre au musée à l'issue de l'exposition, aujourd'hui exposée à l'entrée de la salle Mac Orlan.

→ **Commémorations de la Grande Guerre :**

- **objectif :** commémorer la Bataille de la Marne, valoriser le fonds de l'écrivain combattant Pierre Mac Orlan, créer un circuit de la Grande guerre dans la vallée du Petit-Morin.
- **public ciblé :** tous publics
- **description :** cette commémoration a donné lieu à 7 événementiels, à la création d'un conte par Sabine Richard, qui a fait le plein de scolaires, à la création d'un livret-parcours sur la Grande Guerre dans la vallée du Petit-Morin, qui sera transformé en application smartphone en 2015, et à la publication d'un livre intitulé *L'indicible Guerre*, su Mac Orlan et la Grande Guerre, destiné à valoriser les fonds du musée sur ce sujet et publié aux éditions Liénart.

→ **Récolement d'inventaire décennal :** 18 000 pièces de collections.

→ **Informatisation et numérisation des fonds documentaires et de collection :**

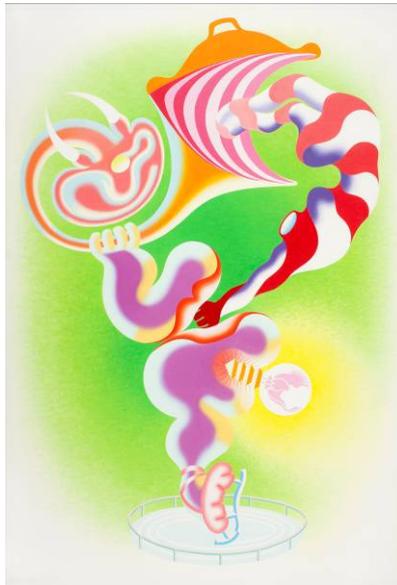
- **objectif :** offrir une meilleure visibilité et diffuser les fonds du musée.
- **public ciblé :** tous publics
- **description :** 25 000 documents numérisés à ce jour en image fixe et 20 000 ont été indexés et catalogués. Plus de 2 000 numéros de la bibliothèque ont été catalogués. Le fonds vidéo a été catalogué. Le catalogage du fonds sonore est en cours.

→ **Rédaction d'un projet de service pour les établissements culturels de la DPC :**

- **objectif :** élaborer un projet de développement des 5 musées départementaux et du château de Blandy pour la période 2015-2018, sous le pilotage de la conservatrice du musée de la Seine-et-Marne.

**Annexe**

- **Exposition Huile sur toile de Bernard Ascal © Bernard Ascal**



**Musée Mallarmé**

Missions : Conserver et valoriser les collections, accueillir et développer les publics, conduire et organiser des actions culturelles.

Effectif : 7 agents

Budget primitif :

Fonctionnement : **85 000 €**

Investissement : **90 000 €** pour 5 musées (Musée Mallarmé, Musée de la Seine-et-Marne, Musée jardin Bourdelle, Musée des peintres de Barbizon, Musée de la préhistoire)

Budget réalisé :

Fonctionnement : 99,36% (dépensé = 84 459 €)

Investissement : 29 990 € au titre du musée Mallarmé

Faits marquants en 2014 :

**L'essentiel de ce qu'il faut retenir de l'activité 2014**

Fréquentation : **4037** visiteurs (fermeture pour travaux d'éclairage juillet-août)

Nuit des musées : **218** personnes

Week-end Journées du Patrimoine : **331** personnes

Part des scolaires : **24 %**

Total fréquentation handicap : **3%**

**Exposition « L'Anglais récréatif, Mallarmé pédagogue »** du 20/09/14 au 21/12/14, catalogue d'exposition de 120 pages diffusé par l'éditeur. Bonne couverture Presse-Médias.

**Succès de la promenade en bateau** sur la Seine entre Valvins et Thomery avec lectures mallarméennes pour les Journées du patrimoine ;

**Action culturelle : représentation théâtrale de « L'Anglais tel qu'on le parle »**, pièce humoristique de Tristan Bernard (1899) dans le jardin par la compagnie Tidcat.



**Représentation de la pièce de Tristan Bernard *L'Anglais tel qu'on le parle* à l'occasion de l'exposition « L'Anglais récréatif, Mallarmé pédagogue ».**

## **Musée départemental des peintres de Barbizon**

Missions : Conservation des collections et accueil du public.

Effectif : 7 agents (dont chef de service commun avec deux autres musées) ; 1 médiateur culturel ; 5 agents d'accueil et de surveillance

Budget primitif :

Fonctionnement : 47900 €

Boutique : 8940,99 €

Investissement : 90 000 € pour 5 musées (Musée Mallarmé, Musée de la Seine-et-Marne, Musée jardin Bourdelle, Musée des peintres de Barbizon, Musée de la préhistoire)

Faits marquants :

- Fréquentation annuelle : 23 954 entrées
- Forte augmentation de la fréquentation des publics du champ social (135 en 2013, 302 en 2014) notamment dans le cadre du partenariat avec Cultures du Cœur. 115 personnes ont bénéficié d'une visite du musée associée à un atelier de pratique artistique sur un total de 204 personnes.
- Le tableau comparatif des statistiques 2013/2014 montre une augmentation de la fréquentation de 27,19 % due pour partie à l'augmentation de la fréquentation des moins de 26 ans, des scolaires, des groupes seniors et des touristes.
- Les Enfants du Patrimoine (6 classes accueillies sur la journée, soit 154 élèves)

Les actions nouvelles significatives mises en place :

↳ Première participation aux Journées européennes des Métiers d'Art :

- l'objectif de l'action : sensibiliser le public aux métiers d'art ayant un lien avec les activités du musée
- le public ciblé : public familial de proximité
- une description brève de l'action : une restauratrice de peintures et une restauratrice de cadres ont expliqué au public les objectifs et méthodes de leur travail à l'aide d'outils et de matériel.

↳ Première participation à l'opération aux Enfants du Patrimoine

- l'objectif de l'action : à l'occasion des Journées européennes du patrimoine , sensibiliser des enseignants et leurs élèves au musée et à ses activités pédagogiques
- le public ciblé : public scolaire
- une description brève de l'action : 6 classes (154 élèves primovisiteurs) ont visité l'auberge Ganne et participé à des ateliers peinture sur le motif et découverte de la forêt.

**Annexe**



Carte de remerciement réalisée spontanément par les participants du Centre social intercommunal du Val d'Europe à la suite de leur visite au musée dans le cadre de Cultures du cœur.

**Musée départemental de Préhistoire d'Île-de-France**

**Missions :**

Le musée départemental de Préhistoire d'Île-de-France retrace les grandes étapes de la Préhistoire et de la Protohistoire en Île-de-France. Il a pour mission d'assurer la protection, la conservation et la valorisation de ses collections, ainsi que leur présentation et leur accès à tous les publics (scolaires, grand public, chercheurs, public handicapé).

Le musée organise des événements qui contribuent à la valorisation du patrimoine archéologique : expositions, conférences, participations à des manifestations nationales (Nuit européenne des musées, Journée nationale de l'archéologie, Journées européennes du patrimoine, Fête de la Science).

Enfin, lieu culturel ouvert et vivant, le musée crée des passerelles entre le site, les collections et la création contemporaine sous toutes ses formes (arts plastiques, photographie, littérature, musique, arts du spectacle, etc.).

**Effectif :** 13 agents

**Budget primitif :**

*Fonctionnement* : 81 140,00 €

*Investissement* : étude « Rénovation des patios » : 36 000, 00 €TTC

*Acquisition d'œuvres d'art* : 90 000 € pour 5 musées (Musée Mallarmé, Musée de la Seine-et-Marne, Musée jardin Bourdelle, Musée des peintres de Barbizon, Musée de la préhistoire)

Faits marquants :

« **Des abeilles et des hommes** », du 5 au 17 avril  
Conférence et exposition sur la disparition des abeilles en collaboration avec le GENE (Groupe écologique de Nemours et ses environs)

**Parution** en mai de la publication :

« *Le visage humain remodelé. Constructions symboliques, reconstructions plastiques* » aux éditions IAC éditions d'Art (actes du colloque qui s'était tenu à Dammarie-les-Lys les 10 et 11 mai 2012).

« **50 années de fouilles archéologiques à Pincevent (1964 – 2014)** »

Participation à la commémoration en plusieurs temps :

- participation à **Journée portes-ouvertes** du Centre archéologique de Pincevent le **6 juillet** ;
- Présentation de **posters sur les Magdaléniens de Pincevent** réalisés par le Centre archéologique de Pincevent du **18 juillet au 12 octobre** ;
- Animations au cours de l'été autour de Pincevent ;
- Présentation des techniques de chasse au Paléolithique supérieur au cours des « **Journées européennes du Patrimoine** » ;
- Conférences des chercheurs de Pincevent dans le cadre de la « Fête de la Science ».

**L'exposition « Neandertal l'Européen »**

15 novembre 2014 – 8 novembre 2015

L'exposition présente l'état actuel des connaissances sur l'Homme de Neandertal qui a vécu sur notre continent plus de 300 000 ans avant de s'éteindre il y a environ 30 000 ans.

L'exposition fait la part belle à la représentation de cet Homme depuis le XIXe siècle avec une galerie de portraits dans le hall du musée. Un zoom sur l'Île-de-France permet de découvrir les découvertes régionales dont le site d'Ormesson (Seine-et-Marne).

Des films et des jeux complètent la visite. Le « Neanderton », une cabine type photomaton qui offre au visiteur l'occasion de transformer ses traits en ceux de Neandertal, remporte un vif succès.

Un cycle de conférences sur Neandertal est programmé durant le temps de l'exposition.

Fréquentation du musée en 2014 :

Nombre total de visiteurs : **28 298**

Nombre de scolaires : **16 253**

Nombre d'enfants de centres de loisir : **1 044**

Nombre total de visiteurs relevant du secteur handicap : **361**

Nombre d'animations réalisées par le Service des publics : **954**

**11 étudiants ou chercheurs** ont été accueillis au musée au cours de l'année 2013 pour étudier du matériel archéologique conservé au sein de l'établissement.

**Quelques temps forts de la médiation :**

- Ateliers sur « l'Évolution de l'Homme » avec des élèves de Terminale S des lycées de Fontainebleau et Nemours ;
- Reconstitution grandeur nature dans le parc du musée d'habitats préhistoriques avec des classes de 5<sup>e</sup> Technologie du collège Arthur Rimbaud de Nemours (situé en face du musée).

**Action nouvelle mise en place pour le public familial :**

« Les dimanches animés » : visites guidées pour les adultes et ateliers jeune public un ou deux week-end par mois.

Fréquentation du site internet en 2014

- **46 013** visites effectuées par **36 959** internautes différents (dont 79,10 % de nouveaux visiteurs)
- **141 916** pages consultées

**Profil de l'internaute :**

90,72 % sont français. 67,67 % d'entre eux sont franciliens.

Parmi les connexions franciliennes : 38,14 % sont émises de Paris, 8,05 % de Melun et 2,79 % de Nemours.

**Illustrations :**

1. Conférence (4/4/2014) en partenariat avec le GENE (Groupe Écologique de Nemours et des Environs) « Abeilles : la dernière danse ? Menaces sur ce maillon indispensable des écosystèmes » par Alain Levionnois, apiculteur.
2. Vernissage de l'exposition (15/11/2014) « Neandertal l'Européen ».
3. Exposition « Neandertal l'Européen ».
4. Tableau de fréquentation en 2014.
5. Atelier pour enfant : initiation à la fouille (23/2/2014).

## Musée jardin départemental Bourdelle

Missions :

- Médiation culturelle : activités de valorisation des collections via des pratiques artistiques (ateliers de sculpture, de dessins) et des visites commentées.
- Conservation des collections
- Valorisation des collections et du site.

Effectif : 3 agents permanents.

Accueil 2 apprentis CAPA espaces verts pour 2 ans.

Budget primitif :

*Fonctionnement* : 30 000 €

*Investissement* : 40 000€

*Acquisition d'œuvres d'art* : 90 000 € pour 5 musées (Musée Mallarmé, Musée de la Seine-et-Marne, Musée jardin Bourdelle, Musée des peintres de Barbizon, Musée de la préhistoire)

Faits marquants en 2014 pour la direction :

- Fréquentation totale : 7 295 visiteurs (dont 1 999 scolaires. Augmentation fréquentation collèges et IME ; diminution des maternelles). Augmentation de la fréquentation (+ 2 %), en particulier durant l'opération « Rendez-vous aux jardins » et « Couleur Jardin » et grâce à une météo très favorable durant le mois de juin.
- Ateliers enfants du mercredi après-midi « aquarelle » et « modelage » : 170 inscriptions (en légère augmentation) + 3 %
- Ateliers adultes du samedi matin « aquarelle » et « modelage » : 94 inscriptions (en augmentation) + 56 %
- Journées Européennes du Patrimoine : 317 visiteurs
- Participation à la Nuit des Musées : 364 visiteurs
- Passage 29<sup>ème</sup> ronde cyclo Usep, 140 enfants, 40 accompagnateurs.

Actions nouvelles significatives mises en place :

- Pour la première fois, passage de la Rando Gourmande organisée par l'Office du Tourisme d'Egreville, le 15/06, constitué de 5 attelages et 233 participants au total.
- Dans le cadre des manifestations « Rendez-vous aux Jardins » et « Couleur Jardin », organisation d'une exposition intitulée « Des Légumes et des Hommes », de Joëlle Dollé, composée de 32 photographies couleur exposées dans le jardin, du 31 mai au 29 juin : 1 845 visiteurs



*Exposition « Des Légumes et des Hommes » durant tout le mois de juin*

## **Pôle Accompagnement Culturel et Patrimonial des Territoires**

### Missions :

- Instruire les dossiers de demande de subventions des collectivités, des associations et des artistes,
- Accompagner en expertise et méthodologie les porteurs de projets artistiques et culturels,
- Participer aux projets de politiques publiques transversaux et aux projets administratifs de la collectivité

Effectif : 15 agents

### Budget primitif :

*Investissement :* 2 632 086

*Fonctionnement :* 5 524 079

### Faits marquants en 2014 pour la direction :

Pour le Pôle accompagnement des territoires, l'année 2014 est une année de transition : fusion de la direction des affaires culturelles et de la sous-direction du patrimoine de la Direction des archives, du patrimoine et des musées, au sein de la Direction des politiques culturelles, en un pôle accompagnement culturel ; participation à la réflexion et à la définition du nouveau projet de politique culturelle départementale.

L'année 2014 aura été marquée par un déménagement pour un regroupement de services (DAC, Patrimoine et Archéologie) avec le SAR (Service administration et ressources), et par la mise en œuvre du travail de définition du nouveau projet culturel départemental impulsée par le nouveau directeur des politiques culturelles.

La démarche retenue pour conduire la définition de ce projet culturel est une démarche de participation collective, pour réinterroger les dispositifs et conditions d'intervention du Département, au regard des enjeux sectoriels et territoriaux de la culture. Six comités conseils ont été mis en place (spectacle vivant, cinéma, musique, danse, arts visuels et patrimoine) ainsi que quatre groupe projets (éducation artistique et culturelle, schéma des enseignements artistiques, contractualisation culturelle avec les territoires et cartographies des données du domaine de la culture) associant les différents partenaires et animés par les chargés de développement.

Enfin, le service a pris en charge le pilotage du dossier d'inscription de deux sites mémoriaux de la grande guerre en Seine-et-Marne au patrimoine mondial de l'UNESCO dans le cadre du dossier national porté par l'association « Paysage et sites de la Grande Guerre ».

Environ 400 demandes de subvention ont été instruites.

Le service a participé, par ailleurs, à la création de l'établissement public de coopération culturelle « Le Théâtre de Sénart ».

## Pôle Lecture publique

### Mission :

La médiathèque départementale des missions de centre de ressources livre et lecture, de médiation et de valorisation des collections, de formation des acteurs du livre et de la lecture et des personnels de bibliothèque.

Effectif : 36 agents

### Budget primitif :

*Investissement :* 796 172 €

*Fonctionnement :* 875 733 €

### Chiffres clés :

- Nombre d'acquisitions : 22 767 ouvrages achetés dont 18 900 livres, 1 743 DVD, 1 349 CD
- Nombre de documents prêtés : 136 166 dont :
  - 22 744 par navette, soit : 16,70 %
  - 30 183 par bibliobus, soit : 22,16 %
- Nombre de bibliothèques desservies : 238
- Autres établissements scolaires ayant des documents en dépôt : 249
- Formation des acteurs du livre et de la lecture : 27 stages et 2 journées d'étude ;
- Développement culturel : 4 résidences d'auteurs accompagnées, 31 projections-débats fédérées dans le cadre du Mois du film documentaire, 30 classes de collèves

ont bénéficié d'une action culturelle (A Voix vives, A Tout doc, Ecoutes actives, cycle sciences) ;

- Medialib77 : 3497 usagers de bibliothèques inscrits au service ;
- Aides versées : 97 406€ en investissement et 51 115 € en fonctionnement.

Faits marquants :

### **Contrat territoire lecture**

D'une durée de trois années, le contrat territoire lecture permet d'accompagner des projets territoriaux dans une démarche de co-construction des politiques publiques et d'aménagement culturel du territoire, afin de contribuer à la structuration et la qualification de l'offre de lecture publique dans une relation de proximité.

Outil de démocratisation culturelle, le contrat territoire lecture vise à développer des actions partenariales en faveur des populations éloignées de la lecture, tant du point de vue géographique que culturel. Il s'agit d'un dispositif mis en place par le Ministère de la culture en 2010.

Le Département s'est engagé aux côtés de deux intercommunalités :

Moret-Seine-et-Loing et le Pays Créçois. Pour ces territoires, il s'agit tout d'abord participer à la constitution d'une politique publique de la lecture publique à l'échelle du territoire. Il s'agit également de renforcer la qualification des acteurs du livre et de la lecture notamment dans le domaine de la médiation y compris numérique.

Une attention particulière est également accordée à la présence d'artistes pour une réinterrogation des pratiques, des temps de rencontres inédits avec les publics vecteurs d'un renouvellement du regard sur le monde. Enfin, la mise en réseau initiée par les deux collectivités locales est bien sûr aussi un enjeu et est soutenue dans le cadre de ce dispositif. A savoir que chaque contrat est basé sur le principe de parité des engagements financiers soit 10 000 € par partenaire.

## CABINET DU PRÉSIDENT

### DIRECTION DE LA COMMUNICATION

---

La Direction de la communication est chargée de mettre en œuvre la stratégie de communication institutionnelle, interne et externe, du département.

Effectif : 20 personnes donc 2 apprenties

Budget primitif : 1 165 491 €

Budget réalisé : 1 142 187 €

Faits marquants :

#### → **Manifestations principales** :

Vœux au personnel  
Randonnée des 3 châteaux  
Week-end Sports Nature  
Fête de la Nature  
Opération Sac Ados  
Congrès des Maires  
Rencontres de la Seine-et-Marne

#### → **Campagnes abribus** :

- Vœux / Nuit Orientation
- Leader's Cup / BAFA
- Budget 2014
- Open GDF SUEZ
- Rando 3 châteaux
- Sac ados / Hoptimum
- Sécurité routière / Plan 1000 places
- Recrutement assistants familiaux / Jardins + Jazz La Ferté/Jouarre (décrochage canton)
- Nouveau site web / plateforme tél / Musée de la grande guerre
- Téléassistance 77
- Espaces naturels sensibles / Musée
- Semaine de la mobilité - S&M Express / Musik'elles
- Ronde à vélo / Scènes rurales
- PREDEC
- Appel à projets ESS / Info Routes SMS
- Rencontres de la Seine-et-Marne
- Site internet Assos77

**Soit un total de 17 campagnes d'affichage**

→ **Editions principales :**

**DGAE**

Lancement de la saison culturelle : affiche, programme, kakémonos  
Guide des activités éducatives

**Blandy**

Dimanches de Blandy Printemps / Eté & Automne / hiver : brochure + affiche + flyers + poster + encart presse + partenariat Evasion  
Affiche A3 pour les créneaux de la Nuit  
Dépliant 4 plis parallèles accordéon FETNAT  
Réimpression Objectif Blandy  
Plan château de Blandy (pour Rando 3 châteaux et JEP)  
May médiéval : flyer + affiche A3  
Signalétique entrée du château  
Réédition guide de visite anglais + corrections  
Dépliant 3 volets Blandy

**Musées**

**Musée Stéphane Mallarmé**

Livret jeu jeune public  
Exposition l'anglais récréatif : flyer, affiche (BP + CI + CR si point manif Cab)

**Musée de Préhistoire**

Réédition flyer du musée  
Kakémono pour le salon du tourisme à Villiers-en-Bière  
Autocollant  
Suivi campagne publicitaire réseau transilien musée de la préhistoire (affiche, guides, web + encarts presse)  
Marquage jeton porte-clé objet boutique  
Posters Boutique  
Couverture actes colloque visage humain remodelé + préface  
Exposition Néandertal : flyer, affiche, petit journal

**Musée de Barbizon**

5 Quiz : élémentaire, primaire, collège et lycée  
Programme culturel avril – mai – juin  
Poster Coignet  
Exposition Bernard Ascal : flyer programme 1<sup>er</sup> trimestre + affiches A3 + flyer programme 2<sup>ème</sup> trimestre + petit journal  
Flyer commémoration Grande Guerre  
Flyer de visite maison Mac Orlan  
Exposition des légumes et des hommes  
Flyer programmation culturelle + réouverture  
Flyer animation jus de pomme / champignons : musée de Seine-et-Marne et musée Stéphane Mallarmé.

### **Musée Bourdelle**

Dépliant réouverture

Exposition des légumes et des hommes : flyer + affiche

### **Pour les 5 musées**

Nuit des musées : programme Flyer + affiches personnalisées pour les 5 musées

Printemps des poètes : programme flyer + affiches A3 personnalisées pour les musées participants

Animation d'été dans les musées : brochure + affiche A3

Journées Européennes du Patrimoine : voir si programme commun avec Blandy ou non

Flyers de présentation des 5 musées

### **Sports / Jeunesse**

100 % sports – 3 numéros par an

Plan jeunes

Places aux jeunes : brochure

### **Éducation**

Guide des activités éducatives au collège

Guide des collèges

Flyer Logement de fonction

Dépliant le collège en pratique

Schéma Stratégie partagée de l'enseignement supérieur et formation

### **Autres**

Plaquette de présentation du bâtiment de l'Hôtel du Département

### **Médiathèque**

Bébébutine

A Voix Vives – Mallarmé

Autocollant : prêt + collège du 21<sup>ème</sup> siècle

Journée professionnelle (affiche) 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> semestre

Mois du film documentaire (programme + affiche)

Plaquette Résidence d'auteur

## **DGAA**

### **Transports**

Newsletter PAM 77, 2 numéros

Demande d'abonnement scol'r

Guide des transports scolaires

Lettre carte Scol'r

Règlement départemental des transports scolaires

Guide la mobilité

### **DABC**

Plaquettes collèges : Arche Guédon, JB Vermay, J. de la Fontaine, La Maillière, Les Tourelles

### **DADT**

Lettres aux habitants / contrats  
Portrait économique de la Seine-et-Marne  
Monographies  
L'essentiel / agriculture  
Plaquette lauréats appel à projet ESS  
Référentiel d'aménagement  
Plaquette Flagy  
9 fiches éco-conditionnalités

### **DEE**

Plaquette Apidays  
Bilan du Plan départemental de l'eau  
Annexes PDE  
Observatoires de l'eau (7 éditions) + synthèse  
100 % eau  
Plaquettes ENS + guide  
Bulletin climatologique 2014  
Dépliant Ronde à vélo  
Top vélo  
ASSR  
Guide de la mobilité  
Infos routes  
Page de garde MOTTEC

### **DGAS**

Action Emploi MDS de Provins, Forum rencontre solidaires, Journée solidarité internationale : Flyers, programme, expo  
Questionnaire baromètre de satisfaction usagers MDS  
Exercer en Seine-et-Marne : dépliant  
Atlas des solidarités : mise à jour  
Pochette Chèque Solidarité  
Guide ASE : réimpression  
FSL : bilan activités  
PMI, consulter son dossier ASE, Planning familial, Mode d'accueil petite enfance : dépliants pour les usagers  
Référentiel secret professionnel  
Guide du handicap  
Téléassistance : réimpression dossier aide financière  
Procédures agrément ass'mat – ass'fam  
Livret évaluation APA, bilan de santé à l'école maternelle, Ass mat' continuer à vous former, devenir assistant maternel, vademecum  
Majeurs vulnérables, actes usuels et non usuels : dépliants pour les professionnels  
Guide d'accueil d'enfants chez un assistant maternel  
Convention collective assistant maternel  
Charte du partage de l'information (schéma enfance)  
CODERPA : flyer générique, affiche retraite, affiche et invitation journée  
Protocoles locaux Solidarité  
Modes d'accueil petite enfance secteur MDS de Mitry-Mory

Etude difficulté sociale et économique des jeunes  
Orientations départementales de la prévention spécialisée

### **Cabinet / Communication**

Lettre des visites cantonales  
Edition Appel à initiatives « la Seine-et-Marne a du talent » + vidéo  
Livrets ASSR + top vélo  
Réimpression projet départemental de territoire : version courte et longue  
Déclinaison charte graphique Seine-et-Marne Numérique  
Plaquette nouveaux habitants en Seine-et-Marne, on a déjà tout, il ne manquait plus que vous  
Plaquette Conseil général « mon Département se plie en 7 »

### **DGS – Mission Développement Durable**

Guide des manifestations éco-responsables  
Agenda 21  
Rapport annuel du Développement Durable  
Mug

### **Site internet**

1 159 838 sessions (870 488 visiteurs uniques en 2013)  
793 867 utilisateurs  
2,76 pages vues par session (2,86 pages en 2013)

#### Actualités sur le site du Département :

Territoire de projets : 10 actualités  
Conseil départemental : 24 actualités  
Solidarité : 20 actualités  
Cadre de vie et transport : 38 actualités  
Education & Jeunesse : 28 actualités  
Culture, sport & tourisme : 32 actualités  
Total actualités (hors agenda culturel) : 152 actualités \_ refonte du site internet en septembre

#### Top 10 des pages vues :

1. home
2. offres d'emploi (accès direct par guide)
3. Seine-et-Marne express
4. consulter des horaires
5. la rando des 3 châteaux
6. Mobil Etudes aide aux jeunes étudiants
7. search
8. Mobil Etudes (accès direct par guide)
9. travailler au Département : offres d'emploi
10. Seine-et-Marne express (accès direct par guide)

## Réseaux sociaux

### Facebook

Nombre de posts publiés en 2014 : 760

Nombre de nouveaux abonnés à la page : 1 249

Posts les plus vus :

- **Payé : 47 392** Débat public : comment réussir en Seine-et-Marne ?
- **Non payé : 3 718** Jobjeunes77 : un nouveau site pour trouver un job

### Twitter

Nombre de personnes qui suivent le compte au 31 décembre 2014 : 1 058 soit 416 nouveaux inscrits (642 au 31/12/2013)

Nombre de twitts annuels (approximation) : 1 700

Top des twitts les plus vus :

1. Seine-et-Marne magazine
2. Un seine-et-marnais de 102 ans recordman du monde de distance à vélo en 1h)
3. Connaissez-vous vos élus ?
4. Villages nature recrute
5. Alertes hivernales
6. Sorties nature
7. Alertes hivernales
8. Nuit de l'orientation
9. PMI gratuité et anonymat
10. 100 000 visiteurs site de l'eau en 2013

### You tube

Vidéos mises en ligne : 47

Performances : 18 896 vues

Nouveaux Abonnés : 46

J'aime : 71

Partages : 69

Meilleures vidéos :

1. Inauguration Collège Jean-Baptiste Vermay à Tournan-en-Brie (1 632 vues)
2. Stop déchets : une nouvelle décharge à Moussy (1 065 vues)
3. La Rando des 3 Châteaux 2014 (824 vues)

### Flickr

858 photos (477 en 2013) du photographe

Photos « événements » : 245 photos (Rando des 3 châteaux)

Photos jeu concours Seine-et-Marne Magazine : 40 photos

### Autres

Création d'une page Soundcloud pour diffusion bandes sonores (radio) et support pour le magazine digital.

## **Communication interne**

**Journal interne du Département : 4 numéros**

### **Editions**

Supports RH : guide du temps partiel, charte handicap, guide du travail d'intérêt général, guide du télétravail, charte de maîtrise des savoirs de base, élections professionnelles

Autres : lettre ATTE, Essentiel (budget 2014), affiche sur l'utilisation des copieurs

### **Accompagnement du projet d'administration VIVA**

Journal de projet, article Sésame et Diapason

### **Evènementiels (organisation)**

Réunion d'information sur le budget  
Cérémonie des vœux du président sur 4 sites  
Concours de poésie  
Séminaire des cadres  
Apidays  
Inauguration de l'open presse  
Marché de Noël

### **Evènementiels (accompagnement)**

Opération de sensibilisation aux éco-gestes  
Visite de sites départementaux  
Trophée DD  
Réunion « assistants familiaux »

### **Sponsoring**

Défis interentreprises de Sénart et de Meaux

### **Jeux internes**

18 jeux administrés par mail ou via Diapason : 568 participants

### **Sésame**

Co-animation de la « bascule » vers la plateforme Sharepoint  
307 actualités publiées  
954 petites annonces déposées  
1530 003 pages vues  
324 agents différents se rendent sur Sésame par jour en moyenne (week-end compris)

### **Instances**

Comités de pilotage Communication interne

### **Vidéo**

Lutte contre les discriminations

## **Communication événementielle**

Sac'Ado (+vidéo teaser)  
Collège école  
Cérémonie Sport Haut-Niveau  
Rencontre territoriales Places aux jeunes  
Rando des 3 châteaux (+vidéo)  
Open GDF Suez de Seine-et-Marne  
Soirée des Champions  
Leader's Cup  
Rallye vélo 100% (+vidéo)  
Master de Fleuret  
Ouverture de la saison culturelle  
Congrès des Maires  
Accueil des lauréats des Meilleurs apprentis de France  
Accueil des lauréats des Meilleurs apprentis de France  
Salon de la mini-entreprise (+ vidéo)  
Fête des EMS  
Rencontres départementales de la petite enfance  
Fraîch'attitude  
Semaine du goût  
Opération A toi de jouer (+ vidéo)  
Festival de la terre  
Colloque périnatalité  
Remise de places Rêves de sport  
La ronde à vélo  
Forum santé jeunes  
Accueil des principaux de collèges  
Colloque éducation numérique et territoire (+ vidéo)  
Signature de chartes de la restauration scolaire  
Rencontres de la Seine-et-Marne (+ vidéo)  
Rencontres du vélo  
Rencontres annuelle du sport (+ vidéo)  
Cross UNSS (+ vidéo)  
Journée de l'ESS  
Partenariats : Marathon de Sénart, Sénartaise, Séries Séries, Muzik'elles

### **Parrainage sportif :**

Défis inter-entreprises de Sénart

## **Relations presse**

30 dossiers de presse  
127 communiqués de presse  
Notes aux rédactions collées dans les mails directement

## **Vidéos**

**Service77 / Education**

Passion métiers, plus tard je serai  
Le collège numérique, les nouvelles technologies au service de la réussite éducative  
Inauguration du collège de la Maillière à Lognes  
Inauguration du collège Jean-Baptiste Vermay à Tournan-en-Brie  
Rentrée scolaire 2014  
Rallye vtt du centenaire « Cent pour Cent » (100 vélos pour le centenaire)  
Inauguration du collège du parc des Tourelles à Claye-Souilly  
Inauguration nouveaux aménagements du collège J. de la Fontaine au Mée-sur-Seine

#### **Service77 / Economie et Internet**

Très haut débit internet, pour tous en Seine-et-Marne (2 vidéos)

#### **Service77 / Environnement**

Déchets de chantiers en Seine-et-Marne, le Département dit stop

#### **Service 77 / Jeunesse**

Place aux jeunes (Bande annonce)  
Place aux jeunes – Le live  
Sac'ados, le coup de pouce vacances des 16-23 ans  
A toi de jouer ! Du sport pour les jeunes pendant les vacances

#### **Service 77 / Route**

Info route 77  
La Seine-et-Marne en mouvements, les mobilités de demain

#### **Service 77 / Solidarité**

Pop' ma vie, une journée pour colorer son quotidien

#### **Service 77 / Vie associative**

Bienvenu sur Asso 77.fr

#### **On sort !**

Visite du jardin musée Bourdelle en LSF  
Visite du musée de préhistoire en LSF  
La rando des 3 châteaux (Bande annonce)  
La rando des 3 châteaux (retour)  
Open GDF Suez Seine-et-Marne (Bande annonce)  
Les dimanches de Blandy (Bande annonce)  
Fontainebleau, la ronde à vélo 2014 (Bande annonce)  
Les dimanches de Blandy, automne /hiver 2014  
Ouverture de la saison culturelle 2014-2015  
La ronde à vélo, découverte insolite de la réserve de biosphère de Fontainebleau  
Exposition, Neandertal, l'Européen (Bande annonce)

#### **Le 77 c'est nous**

Le développement durable, c'est pas compliqué  
Mini entreprise, elle a tout d'une grande  
La Seine-et-Marne à du talent (8 portraits)  
Challenge départemental des cross UNSS77  
Les rencontres annuelles du sport 2014

**Made in 77**

Aménager la Seine-et-Marne, le référentiel en application à Flagy  
Les rencontres de la Seine-et-Marne (Bande annonce)  
Les rencontres de la Seine-et-Marne

**Culture**

Musée départemental de préhistoire d'Ile-de-France, les chasseurs de Pincevent

**Un jour en Seine-et-Marne**

Commémoration de la Grande guerre, lecture hommage à Charles Péguy

**Soit un total de 48 vidéos**

**Magazine**

Attribution de 5 nouveaux marchés, pour une durée d'un an tacitement reconductible 3 fois, pour la réalisation et la publication du Magazine.

Tirage à 581000 exemplaires pour 8 numéros.

Nouvelle prestation incluse à la publication du Magazine : publication digitale

**Reportages photo**

Inaugurations, politique contractuelle : **64** reportages (**27%**)

Manifestations sportives et culturelles : **37** reportages (**16%**)

Communication interne : **40** reportages (**17%**)

Reportage magazine **87** reportages (**37%**)

Visite ministérielle **5** reportages (**2%**)

**Soit un total de 233 reportages**